

SOCIAL MACRON ROI DE L'IMPRO | **TYSON** GÉNIE DU MAL

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

ÉCOLE LA DERNIÈRE CHANCE ?

LE DÉBAT
POLONY
BLANQUER

L'ESPOIR
D'ALAIN
FINKIELKRAUT



ISSN 1966-6055

Belg : 6,60 € - Lux : 6,60 € - Suisse : 10,60 CHF - Canada : 12,50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6,60 €

www.causeur.fr - Surtout si vous n'êtes pas d'accord - mensuel n° 49 - septembre 2017

M 02252 - 49\$ - F: 5,90 € - RD



CAUSEUR

Surtout si vous n'êtes pas d'accord | Mensuel

DÉBATS
OPINIONS
REFLEXIONS



**Mensuel et site web
de débat sur l'actualité
animés par Élisabeth Lévy**

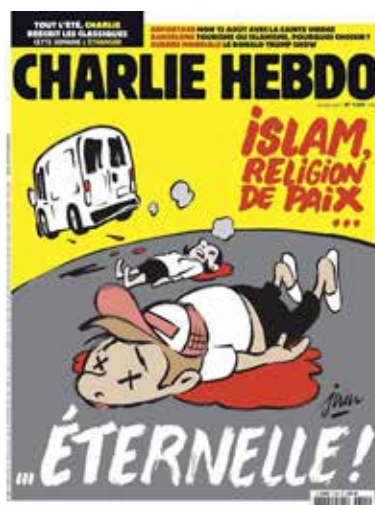
SOUSSION MODE D'EMPLOI

Je m'étais promis de vous parler d'autre chose, par exemple de la lutte contre la touristophobie que mon ami Guillaume Erner veut mener¹, accomplissant sans le savoir les prophéties de mon ami Philippe Muray. Les questions qui fâchent – islam, identité... – pouvaient bien attendre, d'autant plus que le caractère répétitif des faits défie le commentaire – et qu'on nous accuse d'être obsédés par ces sujets (sans raison puisque tout va bien).

L'effroyable attentat de Barcelone a suscité le cycle rituel connu : sur fond d'ours en peluche et de bougies, la compassion et la douleur font taire la colère, tenue pour suspecte, avant de recouvrir les faits et les analyses qu'ils pourraient nourrir. On apprend alors dans *Libération* que le déni est un fantasme d'extrême droite. Il est vrai qu'en bientôt trois ans, on a progressé : même Emmanuel Macron prononce, de temps à autre, le mot « islamiste ». Mais si on admet que les terroristes sont islamistes, on s'empresse d'expliquer bruyamment que cet islamisme n'a rien à voir avec l'islam et que seule une déplorable coïncidence phonologique fait croire le contraire. « *La preuve que le djihadisme ne concerne pas une religion, c'est qu'il y a 25 % de convertis* », a expliqué un éminent chercheur à un Nicolas Demorand enchanté. Que le quart de djihadistes nés infidèles se soient convertis à cette religion-là suggère plutôt un rapport, me semble-t-il. Cela ne signifie pas que l'islam et le djihadisme soient la même chose, mais impose d'admettre une évidence, qui est que le deuxième est issu du premier, même s'il en représente une infime minorité. Et qu'il fasse des victimes musulmanes ne permet pas de dés-islamiser les assaillants. Surtout, ce terrorisme prospère au sein d'une fraction plus large de l'islam européen, qui pratique un djihad mental et déteste pacifiquement ses pays et leur mode de vie qu'elle rêve d'islamiser. Ce fondamentalisme non violent – si on considère que l'intimidation n'est pas une violence – met au défi notre vie collective. Et c'est devant lui que médias, experts et politiques ne cessent de s'incliner en le dédouanant.

Et pourtant, ce qui m'a, chers lecteurs, décidée à vous en parler encore au risque de faire voler les assiettes, ce n'est pas la nouvelle salve de *rienàvoirisme* occasionnée par l'attentat de Barcelone, ni même le spectacle d'une foule criant « *Ni terrorisme ni islamophobie* », qui fait écrire au journaliste Bernard de la Villardière que, « *demain, on*

nous expliquera que c'est la peur de l'islam qui alimente le terrorisme ». Non, ce qui m'enrage (et me terrifie), c'est la bronca numérique déclenchée contre *Charlie Hebdo* après sa « une » sur Barcelone – « *Islam, religion de paix... éternelle* ». Et aussi que, à la courageuse exception de Manuel Valls, presque personne, à gauche, n'ait jugé utile de proclamer son amour de la liberté pour laquelle Charb, Cabu, Tignous et les autres sont tombés et que tous juraient, le 11 janvier 2015, de chérir et de protéger.



Ils ne nous faisaient pas peur. Notre laïcité et notre droit de critiquer, de blasphémer et de déconner étaient nos biens les plus précieux. Paris était la capitale mondiale de l'humour et de la liberté d'expression. Aujourd'hui, dès que l'on suggère l'existence d'un lien entre les terroristes et la religion dont ils se réclament, dès que l'on relève les expressions concrètes et multiples d'un séparatisme pudibond et sourcilieux, on a le droit, sur les réseaux sociaux, et parfois dans les tribunaux, à un festival de susceptibilité musulmane relayée par les

belles âmes antiracistes, qui ne voient de mal que blanc et occidental. Pour cette nouvelle « affaire Charlie », le pompon de la soumission est conjointement attribué au crypto-insoumis Philippe Marlière, qui a fait part de sa « *nausée* », et à Stéphane Le Foll qui, face à Jean-Jacques Bourdin, s'est empressé de dénoncer « *les amalgames très dangereux* » et « *l'irresponsabilité* » des journalistes. Et ta sœur, elle est responsable ?

Riss, le patron de ces irresponsables, refuse de jeter l'éponge en dépit de la dureté de son existence sous surveillance policière. Dans un formidable édit, intitulé « *Les autruches en vacances* », il observe que « *quelque chose a changé depuis le 7 janvier 2015. (...) Un travail de propagande est parvenu à distraire nos esprits et à dissocier ces attentats de toute question religieuse. (...) Curieusement, chaque fois que les intégristes musulmans commettent des crimes, on dresse autour d'eux un cordon sanitaire afin d'épargner à la religion de Mahomet la moindre critique* ». Que ce constat soit fait par l'un des survivants du carnage du 7 janvier 2015 devrait obliger, ou a minima inciter, à la décence. On a vu ce qu'il en était. À ce train-là, on dira bientôt « *heureux comme un islamiste en France* ». •

1. « Non à la touristophobie ! », *Charlie Hebdo*, 23 août 2017.

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Rédaction en chef
Daoud Boughezala, Marc Cohen, Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Luc Rosenzweig, Frédéric Rouvillois.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Jean-Luc Allouche, Luc de Barochez, Sami Biasoni, Mathieu Bock-Côté, Nicolas Brenner, Barbara Lefebvre, Jean-Pierre Montal, Anne-Sophie Nogaret, Daniel Pendanx, Lucien Rabouille, Kaoutar Seghrouchni Idrissi, Erwan Seznec, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Denef

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© Hannah Assouline

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 49 – SEPTEMBRE 2017

3

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

Soumission, mode d'emploi

14

Social

Macron, stratège à la petite semaine ?

Erwan Seznec

18

La facture sociale, un tabou français

Jean-Luc Gréau

22

Arrête ton char, Jupiter !

Hervé Algalarrondo

24

Gens du voyage, les montagnards sont las !

Luc Rosenzweig

28

Québécois, les hommes en trop ?

Mathieu Bock-Côté

32

À la fin, c'est toujours Merkel qui gagne

Luc de Barochez

34

Méfiez-vous des Grecs quand ils vous vendent des salades !

Gil Mihaely

36

Ma campagne d'Italie

Daoud Boughezala

ÉCOLE LA DERNIÈRE CHANCE ?

40

École : fin de la récré ?

Élisabeth Lévy

42



Jean-Michel Blanquer - Natacha Polony École, le B.A-BA de la refondation

Débat animé par Daoud Boughezala et
Élisabeth Lévy

52



Alain Finkielkraut
« Jean-Michel Blanquer n'est pas un ami du désastre »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

56

Du masochisme en milieu enseignant

Anne-Sophie Nogaret

60

Oublier Bourdieu

Barbara Lefebvre

64

Après Najat, le réconfort ?

Nicolas Brenner

67

Zumba publique et obligatoire

Jean-Luc Allouche

70

L'école à remonter le temps

Élisabeth Lévy

CULTURE & HUMEURS

74



Rendez-nous notre pain quotidien !

Emmanuel Tresmontant

80

Mike Tyson, génie du mal ?

Roland Jaccard

82

Vampire contre-attaque

Lucien Rabouille

84

Amsterdam, adieu les dames !

Sami Biasoni

86

PMA pour toutes, Œdipe connais pas !

Daniel Pendanx

88



Nathan, l'Américain qu'on attendait

Jérôme Leroy

90

L'espion qui venait du Mékong

Paulina Dalmayer

94

Louis Pauwels, l'antimatérialiste

Jean-Pierre Montal

98

Le journal de l'ouvreuse

C'est officiel, la mafia n'existe pas !

Par Daoud Boughezala

Grâce aux romans *Romanzo criminale* et *Suburra*, des millions de lecteurs à travers le monde connaissent les arcanes de la pègre romaine. Il faut dire que leur auteur, l'ancien juge anti-mafia Giancarlo De Cataldo, n'a pas tiré ces histoires de sa seule imagination. Avec des personnages aussi hauts en couleur que Le Libanais, Le Noir ou Dandy, la Ville éternelle a pris des allures de Chicago sous la prohibition. Il y a quelques années, lorsqu'a éclaté l'affaire Mafia Capitale, la réalité a carbonisé la fiction. Cette immense magouille de marchés publics truqués mise en place dans les années 2000 par le milieu et la Mairie de Rome était jugée cet été. Fin juillet, des années d'enquête et des semaines d'audience ont débouché sur... presque rien. Magnanimes, les magistrats ont en effet écarté l'article 416 du Code pénal italien qui punit les groupements mafieux. D'après leur verdict, la mafia romaine... n'existe pas !

Cela n'a pas empêché le tribunal d'infliger une vingtaine d'années de prison aux deux principaux inculpés : Salvatore Buzzi dit « Le Rouge » et Massimo Carminati, alias « Le Noir », surnoms hérités de leurs engagements politico-militaires d'antan, aux deux extrêmes du spectre politique. Pour rançonner les responsables du ramassage des déchets, des centres sociaux ou lancer une razzia sur la chnouf, les ex-frères ennemis Buzzi et Carminati s'entendaient comme larrons en foire. Bref, si le complot rouge-brun a existé, c'est bien à Rome ! Subtile casuistique, la décision de justice nie l'existence d'un réseau mafieux global, mais condamne les deux larrons en qualité de « *délinquants ordinaires* » (sic), tout en disculpant la plupart de leurs 39 petits camarades de box.

Rien de tel qu'un coupable reconnu, musclé, balafré et tatoué pour fasciner les foules. Carminati, 59 ans, correspond à ce portrait-robot. De sa geôle parmesane, il suscite l'admiration des nostalgiques du Duce pour avoir servi de chaînon manquant entre mafia romaine et milieux néo-fascistes au début de la décennie 1980. L'homme d'action passe même pour un as de la réflexion puisqu'on lui prête le statut de dernier disciple du philosophe traditionaliste Julius Evola, auteur du *Fascisme vu de droite*. Histoire de parfaire son mythe, Le Noir a perdu un œil en 1981 au cours d'un échange de tirs avec la police. Depuis, certains le surnomment également « Le Borgne ».

Apparemment cette semi-cécité est une maladie très très contagieuse puisqu'elle a contaminé les juges. •

Complot des blouses blanches aux USA ?

Par Gil Mihaely



C'est le nouveau gimmick des racistes blancs américains : faire analyser son ADN par une start-up biotech puis publier les résultats sur les réseaux sociaux pour démontrer la pureté de son pedigree. Cette mode a été lancée par Richard B. Spencer, l'un des porte-parole les plus en vue de l'*alt-right* (« droite alternative ») qui rejette les conservateurs traditionnels et soutient le suprématisme blanc. En janvier, Spencer a twitté les résultats de son analyse ADN. Bingo, ses ancêtres sont certifiés blancs de blancs à 99 % minimum.

Mais ce petit jeu peut s'avérer dangereux, comme l'a découvert à ses dépens l'activiste suprématiste et négationniste Craig Cobb. Lors d'un talk-show sur NBC où il était en plateau, la présentatrice Trisha Goddard avait révélé en direct les résultats de son test ADN, lequel indique un héritage génétique à 14 % d'origine d'Afrique subsaharienne... Un scoop que Trisha a assorti d'un commentaire pas piqué des vers : « *Chéri, il paraît que vous avez du sang noir dans les veines !* »

Craig Cobb n'est pas le seul raciste à se trouver dans cette situation embarrassante. Deux sociologues, Aaron Panofsky (UCLA) et Joan Donovan (Université de Montréal), ont analysé des milliers de commentaires laissés sur le forum du site suprématiste *Stormfront*. Les deux chercheurs se sont intéressés aux messages des internautes déçus par leur ADN et aux réactions de leurs contacts. Eh bien, plutôt que de se moquer de leurs pauvres camarades au sang impur, les suprématistes rejettent massivement le principe des tests ! Certains expliquent sans rire que la généalogie old school est bien plus fiable que la biologie. Et, sans surprise, nombre d'internautes de *Stormfront* affirment que les tests ADN font partie d'un complot juif dont l'objectif est de faire douter d'eux-mêmes les Américains de pure race. Et, bien sûr, si les médias ne dénoncent pas ce scandale, c'est qu'ils sont tenus par... •

Déjà le Brexodus ?

Par Paulina Dalmayer

Eva Holmberg est une universitaire finlandaise, installée à Londres depuis une petite décennie et mariée à un citoyen britannique. Mi-août, elle a vécu un sale moment après avoir reçu, tout comme une centaine d'autres ressortissants européens, une lettre d'un bureau du ministère de l'Intérieur britannique la sommant de quitter le territoire dans un délai d'un mois, sous peine d'en être expulsée.

Le premier moment d'abattement passé, Eva a décidé d'engager un avocat et d'entamer une procédure judiciaire qui lui a coûté 3 800 livres, somme qu'elle réclame désormais au gouvernement britannique. Car, en effet, les lettres envoyées par le Home Office étaient une erreur, un monstrueux et inexplicable cafouillage bureaucratique. Theresa May, consternée, s'en est excusée publiquement. La Première ministre est formelle : « Nous sommes totalement clairs quant au fait que les

droits et statuts des ressortissants européens vivant en Grande-Bretagne ne changeront pas. » Une affirmation un rien péremptoire, parce qu'on aurait pu croire que les négociations entre UK et UE concernaient, entre autres, sinon surtout, le sort des expats européens ou britanniques. Et à en croire David Davis, l'un des négociateurs britanniques, tout oppose les deux parties concernant le rôle de la Cour de justice de l'UE à laquelle les 27 voudraient confier les questions liées aux droits des citoyens, alors que les Britanniques crient à « l'impérialisme juridique », souhaitant que ce soient les cours britanniques qui s'en occupent.

Sans attendre les résultats de la bataille qui s'annonce sangoureuse, les plus prévenants ont décidé de prendre les devants. 17 000 citoyens de l'UE originaires des anciens pays de l'Est ont d'ores et déjà quitté le Royaume-Uni. Vincent Cable, leader des libéraux-démocrates, déplore un « Brexodus », susceptible de fragiliser économiquement le pays. L'économiste Jonathan Portes enfonce encore le clou en parlant de l'impact économique extrêmement négatif de cet exode. Pas de panique... Les immigrés clandestins, eux, restent. Et il faut croire que ce n'est pas une lettre du Home Office qui les mettrait en émoi ou les pousserait à rentrer dans leur pays. •



Racisme anti-blanches

Par Kaoutar Seghrouchni Idrissi



Un groupe de 18 hommes vient d'être jugé à Newcastle pour avoir violé plusieurs centaines d'adolescentes entre 2011 et 2014. Si les criminels ont été condamnés, nombre de plaignantes ont été interloquées par l'attitude du procureur, qui s'est refusé à qualifier les faits de crimes raciaux. Or, les coupables étaient issus d'un même groupe religieux et ethnique puisque tous étaient des musulmans d'origine asiatique. Et leurs victimes étaient systématiquement des Britanniques « de souche ».

Comme le fait remarquer Peter Saunders, responsable de la National Association for People Abused in Childhood, si un gang d'agresseurs blancs avait violé des jeunes Asiatiques, cela aurait provoqué un tollé et la qualification de crime racial aurait inmanquablement été retenue. Il s'agit, selon lui, d'une insulte de plus faite aux victimes de ces viols. L'imam Qari Asim de Leeds, figure de proue de l'islam modéré anglais, ne dit pas autre chose. Il explique que ce sont les « *préjugés culturels* » des violeurs qui les ont encouragés à considérer ces jeunes filles blanches comme des morceaux de viande. Plusieurs personnalités judiciaires se sont également élevées contre ce refus de nommer les choses. Ainsi, le Solicitor General Robert Buckland (numéro deux du ministère) n'a pas hésité à condamner les « *réticences institutionnelles* » à sévir contre les gangs musulmans. Preuve insigne que l'Angleterre n'est pas la France. •

Homonymophobie

Par Marc Cohen

Avant même d'avoir lieu, le match de football américain prévu le 2 septembre entre les Cavaliers de l'Université de Virginie et Charlottesville a déclenché un buzz gigantesque aux États-Unis. Les responsables de la grande chaîne sportive ESPN ont en effet décidé de remplacer le reporter qui devait commenter la rencontre pour délit ... d'homonymie !

Et pour cause : le journaliste en question s'appelle Robert Lee, comme le généralissime sudiste de sinistre mémoire, ce qui a suffi à le priver d'antenne. Ses patrons ont estimé que les téléspectateurs noirs de Charlottesville ont été suffisamment choqués par les agressions racistes de cet été pour ne pas leur imposer en bonus ce traumatisme post-confédéré.

Après cette décision baroque, ESPN a été la risée générale des réseaux sociaux, notamment de la part d'internautes noirs qui ont peu apprécié d'être pris en bloc pour des crétins ou des fous furieux frappés d'hystérie mémorielle.



Pour la bonne bouche, on signalera que le journaliste censuré d'ESPN est d'ascendance 100 % coréenne et que Lee est le patronyme le plus répandu dans son pays d'origine. •

Cinéma : la Nouvelle-Nouvelle Vague

Par François-Xavier Ajavon

Le cinéma est une illusion d'optique inventée à la fin du XIX^e siècle par deux entrepreneurs lyonnais qui s'appelaient les « frères Lumière » – cela ne s'invente pas ! La suite, on la connaît : Méliès, Griffith, Eisenstein, Hitchcock, Dany Boon... Dernière péripétie en date, dans cette épopée à 24 images/seconde : l'algorithme qui prédit le succès d'un film d'après son scénario !

Vault, une start-up israélienne, claironne en effet partout qu'elle possède la martingale absolue : grâce au big data, elle sait déterminer à l'avance ce qui est susceptible de faire un carton plutôt qu'un bide. Sa promesse est simple : à partir de l'analyse mathématique d'un certain nombre de paramètres du scénario (thème, fréquence des effets spéciaux, types de personnages, etc.), elle peut prédire à 75 % d'exactitude la rentabilité d'un long métrage. Une offre attrayante, quand on sait qu'à Hollywood seul un quart des productions rentrent dans leurs fonds. Fini l'instinct, finie l'écriture, finie la littérature, finis les scénaristes légendaires et dépressifs qui ont fait la gloire du cinéma. Voici venu le temps de la machine ! Autre tendance de l'époque, parfaitement incompréhensible pour votre serviteur : le *speed watching*, visionnage en accéléré de films ou séries TV. Guettés par la boulimie d'images, certains jeunes multiplient par deux, voire trois, la vitesse de défilement de ce qu'ils regardent, afin de pouvoir ingurgiter un



maximum d'images en un minimum de temps. Ce phénomène est suivi de très près par les studios. Faudrait-il que Daniel Craig coure plus vite dans le prochain James Bond ? Bientôt les images par injection intraveineuse ? Dans un esprit voisin, l'un des patrons de Netflix aux États-Unis a révélé que la plateforme planchait avec les majors sur des montages (et re-montages) « spécifiques » des films et séries, pour les adapter aux écrans de téléphone. Il y aurait davantage de gros plans et les œuvres seraient drastiquement raccourcies. On craint par avance la version smartphone de *2001, l'Odyssée de l'espace*, de Kubrick, réduite à cinq minutes, à voir fiévreusement en accéléré, entre deux stations de RER.

Dans un célèbre article sur le cinéma, publié à la NRF dans les années 1930, Malraux terminait sa longue démonstration esthétique sur le 7^e art en ces termes : « Par ailleurs, le cinéma est une industrie. » Terminons donc cette mélancolique et modeste mélodie-ci en paraphrasant André : « Par ailleurs, le cinéma redeviendra peut-être un jour un art... » •

LE DÉBOULONNEUR DU MOIS

« Son conseiller expliquait que M. Montebourg célébrait en Colbert non pas l'esclavagiste, mais celui qui avait développé l'économie française. Un peu comme ces gens d'extrême droite qui affirment qu'ils célèbrent en Hitler non pas l'auteur de la Shoah, mais celui qui a redressé l'économie allemande. »

Louis Georges-Tin, président du Conseil représentatif des associations noires.
Libération, 28 août 2017.

VACANCES AVEC DIEU

Par Basile de Koch

À Bergame, j'ai entendu les cloches des églises sonner à toute heure. En Acadie, j'ai vu des foules en liesse chanter l'Ave Maris Stella. Et de retour à Paris, j'ai eu à me justifier en tant que papiste, sur les dernières folies de François. À croire que Dieu m'a suivi partout. D'ailleurs c'est gentil de sa part, vu son agenda.

PIZZA VECCHIA

Dimanche 9 juillet

Charmant séjour à Bergame en compagnie de ma marraine, qui me reçoit dans sa maison de la Citta' Alta. « Chargée d'histoire », comme souvent les vieilles villes, Bergame s'est notamment illustrée dans le Risorgimento ; elle est aussi la patrie du Tasse, de Donizetti, de Jean XXIII et de San Pellegrino.

À propos de saints, il semble y avoir ici autant d'édifices religieux que d'habitants. À elle seule, la piazza Duomo en compte quatre : le Duomo lui-même, autrement dit la cathédrale, la chapelle Colleoni, le baptistère Vescovado et l'étonnante basilique Sainte-Marie Majeure. Sa construction, inachevée, s'est étalée sur cinq cents ans, et ça se voit : extérieur roman, intérieur baroque. Avec tout ça, il ne reste plus beaucoup de place pour la place elle-même. Allez-y quand les cloches sonnent, c'est-à-dire tout le temps.

Tout ce qui vous arrive vous ressemble, comme disait Wilde, et mes déambulations au hasard des rues m'ont conduit de la via Pignolo à la via del Vagine – sans que j'ose jamais demander le sens de ce dernier mot (visiblement un faux-ami) en italien ou en bergamasque.



Via del Vagine, Bergame.

Il n'est pas toujours évident de retrouver son chemin dans le dédale de cette ville résolument pré-haussmannienne. Je me suis résolu à investir dans une carte détaillée le jour où, en désespoir de cause, j'avais abordé un couple d'Américains penchés sur la leur (de carte).

Dialogue en V.F. :

- Bonjour, la piazza Cittadella, s'il vous plaît ?

- Oh, des pizzas, vous en trouverez partout !

Dès le lendemain, muni de ma carte, j'ai pu retourner faire un selfie via Pignolo.

VANITÉ DES VANITÉS

Jeudi 20 juillet

Je pense souvent aux mille pages brûlées du *Journal* de Jules Renard. Dois-je poursuivre mon œuvre quand même ?

CATHOLIQUES ET FRANÇAIS TOUJOURS...

Mardi 15 août

L'Acadie, vous connaissez ? Une petite France du bout du monde, située pour l'essentiel au nord-est du Nouveau-Brunswick – le seul État du Canada à être officiellement bilingue. En tant que nation, l'Acadie n'existe pas et n'a jamais existé, sauf dans la tête et le cœur des Acadiens. Ça ne suffit pas pour siéger à l'ONU, certes, mais ça manque cruellement ailleurs...

À l'origine, les Acadiens sont des Français comme tout le monde, établis progressivement dans les « Provinces maritimes » au cours du XVII^e siècle, après l'expédition de Champlain en 1604. Les problèmes ont commencé quand nos amis les Anglais – qui avaient hérité de la

région à Utrecht, hélas – se sont mis en tête de déporter tous les Acadiens, pour ne plus voir leurs sales gueules de cathos franchouillards.

1755 : cette date est restée pour nos cousins d'outre-Atlantique celle du « Grand Dérangement », comme ils disent joliment. N'empêche ! Ce genre de vexations stimule le sentiment national ; c'est ce qui s'est passé, et qui dure depuis tantôt quatre cents ans.

La « Nation acadienne », autoproclamée en 1881, s'est aussitôt dotée de symboles nationaux trop cools dans le genre catho, limite mariolâtre. Un drapeau tricolore, identique au nôtre mais avec, tout en haut du bleu, l'étoile de la Vierge ; un hymne national qui n'est autre que la vieille hymne catholique *Ave, Maris Stella* (« Salut, Étoile de la mer ») ; et pour couronner le tout, une fête nationale fixée au 15 août, jour de l'Assomption. Si j'étais Marie, je passerais mes vacances ici !

Chaque année, à l'approche du 15 août, tout le monde pavoise sa maison et le jour venu, dans toutes les villes d'Acadie, on organise le « Grand Tintamarre », bruyant défilé tricolore à base de crécelles, cornes de brume et autres instruments de torture auriculaire. Cette cacophonie se veut protestation, joyeuse mais persistante, des Acadiens contre le traitement infligé à leurs ancêtres.

À Caraquet, ils étaient 30 000 ce jour-là, pour une population de 4 000 âmes, à participer à l'événement. Il faut dire que la petite ville se proclame officiellement « capitale de la nation acadienne », c'est même pour ça que j'y suis allé : il faut toujours être là où ça se passe, comme disait Beigbeder.

Aller en Acadie, pour moi, c'est faire un voyage dans



Le Tintamarre à Caraquet, Acadie.

l'espace-temps. Dix heures de vol (avec escale), et hop ! Me voilà propulsé dans une sorte de mini-France qui aurait dérivé du continent depuis le XVII^e siècle – s'épargnant ainsi, dans ses tribulations, quelques pénibles détours de notre histoire contemporaine. Dépaysement spatio-temporel garanti !

Un soir, lors d'un concert du festival, un gars genre Acadie profonde m'entend parler à un autre, et il m'interpelle : – *Tu viens d'où, toi, avec ton drôle d'accent ? – De Paris. – Paris, en France ? – Ben, oui.* Son visage s'éclaire : – *Alors si tu es de Paris, tu dois connaître mon cousin Daniel Comeau !*

Quand j'ai dit non, je me suis senti con.

VIVE LE PAPE QUAND MÊME !

Lundi 28 août

Hourvari général chez mes amis de droite (j'en ai moins à gauche) : François en a encore remis une couche avec l'« accueil inconditionnel des migrants » !

Est-ce bien raisonnable ? Non, sans doute ; mais si on va par là, les Évangiles, la foi chrétienne et le Christ non plus ; or ce sont les boussoles du pape. Dès son élection, il s'est donné pour but de remettre à l'ordre du jour le message évangélique dans sa radicalité : l'amour du prochain, en particulier du plus pauvre, matériellement ou spirituellement (le mendiant et le publicain). Et l'éminente dignité de la personne humaine – de toutes les personnes humaines, dont la sécurité passe avant toute autre considération. Qu'un tel discours semble aberrant, à l'heure où les migrants venus du Sud affluent vers des frontières européennes préalablement démantelées, j'en conviens volontiers. Mais que voulez-vous que j'y fasse ? Dieu a conçu l'homme à son image, pas les nations. Quant au pape, eh bien c'est le pape, et en ma qualité de modeste fidèle, je ne me sens guère apte à le juger.

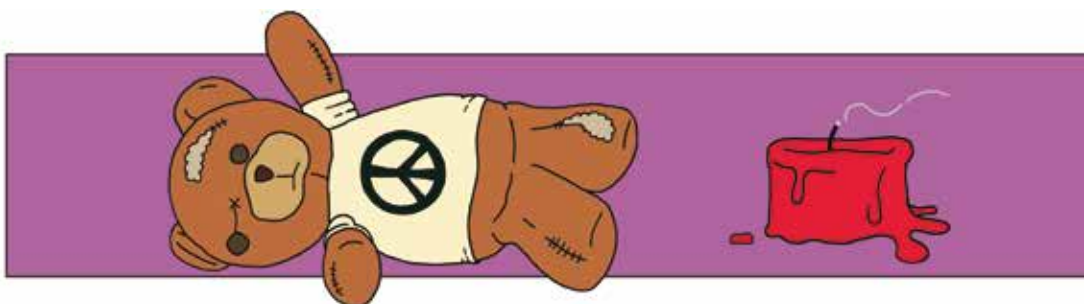
Sur la question des migrants, je n'arrive pas à partager le point de vue du Saint-Père – surtout après dissipation des nuances qu'il avait introduites sur les droits des nations. Et pour tout vous dire, ce n'est pas la première fois que je me trouve en désaccord avec un pape depuis Vatican II (j'avais raté le I). Eh bien même dans ces conditions, j'ai continué de considérer, tout bêtement, qu'en fait de catholicisme la légitimité des papes restait supérieure à la mienne.

La discipline est la force principale des armées catholiques. Sans elle, les rébellions engendrent des schismes conduisant inéluctablement à l'hérésie, qui elle-même ne mène nulle part. Cela dit, j'ai d'excellents amis protestants. •

VOUS N'AUREZ PAS MON « N »

Par Jean-Paul Lilienfeld

**Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.**



Charlie-Hebdo, l'Hyper Cacher, le Bataclan, le prêtre égorgé à Sai t-Étienne-du-Rouvray, le Louvre, Orly, les Champs-Élysées, mais e soyons pas cocardiers : Borough Market, Westminster, Manchester, Bruxelles, Stockholm, Munich, Asbach, Berlin, liste o exhaustive...

Et puis derrière Barcelone, Cabriels, Wuppertal, Sourgot et Turku. La Fila de mai te a t !

Si vous m'avez lu jusqu'ici vous devez trouver ma pensée obscure. En dépit de mon éducation occidentalocoupable, je dois donc me résoudre à admettre l'évidence : pour me faire comprendre, je ne peux écrire sans « N ».

« *Vous n'aurez pas ma haine* », écrivait le mari d'une victime du Bataclan. Et le monde de s'émerveiller de tant de sagesse face au malheur, de tant de grandeur face à l'horreur.

« *Vous n'aurez pas ma haine* », reprenait le compagnon du policier tué sur les Champs-Élysées. Et boucles des chaînes d'info sur tant de noblesse d'esprit. Comme si, pour lutter contre la barbarie, il suffisait d'afficher ostensiblement son attachement aux valeurs humanistes. Comme si les Américains nous

avaient libérés en tendant la joue gauche. Comme si le mur de Berlin était tombé à force de bisous. Mais quel meilleur onguent à sa lâcheté que de se gargariser de ces déclarations lénifiantes ? (dont les auteurs dans une incommensurable peine ne sont pas mes cibles ; chacun fait comme il peut avec son chagrin.) Quel meilleur paravent à ses insuffisances chroniques que l'armure de douleur sublimée de ces victimes réelles ? Et que disent donc nos tartuffes adeptes du « cause à effet », de l'explication sociologico-misérabiliste – pas de l'excuse, hein. Ah non ! Ne vous méprenez pas ! On vous explique, parce que vous êtes un peu bêtes à toujours vouloir que ce que vous constatez soit le réel, alors que le réel n'est qu'un mirage façonné à travers votre perception pervertie par les pouvoirs souterrains, que vous êtes décidément trop benêts pour avoir débusqué, pendant que nous, Jean Moulin du XXI^e siècle, grands résistants de derrière nos ordinateurs, Brigades internationales 2.0 du risque virtuel dont seul notre avatar risque de pâtir, nous échinons à éreinter ce prêt-à-penser qu'il faut vraiment être un sans-dents pour avaler, bref je m'égare... la Finlande. Oui, la Finlande dont on essaie de vous faire croire qu'elle est innocente, la Finlande qui n'a jamais colonisé personne

serait donc aux terroristes djihadistes ce que les Français innocents furent aux juifs assassinés à Copernic. Que nenni !

Encore une fois, on vous berne tas de bouseux ! La Finlande participe aux activités de formation de l'opération *Inherent Resolve* (l'opération militaire américaine menée dans le cadre de la coalition arabo-occidentale en Irak et en Syrie) depuis août. Quelque 50 soldats finlandais forment actuellement des combattants peshmergas dans la région kurde située au nord de l'Irak. À ce jour, ils ont formé environ 1 500 combattants. De plus, depuis le début de l'offensive en octobre 2016, les chirurgiens finlandais ont aidé à soigner plus de 500 patients blessés. Certes la Finlande n'a pas de passé colonial humiliant, mais vous voyez bien que ce pays n'est pas blanc-bleu, contrairement à ce que voudrait faire croire son drapeau... D'ailleurs... STOOOP !!! Je ne peux plus entendre ces explications historico-sociologico-foireuses. Ces fantômes de la colonisation qui nous reviendraient en boomerang, justice immanente, mixée de conflit israélo-palestinien à l'origine de tous les déséquilibres du monde et surtout des déséquilibres qui sévissent. Car qui a colonisé à tour de bras dès sa création sinon l'islam ?

Qui a génocidé physiquement et culturellement les Amazighs, les Berbères et tant d'autres ? Qui a mené une traite arabo-musulmane des Africains et l'a poursuivie bien après que les Occidentaux se sont rendu compte de l'horreur de ce que leurs aïeux trouvaient normal ? Qui la poursuit encore de nos jours en Libye, en Irak, raflant les candidats noirs à l'émigration qui ont le malheur de passer par ces pays ? Lorsque pendant des siècles, l'Empire ottoman colonisait, maltraitait ses administrés, lorsque la Turquie a massacré les Arméniens, annexé Chypre, lorsque le Maroc a annexé le Sahara occidental, c'était à cause de George Bush père ou de George Bush fils ? Ces doctrines de conversion et d'expansion appliquée à la lettre par une religion née en Arabie, minuscule territoire, rapidement étendue sur plusieurs continents, qui professait la conquête par l'épée et « la soumission ou la mort », sont-elles le résultat de traumatismes infligés plutôt par Trump ou plutôt par Poutine ? Pourquoi le christianisme devrait-il se repentir éternellement de son passé expansionniste et criminel, tandis que l'islam ne serait victime que de l'Occident ?

Les légendes d'un temps béni où un islam des Lumières, tolérant et paternel, faisait cohabiter en paix les trois religions du livre sont-elles raccord avec la missive du sultan du Maroc Moulay Abd-er-Rahman adressée en 1842 au consul de France à Tanger ?

« Les juifs de notre pays fortuné ont reçu des garanties ("mu'ahidun") dont ils bénéficient moyennant les conditions imposées par notre loi religieuse aux gens qui jouissent de la protection ("dhimma"). Si les juifs respectent ces conditions, notre loi défend de verser leur sang et ordonne de respecter leurs biens, mais s'ils violent une seule condition, notre loi bénie permet de verser leur sang et de prendre leurs biens. Notre religion glorieuse ne leur attribue que les marques de l'abaissement et de l'humiliation ; aussi le seul fait pour un juif d'élever la voix contre un musulman constitue une violation des conditions de la protection. Si chez vous (en France) ils sont vos égaux en tout, s'ils sont assimilés à vous, c'est très bien dans votre pays, mais pas dans le nôtre. »

Vous pensez que cette humaniste disposition d'esprit vis-à-vis des juifs est plutôt due à la création de l'État d'Israël en 1948 ou aux implantations en Cisjordanie après 1967 ? Au sionisme, en tout cas, c'est une évidence, même si, en 1842, Theodor Herzl n'avait pas tout à fait terminé de le penser puisqu'il avait « - 18 ans ». Que dirait-on si Emmanuel Macron affirmait : « Notre glorieuse République n'attribue aux musulmans que les marques de l'abaissement et de l'humiliation... » ? Inacceptable ! Et d'ailleurs impensable.

C'est cependant ce que les juifs des pays musulmans ont dû endurer pendant treize siècles. Et les événements actuels du Moyen-Orient fournissent la preuve que le sort des chrétiens n'est pas beaucoup plus enviable que celui des juifs... dès qu'il n'y a plus de juifs à se mettre sous la main. De tout temps, l'islam « à la lettre » a été le guide spirituel, le mode d'emploi de régimes expansionnistes, colonisateurs, fascistes et racistes pratiquant l'apartheid et le pratiquant encore aujourd'hui pour certains. La haine n'était jusqu'ici qu'une réaction naturelle à la barbarie aveugle aussi mécanique que l'adrénaline l'est au stress, dont les indignés de salon voudraient priver les victimes.

J'ai bien peur qu'elle ne devienne un devoir. En tous cas, chers islamistes, la mienne, vous l'avez. •

SOCIAL MACRON, STRATÈGE À LA PETITE SEMAINE ?

Par Erwan Seznec



Manifestation contre la loi El Khomri, Marseille, juin 2016.

La politique sociale du gouvernement est si complexe à décrypter que l'on suspecte un agenda caché. L'explication est peut-être beaucoup plus simple : pris de court par sa victoire, Emmanuel Macron improvise.

Première hypothèse, le gouvernement a une stratégie et une tactique. Il sait où il va et il sait comment y aller. Il va faire bouger les lignes d'un front social figé depuis trop longtemps, par un enchaînement d'offensives rapides sur des points clés.

D'abord, basculer une partie des cotisations sociales, supportées par les seuls salariés, sur la contribution sociale généralisée (CSG), que payent également les retraités et les fonctionnaires. Dans un même mouvement, le coût du travail baisse pour les employeurs et les employés retrouvent du pouvoir d'achat. Pourquoi ne pas y avoir pensé avant ?

Ensuite, débarrasser les entreprises de l'épée de Damoclès des prud'hommes. Certaines condamnations pour licenciement abusif sont si lourdes qu'elles précipitent des PME au dépôt de bilan. On plafonne donc les indemnités.

Mais ce n'est que le début. Il faut maintenant supprimer des lourdeurs inutiles dans le droit du travail, en laissant la possibilité aux branches et aux entreprises de négocier au plus près du terrain. Le code sanctuarisera l'essentiel, comme les rémunérations et le temps de travail. En parallèle, on poursuit le mouvement de refonte des branches professionnelles, beaucoup trop nombreuses. Il y en a environ 700, mais 400 d'entre elles couvrent moins de 5 000 salariés. Elles sont trop petites pour assurer un service minimum. L'objectif, fixé par la loi El Khomri, est de parvenir à 200 branches rapidement et à 100 branches à terme.

Une entreprise est vraiment dans une situation particulière ? Elle pourra déroger aux accords de branche sur certains points. La direction et les salariés négocieront entre eux. Problème, avec 5 % seulement de syndiqués dans le privé en France, triste record pour

un pays développé, il n'y a souvent personne pour négocier ! C'est prévu. Il est temps que les syndicats quittent les bureaux et renouent avec le terrain. Comme ils ne sortiront pas volontairement de leur zone de confort, le gouvernement prévoit de retirer aux partenaires sociaux la gestion de l'assurance-chômage. On nationalise l'Unédic. On va également fusionner les instances représentatives du personnel (comité d'entreprise, CHSCT, délégué du personnel... c'est illisible) et se pencher sérieusement sur la gabegie de la formation professionnelle. Très coûteuse, elle est suspectée depuis longtemps de servir de pompe à finances aux syndicats. Dans ce registre, du reste, les dossiers sensibles ne manquent pas. Si les confédérations renâclaient à embrasser le grand mouvement macronien, quelques investigations judicieusement orientées de la brigade financière pourraient les ramener à la raison. Ce n'est pas dit officiellement, bien entendu, mais c'est suggéré par voie de presse. Voilà pour le bâton. Maintenant, la carotte. La loi d'habilitation qui autorise le gouvernement à légiférer par ordonnance prévoit que les branches pourraient décider de mesures visant à organiser dans leur périmètre le financement du dialogue social. C'est flou, mais les initiés comprennent. Il s'agirait de mettre en place une cotisation obligatoire, d'un faible montant, que les entreprises payeraient et que les partenaires sociaux se partageraient.

N'oublions pas la SNCF, premier employeur de grévistes en Europe, avec un préavis tous les trois jours en moyenne¹. Le gouvernement s'occupera d'elle au premier semestre 2018 – autant dire demain – avec une « loi des mobilités » qui traitera de concurrence ferroviaire et de statut des cheminots. En parallèle, car tout se tient, le gouvernement va fusionner le Régime social des indépendants (RSI) avec le régime général de Sécurité sociale et mettre fin aux régimes spéciaux de retraite, pierre d'achoppement de nombreuses réformes. Le tout sous la houlette d'Emmanuel Macron, 39 ans, nouveau Napoléon. Pas celui d'Austerlitz et du massacre de Jaffa, mais celui du Code civil et de la rationalisation de la carte administrative française.

Qui épousera le perroquet ?

Le gouvernement n'a jamais revendiqué ce schéma d'ensemble, mais c'est à peu près celui que lui prêtent les commentateurs, sur la base des déclarations du président et de ses ministres. En réalité, depuis les législatives, ces déclarations ont souvent été contradictoires, peut-être parce que le plan de marche n'existe pas vraiment. Ce n'est pas Bonaparte qui commande, mais Don Salluste, financier comme Emmanuel Macron et adepte des mouvements improvisés. « *Nous conspirons, le roi répudie la reine, la vieille épouse le perroquet, César devient roi, je l'épouse et me voilà reine*². »

Plusieurs éléments laissent songeur, à commencer par le choix du ministre du Travail. Muriel Pénicaud a un parcours remarquable. Aujourd'hui âgée de →

52 ans, elle a été membre du cabinet de Martine Aubry aux Affaires sociales, de 1991 à 1993. Elle est ensuite passée dans le privé, comme directrice des ressources humaines de Dassault Systèmes (2002-2008), puis de Danone (2008-2013). Christian Larose, ancien patron de la Fédération textile habillement cuir de la CGT, a cosigné avec elle un rapport sur le bien-être au travail en 2010. Il est élogieux à son sujet : « *Elle est bosseuse, ouverte, capable de changer d'avis, ce qui n'est pas si fréquent, mais elle est pugnace. Je suis certain qu'elle tiendra tête à Emmanuel Macron comme au Premier ministre si elle estime qu'il le faut.* » Est-elle, pour autant, la ministre idoine à l'heure de mener des réformes différées depuis des décennies ? « *Rien ne l'y a préparée, tranche un ancien dirigeant de Danone. Je la connais très bien. Elle est intelligente, sympathique, mais elle n'a pas d'expérience des conflits.* » Réputé pour son paternalisme, le groupe Danone a connu douze années consécutives sans plan social (2001-2013) ! Quant à l'éditeur de logiciels Dassault Systèmes (14 000 salariés), sur les vingt dernières années, il semble bien n'avoir connu aucun jour de grève. *L'Usine nouvelle* le citait en décembre 2012 parmi les cinq groupes français les plus généreux avec leurs salariés.

Alors, pourquoi Muriel Pénicaud ? « *Peut-être parce que la composition du gouvernement était trop compliquée, conjecture l'ex-patron d'une grande entreprise d'État. Il fallait des hommes, des femmes, des Blancs, des Noirs, des jeunes, des vieux, des macronistes, des PS, des LR, des Modem... Toutes ces contraintes réduisent les choix, mécaniquement. La victoire d'En Marche ! est une énorme surprise, y compris pour Emmanuel Macron. Ils ont manqué de temps.* » L'enquête en cours sur l'organisation de la French Tech Night, le 7 janvier 2016 à Las Vegas, étaye cette explication simple³. Pourquoi avoir nommé au gouvernement l'ancienne patronne de Business France, directement impliquée dans l'affaire ? Peut-être faute d'autre solution immédiatement disponible.

Personne ne l'a fait... parce que c'est infaisable

Pourquoi, ensuite, agiter le chiffon rouge avec le plafonnement des indemnités aux prud'hommes, déjà censuré par le Conseil constitutionnel en 2015 ? L'idée qu'elles tueraient souvent des entreprises ne résiste pas aux chiffres. Dans une étude non rendue publique, la chancellerie a dépouillé 401 arrêts rendus en octobre 2014. Les indemnités pour licenciement « *sans cause réelle et sérieuse* » atteignaient 24 000 euros, mais 11 000 euros seulement pour les entreprises de moins de dix salariés. Il y a aussi des patrons, parmi les juges consulaires. Les cas médiatisés d'entreprises tuées par les prud'hommes sont les exceptions, non la règle.

Autre élément troublant, le gouvernement avance des propositions qui posent juridiquement un problème. C'est le cas, en particulier, de la baisse des charges salariales compensée par une hausse de la CSG. Dès

que l'idée a été émise, des juristes ont rappelé une évidence. Si cette mesure en apparence frappée au coin du bon sens n'a jamais été adoptée, c'est parce qu'elle est contraire à la Constitution. Le Conseil constitutionnel l'a exposé clairement dans les commentaires d'une décision datée du 6 août 2014 : les cotisations sociales ne sont pas des impôts, on ne peut pas substituer les uns aux autres. Il peut y avoir un revirement de jurisprudence. Ou pas. Les députés LR ou de la France insoumise préparent sans doute déjà leur saisine du Conseil constitutionnel.

La refonte des branches professionnelles, quant à elle, ne pose pas de difficulté juridique, mais un énorme problème pratique. Ces branches pléthoriques reflètent mal les réalités économiques, incontestablement. Il faudrait les toiletter sérieusement, avant de leur confier plus de pouvoir. Mais par où commencer ? Les appareils syndicaux français sont largement calqués sur elles. On ne pourra pas y toucher sans bouleverser des équilibres délicats. À la CGT, par exemple, le nettoyage et la propreté (480 000 salariés) relèvent des ports et des docks ! C'est absurde, mais c'est ainsi. Les dockers, dont les effectifs ont fondu au fil de l'automatisation, ont préempté ce secteur en croissance pour sauver leur influence. Qui le leur fera lâcher ? Philippe Martinez, patron de la confédération, peut discuter aussi longtemps qu'il veut avec le gouvernement, il a très peu de prise sur la CGT des dockers – et il n'est responsable en rien de leurs éventuelles malversations ! Au-delà des inimitiés personnelles et de ses maladroites, Thierry Lepaon a été éjecté de son poste de secrétaire général de la CGT (mars 2013 - janvier 2015) pour avoir tenté de chambouler le baroque édifice confédéral. Philippe Martinez ne commettra pas la même erreur.

En définitive, le gouvernement Macron risque de se heurter au même écueil que ses prédécesseurs. Muriel Pénicaud discute avec Philippe Martinez, Jean-Claude Mailly (FO), Philippe Louis (CFTC), François Hommeril (CFE-CGC), Laurent Berger (CFDT) ou leurs émissaires. Les relations sont bonnes avec FO, excellentes avec la CFDT. Jusqu'en janvier 2017, Laurent Berger et Emmanuel Macron avaient la même plume, Marie Poissonnier. La jeune secrétaire confédérale écrivait des discours pour les deux hommes ! Toutefois, à supposer que le gouvernement s'entende avec les apparatchiks syndicaux, rien ne garantit que ceux-ci seront suivis par leurs troupes. En 2003, François Chérèque a signé la réforme des retraites proposée par François Fillon. La section SNCF de la CFDT s'est désaffiliée, l'union régionale d'Auvergne s'est autodissoute, l'union départementale de Haute-Loire est passée à la CGT avec armes et bagages. Au moins 30 000 militants sont partis.

Des partenaires sociaux coupés des réalités

Des négociations réussies ne sont pas incompatibles avec une année de conflits sociaux non-stop. Les confédérations sont coupées du terrain. Toutes centrales



Muriel Pénicaud visite une agence Pôle emploi à Lyon, 4 août 2017.

confondues, les cotisations représentent 4 % de l'argent syndical. Le reste provient des subventions. Le syndicalisme s'appuie essentiellement sur la fonction publique, les multinationales et le ministère. « *C'est un système bien rodé, expose l'économiste Pierre Cahuc. Des syndicalistes issus de grandes entreprises négocient avec des patrons de grandes entreprises des accords de branche fort détaillés, que la Direction générale du travail étend dans 95 % des cas par arrêté. Ces accords, qui fixent des conditions de travail coûteuses, protègent les emplois dans les grandes entreprises, mais ils brident la croissance des nouveaux venus.* » Les élus de la France insoumise ne ménagent pas leurs efforts pour défendre un « modèle social » dont les poids lourds du Medef s'accommodent finalement plutôt bien ! Quant au courageux anonyme qui a menacé de mort en juillet Brigitte Bourguignon, présidente LREM de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, il est vraiment permis de se demander ce qu'il a compris des débats en cours.

Selon Pierre Cahuc, le gouvernement, pour sa part, a saisi l'enjeu. La loi d'habilitation (art. 4) stipule que les ordonnances pourront préciser « *les conditions dans lesquelles les organisations d'employeurs peuvent faire*

valoir leur opposition à une extension ». Il deviendrait possible d'y déroger, en fonction de l'effectif ou du secteur territorial. Le hic, c'est que Muriel Pénicaud a fait plusieurs annonces allant dans le sens contraire en juillet. Elle a évoqué une extension du pouvoir des branches à l'égalité hommes-femmes, aux règles des CDD, aux minimas conventionnels, au financement du paritarisme, etc. « *Sur la durée, poursuit Pierre Cahuc, la tendance est à l'élargissement lent mais régulier du pouvoir des branches professionnelles, jusqu'à un point devenu excessif. Certaines conventions prévoient qui a le droit ou non de voyager en première dans le cadre des déplacements professionnels. Il faut vraiment espérer que, cette fois, ce ne sera pas une réforme pour rien.* » Réponse dès cet automne. •

1. La liste complète, hors débrayage sauvage, est disponible sur www.cestlagreve.fr

2. Sorti en 1971, *La Folie des grandeurs*, où Louis de Funès joue le rôle de Don Salluste, ministre des Finances du roi d'Espagne, avait triomphé dans les salles, avec 5,5 millions de spectateurs, soit plus d'un Français sur dix à l'époque.

3. Emmanuel Macron était alors ministre des Finances. Son cabinet a mis à contribution l'organisme de soutien aux entreprises Business France, dirigé par Muriel Pénicaud, pour lui organiser une soirée à 290 000 euros avec 500 entrepreneurs. Business France, dans l'urgence, a fait appel à Havas sans appel d'offres. Le parquet de Paris a ouvert une instruction pour favoritisme le 7 juillet 2017.

LA FACTURE SOCIALE, UN TABOU FRANÇAIS

Par Jean-Luc Gréau



Ce n'est pas la dépense publique en général qui génère du déficit budgétaire, mais l'inflation ininterrompue des dépenses sociales et territoriales. Deux domaines ultrasensibles où le clientélisme a force de loi.

Les 850 millions de crédits supprimés par décision présidentielle ont fait beaucoup de bruit, mais pas pour rien. On a vu, une fois encore, que les Armées, et à travers elles, l'État régalien, constituaient la « variable d'ajustement » de la dépense publique. Le psychodrame occasionné par la démission du chef d'état-major a jeté la lumière sur un fait central de notre politique récente : l'État historique constitué depuis Philippe-Auguste jusqu'au Premier Consul est frappé de déshérence sous les coups réguliers que lui portent les présidents et les ministres qui se relaient à sa tête, alternance après alternance. D'où un malaise qui apparaît même chez certains partisans de l'austérité budgétaire : la compétitivité économique doit-elle se payer du suicide de l'État régalien de police, de justice, de défense et de diplomatie ? Ne serions-nous pas installés dans la spirale vicieuse d'un déclin politique sans aucune assurance de reconstituer notre position concurrentielle en Europe et dans le monde ?

L'affaire date de cette période charnière d'échec du « socialisme à la française » en 1983. C'est alors que l'on a adopté, à l'échelon des élites médiatiques et politiques, la thèse reaganienne de la culpabilité de l'État : l'État n'est pas la solution, il est le problème. Au prix d'un amalgame qui a mélangé toutes les formes de l'État : l'État régalien, l'État éducatif, l'État investisseur, l'Administration centrale et la territoriale et par-dessus tout l'État social. Le bilan des politiques publiques n'a pas été fait et l'action des gouvernements s'est poursuivie dans le désordre, sous la pression des lobbies et des échéances électorales. Trente-quatre ans après la bifurcation libérale orchestrée par les patrons, les banquiers, les médias et les think tanks, nous voici lestés d'une dette publique égale à notre PIB – elle en représentait 21 % le 10 mai 1981 et 35 % le 11 décembre 1991, jour de la signature du traité de Maastricht – qu'accompagne plus discrètement un déficit commercial de plus de 60 milliards d'euros.

Le plus surprenant est que les échecs constants des gouvernements de gauche et de droite animés par les

bons élèves de la République, diplômés de l'Ena et de Normale Sup, n'ont pas ébranlé les convictions installées dans les esprits au moment du tournant libéral. Les héritiers de Mitterrand ont privatisé et servi les intérêts des marchés financiers, les héritiers de Chirac ont réduit les moyens de l'État régalien, *les uns et les autres ont laissé prospérer la dépense sociale et la dépense territoriale*. C'est mon propos d'aujourd'hui : toute la mise en scène médiatique et politique autour de la nécessaire restriction des dépenses masque l'impuissance de nos élites face à la dérive des dépenses sociales et territoriales.

La sacralisation de la dépense sociale

Il y a toujours de bonnes raisons d'accroître les dépenses sociales. La population vieillissante réclame plus de mois de retraite, plus de soins de maladie, plus de dépenses de dépendance. Le chômage réclame, outre les dépenses d'indemnisation, des frais de mise à jour professionnelle. Il a bien fallu se résoudre à créer le RMI, puis le RSA, pour repêcher les chômeurs qu'on ne peut réinsérer. Il a fallu de même renforcer les moyens de l'aide personnalisée au logement pour aider les nécessiteux face à la montée inexorable des loyers. Et personne n'oserait mettre en cause l'impressionnant dispositif des aides familiales, d'un coût de 56 milliards d'euros, au regard du taux de fécondité français, le meilleur en Europe avec celui de l'Irlande.

Chacun a entendu ces discours. Mais ils recouvrent des réalités moins évidentes. Prenons, l'un après l'autre, chacun des grands régimes de dépenses sociales.

Les retraites – L'austérité progressive appliquée aux retraites privées a pour corollaire le maintien des régimes de retraite du public – plusieurs centaines, dont certains en or massif comme celui de la Banque de France ou du CNRS. Longtemps, la faiblesse des traitements du public a servi d'alibi au maintien de l'inégalité. Mais les contraintes économiques aidant, les rémunérations du secteur public sont aujourd'hui supérieures à celles du privé, à qualification égale, d'autant plus que l'avantage de l'ancienneté, maintenu dans le public sous le nom de « Glissement vieillesse-technicité », n'est plus qu'un souvenir dans le privé. Sans parler de la précarité de l'emploi individuel dont ne souffrent pas les agents publics une fois titularisés. Les salariés du privé n'ont presque aucune chance de cotiser durant les 172 trimestres requis par la retraite à taux plein. Les agents publics bénéficieront de leur retraite, sauf si l'État devait un jour se déclarer en faillite.

Or, les responsables politiques n'ont jamais voulu examiner la solution proposée de longue date par les connaisseurs du dossier des retraites. Il s'agissait d'établir un régime unifié des retraites pour les deux secteurs à partir d'un principe : *tous les nouveaux entrants du secteur public seraient rattachés au régime des retraites du privé avec les mêmes droits et* →

devoirs. Ce changement radical, politique plus encore qu'économique et social, constituerait une sorte de nuit du 4-Août de la société française. Qui s'y serait risqué, même et surtout dans cette droite terrorisée à l'idée de toucher aux avantages du public de référence de la gauche ?

Les dépenses de maladie – Trois points à relever. Premièrement, la carte Vitale biométrique permettant de vérifier que l'assuré est bien la personne qui consulte ou produit une ordonnance n'est toujours pas généralisée. Le corps médical le confie à qui veut l'entendre : c'est la source d'une fraude de l'ordre de plusieurs milliards d'euros sur laquelle l'État ferme *volontairement* les yeux. Deuxièmement, l'aide médicale d'État, la CMU des sans-papiers, ne fait l'objet d'aucun contrôle : les dépenses correspondantes s'accroissent de 15 % bon an mal an. Troisièmement, on se refuse à mettre en place le logiciel simple qui permettrait de faire apparaître les prescripteurs qui dépassent la moyenne de 100, 300, voire 700 %.

Les allocations familiales – Elles ont été multipliées au fil des ans : prime au premier enfant, prime à la naissance, allocation scolaire de rentrée. Nous ne relèverons qu'un point. Sur les 56 milliards de débours annuels, dix milliards sont représentés par les subventions versées aux associations s'occupant de l'enfance, dont la plupart gravitent autour des syndicats. Les gestionnaires du système le disent : sur ces dix milliards, trois au maximum comblent les défail-

lances de l'État en matière d'aide à l'enfance, sept au moins servent à « *huiler les rouages sociaux* ».

Le chômage – Tous les pays développés disposent d'une indemnisation du chômage *involontaire*, le chômage subi par les personnes licenciées pour cause économique. La France dispose depuis l'origine, en 1960, d'un dispositif couvrant le chômage involontaire et le chômage *volontaire*, le chômage résultant de l'abandon de son poste de travail par le salarié, sans intervention de l'employeur. Il en résulte que quelques dizaines de milliers de personnes naviguent opportunément entre l'emploi et le chômage, alternant six mois de travail et huit ou dix mois d'indemnisation. Le patronat, placé aux premières loges de par ses fonctions à la tête de l'Unédic, n'a pas cherché à remédier à cette situation malgré le poids écrasant de la dépense d'indemnisation. La générosité du système s'observe aussi à la mesure de l'indemnisation maximale, égale à 6 000 euros mensuels, correspondant à un salaire précédent de 10 000 euros. La ramener à 4 000 euros, soit environ trois fois le Smic, permettrait une économie de l'ordre de deux milliards d'euros annuels.

Les aides à l'emploi – L'État consacre plus de 20 milliards d'euros à l'allègement des charges sociales sur les bas salaires, pur profit d'aubaine pour les employeurs qui, de toute manière, embaucheraient les plongeurs et les aides-maçons dont ils ont besoin. La Cour des comptes a mis en cause cette mesure d'un coût exorbitant. Nous



avons 20 milliards d'euros récupérables sans dommages pour l'économie.

Et, par-dessus tout, les *prestations de toutes sortes versées à partir de déclarations sur l'honneur*, dont le montant s'élève chaque année pour atteindre aujourd'hui plusieurs dizaines de milliards d'euros. Un exemple caractéristique parmi d'autres : les familles polygames obtiennent le bénéfice de l'aide au parent isolé (API) en signant une déclaration de décohabitation permettant l'attribution de l'API au mari et à ses « anciennes » femmes. Les ministres des Affaires sociales successifs, Martine Aubry, François Fillon, Xavier Bertrand, Marisol Touraine, n'ont pas voulu exiger des bénéficiaires qu'ils produisent les pièces justificatives au terme d'un délai prescrit dans la loi. Et que dire des employeurs qui cotisent massivement aux différents régimes de protection sociale : leur cécité volontaire devant les abus qu'ils protègent au sein de ces régimes ne disqualifie-t-elle pas leurs récriminations contre les excès des charges ?

Le clientélisme territorial

La déposition du général de Villiers devant la commission de la défense de l'Assemblée nous apprend que les armées ont sacrifié des dizaines de régiments, deux bases navales et 17 bases aériennes, qu'elles ne disposent plus de munitions en quantités suffisantes ni de véhicules blindés aptes au combat. Or, durant les quinze années écoulées depuis l'an 2000, les collectivités territoriales ont recruté quelque 650 000 agents supplémentaires. Qu'on me pardonne mon jargon d'économiste. L'inflation des effectifs représente *un effondrement de la productivité apparente du travail* dans les collectivités concernées. Au moment même où l'informatisation aurait dû permettre, à tout le moins, d'améliorer le service avec un simple maintien des effectifs, nous avons observé le processus inverse.

À l'emploi public visible dans les collectivités s'ajoute l'emploi invisible dissimulé dans la nébuleuse d'associations qu'elles subventionnent, aux titres les plus divers : la lutte contre les maladies graves ou la préservation de l'écologie locale. Les dépenses correspondantes représentent en moyenne 10 % de la dépense totale de fonctionnement et d'investissement. La Corse détient le pompon en la matière : l'emploi public s'y accroît chaque année sous ses deux formes, visible et invisible.

Les lois de décentralisation portent une énorme responsabilité dans le déploiement du clientélisme territorial. Mitterrand, esprit archaïque, ne croyait pas à la démocratie. Il pensait que les gens devaient obligatoirement être attachés à leurs dirigeants par des avantages, des prébendes, des privilèges. Chirac partageait cette vision de la société. Nous avons ainsi hérité d'un système dont la lourdeur est aggravée par trois facteurs. Premièrement : le maintien des financements croisés qui

obligent les collectivités de divers échelons à s'entendre pour financer et gérer les investissements. Deuxièmement : l'abandon du contrôle de l'État sur l'attribution des marchés publics, quel que soit leur montant. Troisièmement : la restriction des pouvoirs des chambres régionales des comptes qui ne peuvent plus, comme c'était le cas dans les lois d'origine, juger de la qualité de la dépense locale – le garde-fou a été supprimé à l'initiative de parlementaires titulaires de mandats territoriaux.

L'État n'est pas coupable. Ou alors il est coupable de ne pas se vouloir comme un État capable de surmonter les conflits d'intérêts et de faire avancer l'intérêt général. Il est coupable de se refuser aux bilans réalistes de l'action publique et de ne pas contrôler l'application des règles décidées par lui ou sous son égide. C'est à l'absence d'hommes d'État que renvoie l'impuissance publique telle qu'elle apparaît au regard du laxisme social et de la gabegie territoriale.

L'État consacre plus de 20 milliards à l'allègement des charges sociales sur les bas salaires, pur profit d'aubaine pour les employeurs qui, de toute manière, embaucheraient les plongeurs et les aides-maçons dont ils ont besoin.

Mais imaginons que le miracle se produise. Les écuries d'Augias sont nettoyées. Nous récupérons quelques dizaines de milliards dépensés à tort et à travers : 60 ou plus. Resterait à décider de leur affectation. Trois choix s'offriraient aux dirigeants de la France. Premièrement, alléger massivement les charges sociales dans une tentative désespérée de rétablir la compétitivité extérieure. Deuxièmement, rétablir l'équilibre global des comptes publics, pour entamer le désendettement. Troisièmement, faire un compromis entre les deux premiers choix.

Seuls les deux premiers seraient cohérents. Ils dissimulent cependant un piège. Qu'on soit keynésien ou qu'on ne le soit pas, il va de soi que toutes les réductions de dépenses comportent un risque de chute de la demande et de récession économique. 60 milliards récupérés, mais peut-être 40 milliards de pertes de demande, avec un risque de rechute économique à la clef. En conclusion, il n'y a pas de politique *win-win*, mais il y a une politique perdante à coup sûr : celle qui consiste à ne rien faire pour réduire notre dépense publique. •

ARRÊTE TON CHAR, JUPITER !

Par Hervé Algalarrondo



Emmanuel Macron, Trieste, juillet 2017.

Grisé par ses triomphes du printemps, le président a commis une double erreur. S'intéresser plus à l'avenir de l'humanité qu'aux angoisses des Français. Et s'appuyer sur son fan-club plutôt que de construire une véritable majorité avec les réalistes des deux rives.

Quand Emmanuel Macron va-t-il dessaouler ? Son élection a manifestement plongé le nouveau président de la République dans un état second. À cela, rien de vraiment surprenant. Pour se lancer seul dans la course à l'Élysée sans le soutien de l'un des grands partis, il fallait une sacrée dose de mégalomanie. La réussite de l'entreprise ne pouvait que l'hypertrophier. D'autant que les élections législatives sont venues parfaire le triomphe. Parti de trois fois rien, Macron a conquis l'ensemble des pouvoirs.

Difficile de s'étonner dès lors qu'il ait offert à l'Hexagone un été haut perché ! Très haut perché ! Président

de la République française, manifestement, c'est un costume un peu étroit pour lui : Macron se vit comme l'un des maîtres du monde. D'où des pas de deux avec Trump, Poutine et consorts où notre french blanc-bec a entendu montrer qu'il était au niveau. Ses interventions de politique intérieure ont été à l'inverse limitées. Mais, là encore, il s'est agi de souligner son imperium en convoquant le Congrès à Versailles ou en sanctionnant le chef des armées.

Même si elle a parfois frisé le grotesque, cette séquence n'est pas à mettre au passif du seul président. Le caractère monarchique de la Constitution est le grand responsable de ce pétage de plomb. Seule parmi les

vieilles démocraties, la France est dotée d'un chef de l'exécutif qui ne doit composer avec personne. Trump est régulièrement désavoué par le Congrès, Merkel doit dealer en permanence avec le SPD. Macron règne sans partage, malgré un score médiocre au premier tour de la présidentielle et une abstention record aux législatives, qui n'enlèvent rien à sa légitimité mais qui la rendent objectivement relative.

La puissance hallucinogène de nos institutions est telle qu'elle a induit le même dérèglement des sens chez le chef de l'opposition, à savoir Jean-Luc Mélenchon. Lui se vit comme une sorte de contre-président : il estime avoir raté le coche d'un rien au premier tour au printemps dernier à cause de médias hostiles et de socialistes imbéciles. S'il avait été présent au second tour, il est convaincu qu'il n'aurait fait qu'une bouchée de Macron, candidat des élites, alors qu'il serait apparu comme le candidat du peuple. Le nouveau président se prend pour une sorte de Jeanne d'Arc, Mélenchon pour un néo-Robespierre. Le problème, c'est que si les Français restent monarchistes dans l'âme, ils n'ont rien à faire de cette turgescence des ego : la France n'étant pas au mieux de sa forme, ils veulent un président les pieds dans la glaise. Un terrien plutôt qu'un jupitérien ! Pour Macron, le bilan de l'été est donc franchement négatif : le voilà moins populaire que François Hollande il y a cinq ans à la même époque ! À la vérité, le président est nu : il est redescendu au niveau de la coalition qui l'a porté au pouvoir : les « progressistes » de La République en Marche, les centristes de François Bayrou et les Républicains dit « constructifs ». Tout cela ne représente guère plus d'un tiers de l'opinion.

L'urgence pour Macron est d'honorer son contrat avec les Français. Président de la République, c'est un job somme toute honorable. À condition de le faire, ce job. Ça tombe bien, y'a du taf ! Le modèle français se voit bousculé aussi bien dans le domaine économique que sur le terrain sociétal. Le libéralisme, version anglo-saxonne ou modèle allemand, se révèle plus performant que notre bon vieux colbertisme. Comme l'a justement remarqué le chef de l'État à la rentrée, la France est la seule économie « à n'avoir pas gagné la guerre contre le chômage de masse ». Cela mérite qu'on s'y attelle, sans œillères idéologiques.

Qu'on le veuille ou non, un républicanisme incantatoire apparaît par ailleurs peu en phase avec le développement de sociétés multiculturelles. Là encore, défions-nous des fatwas, pour faire preuve de pragmatisme. Dans les deux cas, il ne s'agit pas pour la France de se renier. Le néolibéralisme engendre des inégalités insupportables et doit donc être encadré. Pas question non plus que se multiplient des « territoires perdus » dans la République : il faut parvenir à ce que l'on a appelé des « accommodements raisonnables » entre

notre tradition laïque et le nouveau visage de l'Hexagone. Devant la popularité en vrille de Macron, nul doute que la bataille va faire rage. Touche pas à l'identité de la France ! Le président de la République va être accusé de soumission au « parti de l'étranger ». Soumission aussi bien au grand vent libéral, dénoncée jour et nuit par Jean-Luc Mélenchon, qu'aux visées des islamistes, romancées par Michel Houellebecq (et dénoncées fort régulièrement dans ces colonnes). Dans ces conditions, Macron n'a plus le choix : il va devoir s'appuyer sur la vraie majorité de la France, plutôt que sur sa majorité parlementaire gonflée à l'ego.

Cette majorité vraie, quelle est-elle ? C'est assez simple : elle regroupe le corps central du pays à l'exclusion de ses deux ailes, la France insoumise et le Front national. C'est-à-dire qu'elle regroupe les Républicains, tous les Républicains, et pas seulement les « constructifs », mais aussi les socialistes, tous les socialistes, qui n'entendent pas jouer les supplétifs de Mélenchon. Au (court) temps de sa splendeur, Macron a cru pouvoir faire le tri entre bons et mauvais Républicains, bons et mauvais socialistes. Ce chipotage n'est plus de saison. Comment par exemple justifier aujourd'hui l'ostracisme vis-à-vis de Manuel Valls ? On peut regretter la dérive martiale de l'ancien Premier ministre, déplorer son manque de souplesse, mais on ne peut que louer son parler vrai, voire cru, notamment sur la nature – islamiste – du terrorisme qui frappe l'Europe. Assurer qu'il est l'heure pour lui de rassembler sa majorité présidentielle, et pas seulement son club de supporters, ne veut pas dire que Macron doit faire entrer au gouvernement toutes les vieilles gloires, Manuel Valls donc, ou encore Alain Juppé, voire celui qui fait de plus en plus figure d'*imam caché* des Républicains, un certain... Nicolas Sarkozy. La France n'apparaît pas mûre pour un gouvernement de grande coalition à l'allemande. Mais elle pourrait s'inspirer de l'exemple suédois : dans ce pays, les socio-démocrates gouvernent seuls, tout en ayant passé un contrat avec l'opposition de droite sur les grands dossiers. De la même façon, Macron devrait associer l'ensemble des Républicains et des socialistes réalistes aux réformes à venir, à commencer par celle du marché du travail.

À bas bruit, ce large rassemblement est d'ailleurs... en marche. La droite est loin de faire de l'opposition systématique à l'Assemblée nationale : elle traîne le remord d'avoir peu réformé lorsque qu'elle était aux manettes, aussi bien avec Jacques Chirac qu'avec Nicolas Sarkozy. Au fond, le gadin d'Emmanuel Macron est providentiel. Plus question de jouer en solo. « *Les Français n'aiment pas les réformes* », vient de déplorer le président. C'est à la fois vrai et faux. Les Français ont compris que les réformes d'aujourd'hui impliquent une bonne part de sacrifices. Mais ils savent qu'elles sont incontournables sous peine de déclin en pente douce. Sinon, comment expliquer qu'ils aient porté à l'Élysée un *golden boy* nommé Macron ? •

GENS DU VOYAGE LES MONTAGNARDS SONT LAS !

Par Luc Rosenzweig

La multiplication des campements illégaux de forains issus de la « communauté des gens du voyage » a provoqué un ras-le-bol général dans les alpages de Haute-Savoie. Les étés chauds ne sont plus le monopole des ZUP.

La vie estivale de la Haute-Savoie, telle qu'elle se reflète dans les médias locaux et nationaux est, d'ordinaire, un mélange d'idylle montagnarde et lacustre à l'usage des nombreux vacanciers venant y séjourner et de récits horribles d'accidents mortels d'alpinistes, mêmes expérimentés, de randonneurs souvent imprudents, de pratiquants de sports extrêmes, comme le parapente ou le *Base jump*, victimes de leur passion. En cet été 2017, un autre sujet récurrent, naguère relégué en brève dans les pages locales, est venu s'imposer parmi les grands classiques des chroniques de l'été : les affrontements répétés entre les populations locales et des groupes de gens du voyage, essentiellement Manouches, Sinti et Roms bien français (rien à voir avec les Roms des Balkans présents dans les grandes villes de France).

Ces heurts, qui n'ont eu, pour l'instant et heureusement, d'autres conséquences que quelques bleus et contusions pour les protagonistes, se produisent à l'occasion d'occupations illégales de terrains publics et privés par des groupes de caravanes de gens du voyage cherchant un endroit pour passer un été tranquille, avec l'espoir d'y exercer avec profit leurs activités traditionnelles : ferrailage, travaux d'entretien des habitations, services divers comme l'affûtage des outils et le rempaillage des sièges. D'année en année, leur nombre s'accroît, car ils trouvent dans le secteur une météo qui convient à leur mode de vie (ni trop humide ni trop chaude) et un environnement économique favorable à leurs affaires.

Alors que les artisans de la place ont désormais pris l'habitude, comme leurs confrères urbains, des congés d'été et des destinations lointaines, de nombreux propriétaires de résidences secondaires, souvent aisés et âgés, ont besoin de services d'entretien de leur maison et de jardinage, ainsi que de petits travaux d'extérieur et d'intérieur. Et bien sûr, on ne peut pas exclure quelques activités moins légales...

Aux « gens du voyage » au sens administratif, c'est-à-dire aux citoyens français ou étrangers titulaires d'un titre de séjour mais ne disposant d'aucun domicile fixe, s'ajoutent des personnes et des familles sédentarisées qui reprennent leur ancien mode de vie pendant l'été, comme les commerçants forains sur les marchés de Haute-Savoie, quand leur clientèle citadine, de Paris ou de Lyon, est montée prendre le bon air. Mais, en plus de ces migrants économiques temporaires, il faut compter avec les participants des rassemblements religieux organisés par des obédiences chrétiennes évangélistes spécialisées dans la conquête spirituelle de ces catégories de la population, dont la plus importante est Vie et Lumière, qui revendique plus de 100 000 fidèles en France. Ainsi, la Haute-Savoie est-elle devenue une destination vedette pour les diverses composantes des descendants de tribus venues d'Inde dans des temps très anciens, mais qui ont préservé leur mode de vie et leur langue en dépit de toutes les pressions exercées sur elles pour qu'elles s'assimilent.

Qu'une minorité de ces « nomades autoentrepreneurs » se livrent à des activités plus délictueuses que le traditionnel business au black arrondissant le RSA est attesté par la rubrique justice des journaux régionaux, qui font régulièrement état de condamnations d'individus « issus de la communauté des gens du voyage ». Cela ne justifie pas, bien sûr, que l'ancestral amalgame des gitans de toutes obédiences à des voleurs de poules et autres kidnappeurs d'enfants se perpétue *ad infinitum*, mais allez expliquer cela à votre voisin qui découvre, en arrivant début août dans son pimpant chalet récemment rénové, que les chenaux et gouttières en cuivre qui →



Occupations illégales de terrains par des gens du voyage
en Haute-Savoie, août 2017.

faisaient sa fierté ont été démontés pour être échangés contre de la monnaie chez un ferrailleur marron !

De même, l'agriculteur qui avait réservé un pré pour y parquer à l'automne ses génisses laitières de race abondance, montées pour l'été en alpage, est-il moyennement sensible aux exposés historiques et anthropologiques que l'on peut lui dispenser au sujet des gens qui viennent de traiter sa terre à la manière d'Attila et de confondre son champ de maïs attenant avec des toilettes publiques, vu qu'on y est à l'abri des regards indiscrets.

In fine, il peut arriver que le maire d'une petite commune, fier de son nouveau terrain de sport, pour lequel il a ramé comme une bête pour soutirer des subventions à l'État, à la région et au département – qui sont de plus en plus radins – « pète les plombs » et rassemble quelques-uns de ses concitoyens pour tenter d'expulser les intrus en caravane qui labourent le champ de foot, piquent l'eau à la borne d'incendie et se branchent sur l'électricité communale en forçant les boîtiers. Nos amis gens du voyage rigolent, car ils savent bien que le maire rouge de colère sera condamné s'il ne suit pas la voie légale pour les faire déguerpir. Or, il n'a pas échappé aux occupants que les pouvoirs publics, en ces temps de serrage de ceinture, y regardent à deux fois avant de mobiliser un escadron de gendarmerie mobile et les moyens adéquats pour expulser quelques dizaines de caravanes d'un terrain communal (coût moyen : 40 000 euros par intervention). Et ils savent qu'ils disposent d'un délai tout à fait raisonnable (de dix à quinze jours) avant de décamper pour chercher un autre squat de plein air ailleurs.

Les pouvoirs publics y regardent à deux fois avant de mobiliser un escadron de gendarmerie mobile pour expulser quelques dizaines de caravanes d'un terrain communal.

Tous les exemples rapportés ici ne sont pas des fantasmes de suppôts du Front national, mais des faits bien réels qui ont été constatés dans la région d'Annecy, de Thonon, de Saint-Julien-en-Genevois et de Bonneville. Jusqu'à cette année 2017, ces incidents, dont la Haute-Savoie n'avait d'ailleurs pas le monopole, étaient restés dans les limites des traditionnelles frictions entre sédentaires et forains, et les autorités administratives locales étaient parvenues à en limiter les effets sur l'opinion publique, en calmant les esprits, de part et d'autre, et en bricolant des compromis destinés à maintenir la paix civile jusqu'à la fin de l'été. Établie en 2000 par le gouvernement Jospin et mise en œuvre par le ministre Louis Besson, un Savoyard, la législation obligeant les collec-

tivités locales de plus de 5 000 habitants à aménager des aires de stationnement équipées de commodités (eau, électricité, sanitaires) réservées aux gens du voyage sur tout le territoire national avait été appliquée très correctement en Haute-Savoie, terroir légaliste si l'en est. Dans d'autres régions, notamment en Paca, les élus traînent les pieds sous la pression de leurs électeurs, sensibles aux sirènes du FN. En dépit des difficultés topographiques – en Haute-Savoie les terrains plats aptes à recevoir de lourdes caravanes sont rares –, le quota d'aires dites « de grand passage » (pouvant accueillir des groupes de plus de 200 caravanes) et « de passage » (jusqu'à 50 caravanes) était quasiment respecté, en dépit des grincements de dents de certains élus locaux qui cherchaient par tous les moyens à refiler le mistigri aux voisins.

La préfecture, le conseil départemental et l'Association des maires de Haute-Savoie se sont cependant entendus pour nommer et financer un médiateur, afin d'éviter les malentendus et aplanir les conflits entre les municipalités et les diverses catégories d'utilisateurs des installations mises à la disposition des nomades. Ce dernier, un haut fonctionnaire à la retraite familier de la problématique, tient à préserver son anonymat. Selon lui, nombre d'élus locaux ne possèdent pas les codes permettant de négocier avec ces groupes : *« Ce n'est pas la peine, par exemple, d'envoyer l'adjointe chargée des espaces verts pour essayer de faire partir des groupes ayant investi un terrain municipal sans autorisation, car le statut des femmes dans leur tradition ne les prépare pas à discuter sur un pied d'égalité avec elles. »*

L'institution de ce médiateur a certes facilité la régulation des grands rassemblements de gens du voyage : le « grand passage » (principalement organisés par les évangélistes), dont chaque groupe suit un pasteur qui est le seul habilité à désigner les familles participant aux rassemblements, d'une durée maximum de quinze jours dans chaque département. Mais comme la demande est plus importante que les places disponibles, cela crée aussi des frustrations, les groupes auxquels l'accueil a été refusé venant alors rejoindre les rangs des occupants sauvages de terrains alentour. Le ras-le-bol des paysans s'est manifesté cette année de manière spectaculaire : fin juillet, le centre départemental des Jeunes agriculteurs a barré des routes à plusieurs reprises lorsqu'on annonçait l'arrivée de groupes importants de gens du voyage. Certains sont même allés jusqu'à arroser de lisier les véhicules des occupants illégaux de terrains privés.

Dans ce contexte, les parlementaires de Haute-Savoie ne pouvaient faire autrement que de porter à la Chambre des députés et au Sénat les préoccupations de leurs électeurs. Du reste, ils le font depuis 2009, date à laquelle la droite a raflé tous les sièges du département. En juin dernier, ces derniers, quatre députés sur six, ont été élus sous l'étiquette Macron. Ils tirent



Loïc Hervé, maire de Marnaz et sénateur UDI de la Haute-Savoie, auteur d'une proposition de loi durcissant les sanctions pour occupation illégale de terrains.

la sonnette d'alarme à Paris, par des questions orales aux ministres et des propositions de loi visant à durcir la répression des occupations illégales et à accélérer la mise en œuvre des expulsions. La dernière en date est un projet de loi rédigé par un jeune sénateur, Loïc Hervé (UDI), un pur produit de cette démocratie chrétienne qui fut jadis dominante dans ce terroir de Contre-Réforme, où le catholicisme social était comme un poisson dans l'eau, ou plus exactement comme un chamois dans les rochers. *« J'estime que cette affaire des gens du voyage est la cause principale des gros scores du FN dans certaines parties du département, notamment dans les secteurs ruraux, affirme-t-il. Je ne suis pas de ces élus qui vont manifester avec leur écharpe tricolore avec les paysans qui veulent chasser les gens du voyage. Cela, c'est de la pure démagogie. Mais je suis bien conscient que la législation actuelle ne répond pas aux défis auxquels nous sommes confrontés : les amendes pour occupation illicite sont trop peu élevées et, lorsqu'elles sont infligées par les tribunaux, difficiles, sinon impossibles à récupérer. Ma proposition de loi vise à raccourcir les délais entre une décision d'expulsion et sa mise en œuvre, et à faire payer sur-le-champ les amendes par les délinquants, en immobilisant leurs véhicules jusqu'à ce qu'ils se soient acquittés de celles-ci. Il faut aussi durcir les sanctions en cas de récidive. »* À la différence de ses collègues Républicains, il assortit le volet répressif de ses propositions législatives de mesures destinées à favoriser la scolarisation des enfants des gens du voyage, dont l'assiduité scolaire laisse pour le moins à désirer.

La question à 100 000 euros reste néanmoins celle-ci : les mesures envisagées pour réguler la présence estivale des gens du voyage dans notre belle Haute-Savoie seront-elles suffisantes pour qu'en 2018 un calme olympien, sinon jupitérien, règne dans le Faucigny, le Chablais et le Genevois, ces « pays » particulièrement touchés par ce problème ? Peut-on préserver l'ordre public et, « en même temps », montrer que la France est exemplaire dans le sort fait à des minorités qui ont subi au cours des siècles des discriminations et des violences inouïes, comme leur extermination programmée par les nazis et leurs auxiliaires vichystes ? Il est permis d'en douter, car ce problème de migration temporaire est, à son échelle, comparable à celui des vagues de migrants du Moyen-Orient déferlant sur l'Europe ces dernières années : nos amis gens du voyage ne sont pas très enthousiastes à l'idée de passer l'été en Creuse ou dans les Ardennes, où les attendent pourtant des aires d'accueil prévues par la loi. On en devine aisément la raison !

Il faudrait, pour éliminer les frictions, que la Haute-Savoie double voire triple les aires d'accueil réservées par rapport aux normes définies à l'échelle nationale. Ni la géographie ni l'état d'esprit de la majorité de la population ne permettraient un tel gonflement des capacités d'accueil. Entre la politique des bras grands ouverts prônée par quelques groupes gauchistes actifs en Haute-Savoie et le tout répressif souhaité par certains élus locaux et nationaux, la voie est étroite. Heureusement, les montagnards ont le sens de l'équilibre. •



Un couple de demandeur d'asile passe la frontière entre les États-Unis et le Québec, 20 août 2017.

QUÉBÉCOIS, LES HOMMES EN TROP ?

Par Mathieu Bock-Côté

L'afflux massif au Québec de clandestins haïtiens en provenance des États-Unis a ravivé le débat entre fédéralistes et nationalistes. Et tous ceux qui n'annoncent pas le slogan « Personne n'est illégal » sont traités de racistes.

À l'été 2017, l'arrivée massive de clandestins haïtiens à la frontière américano-québécoise a créé bien du tumulte dans la vie politique d'une province qui aime se croire particulièrement paisible. À l'origine de cela, il y avait la volonté de Donald Trump d'en finir avec une permission temporaire accordée aux Haïtiens de travailler aux États-Unis. Craignant de retourner chez eux, ils sont plusieurs milliers à avoir choisi de remonter vers le nord. Le phénomène avait quelque chose de nouveau. Les Québécois, s'ils connaissent depuis longtemps la réalité de l'immigration massive, découvraient celle de l'immigration illégale, que le parti médiatique a voulu présenter comme une vague de réfugiés auxquels il fallait impérativement ouvrir les portes : il y avait là une nécessité humanitaire devant laquelle il aurait été odieux d'émettre quelque réserve. Les camps de migrants se sont multipliés à la frontière et à Montréal même. Même le Stade olympique, qui se distingue par son gigantisme, s'est transformé en camp de migrants pour un temps. Sans surprise, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a d'abord ouvert grand les bras, avant de s'amender, quelques semaines plus tard, en reconnaissant du bout des lèvres qu'il valait mieux entrer au Canada en respectant les

procédures légales. Mais le message essentiel était le suivant : le Canada accueillait favorablement les clandestins, il avait le moyen de les intégrer ; ce serait même sa grandeur. Le maire de Montréal, Denis Coderre, qui provient lui aussi du très multiculturaliste Parti libéral du Canada, en a rajouté : les migrants étaient les bienvenus dans sa ville, d'autant qu'il avait récemment fait de cette dernière une ville-sanctuaire – c'est-à-dire une ville qui refuse, dans la mesure du possible, de participer à l'expulsion d'immigrants clandestins et qui conséquemment, prétend se mettre au-dessus des lois nationales. *Personne n'est illégal*. C'est le slogan de l'anti-racisme local, qui se veut sans-frontériste et qui voit dans chaque migrant un réfugié fuyant la persécution au risque de sa vie. Il n'en demeure pas moins qu'on a vite découvert l'existence de réseaux de passeurs particulièrement bien organisés devant lesquels les autorités ont fait le choix de l'impuissance, comme si le simple fait d'assurer le respect des frontières aujourd'hui avait quelque chose d'indécent.

Le commun des mortels, naturellement, s'est inquiété et, comme d'habitude, le parti médiatique s'est fait un devoir de faire son procès, aidé par un bataillon d'experts idéologiquement certifiés et maquillant leur militantisme dans le langage des sciences sociales et du droit. On l'a dit et répété : dans la critique de l'immigration illégale, il ne fallait voir rien d'autre qu'une forme de xénophobie plus ou moins masquée. On a même trouvé un grand nombre de juristes pour expliquer que la notion d'immigration illégale était sans aucun fondement. On y verra à bon droit une manière comme une autre de masquer le réel derrière un écran idéologique. Mieux encore : l'immigration massive permettrait en fait de révéler le racisme structurel d'une société rétive à la différence et à l'ouverture à l'autre. Elle confronterait la société québécoise à son propre conservatisme implicite, duquel elle devrait s'arracher. On en a même trouvé plusieurs pour plaquer sur lui une grille d'analyse →

faite pour analyser les anciens États ségrégationnistes. Il y aurait dans la société québécoise un racisme systématique. Québec, Alabama, même combat !

En fait, c'est même devenu le thème de la saison : le Québec serait confronté à une poussée sans précédent de l'extrême droite. Les médias, et principalement les médias fédéralistes occupés à mener un procès constant au nationalisme québécois, se sont lancés à sa recherche. Ils n'ont à peu près rien trouvé, sinon quelques groupuscules insignifiants et folkloriques s'agitant dans les marges sociales et inconnus du plus grand nombre. À défaut de trouver l'extrême droite, certains ont eu la tentation de l'inventer en annonçant la création imminente d'un parti la représentant, pour ensuite faire semblant de s'en effrayer. Pour emprunter le vocabulaire de notre temps, le système médiatique s'est engouffré dans le registre des faits alternatifs et autres fake news. Philippe Couillard, le Premier ministre du Québec, qui fait preuve d'un zèle fédéraliste et multiculturaliste n'ayant rien à envier à celui de Justin Trudeau, en a profité pour associer l'extrême droite à ses adversaires du Parti québécois (souverainiste) et de la Coalition Avenir Québec (autonomiste). Il s'agit ainsi d'extrême-droitisier le nationalisme québécois, en le réduisant à une forme toxique de populisme local.

À travers cela, il s'agit d'exclure la question identitaire de la vie publique. Dans une société qui subit de manière particulièrement vive le joug du politiquement correct, il est déjà très difficile d'aborder la question de l'immigration massive alors qu'elle contribue à l'érosion démographique du fait français, en plus d'être instrumentalisée par les fédéralistes, puisque l'immense majorité des immigrés préfère brandir le drapeau canadien que le drapeau québécois. On fera en sorte que cela devienne impossible, comme si le sujet était scandaleux : l'immigration devient un *thème d'extrême droite*. Quiconque proposera une diminution des seuils d'immigration déjà très élevés sera ostracisé médiatiquement et considéré comme un paria. Plus largement, c'est toute l'inquiétude quant à la survie du peuple québécois qui est proscrite. On impose aux souverainistes un nouveau test de respectabilité médiatique : soit ils renoncent à la question identitaire, et ils seront jugés respectables, mais alors ils tiendront un discours aseptisé qui les coupe de leur raison d'être ; soit ils assument l'inquiétude identitaire de la population et ils subiront une campagne de disqualification morale permanente. Toutes les nations occidentales sont traversées par la peur de la dissolution de la patrie et par celle de devenir étranger chez soi. Ces inquiétudes ont beau être diabolisées, elles n'en finissent pas moins par devenir centrales dans la vie publique, ne serait-ce que parce que le système médiatique fait un immense effort pour les nier et les étouffer, ce qui les transforme paradoxalement en carburant politique particulièrement efficace pour ceux qui veulent s'y alimenter.

Ces peurs, évidemment, sont fondées : qui sait faire preuve d'un minimum d'honnêteté dans l'analyse des phénomènes sociaux constate que nous ne sommes pas devant une énième mutation du monde occidental qu'il faudrait relativiser et dédramatiser, mais devant un changement de civilisation qui n'a rien d'enthousiasmant. Devant l'immigration massive, la dissolution de la culture nationale, l'effacement de la souveraineté et la régression victimaire qui pousse à la désagrégation du corps politique, on comprend que des angoisses fondamentales remontent à la surface de la vie politique.

Mais au Québec, cette peur de disparaître vient de loin et recèle une dimension particulière. Pendant plus d'un siècle, après l'échec des rébellions indépendantistes de 1837-1838, puis de 1840 à 1960 environ, ceux qu'on appelait alors les Canadiens français s'étaient donné une mission collective, la survivance, tout en espérant que viendrait un jour le temps de la reconquête. Ils crurent ce temps venu avec les années 1960, avec la Révolution tranquille, qui fut une période d'émancipation nationale exceptionnelle associée à un mot d'ordre qu'on ne saurait plus prononcer aujourd'hui : maîtres chez nous. C'est dans cet esprit que les francophones changèrent la manière de se nommer. De Canadiens français, ils devinrent Québécois. Ils ne seraient plus une minorité nationale dans un pays travaillant fort à les faire disparaître, mais une nation à part entière s'appropriant pleinement sa communauté politique et son État. La Révolution tranquille, dans l'histoire du Québec, correspond à ce moment où la nation s'engage dans une démarche d'imagination et se croit capable de devenir normale, en devenant suffisamment forte pour en finir avec la possibilité de sa disparition. Il s'agissait, au sens fort, d'une entreprise de décolonisation. On le sait, le Québec a cherché à obtenir son indépendance à deux reprises, en 1980, puis en 1995, où il est passé à deux doigts d'y parvenir. Il n'en demeure pas moins que l'histoire du souverainisme québécois est globalement celle d'un échec. C'est un échec d'autant plus grave que le Québec n'est même pas parvenu à se faire reconnaître comme nation au sein de l'ordre constitutionnel canadien refondé en 1982, dont il n'est toujours pas signataire. En fait, dans le Canada multiculturaliste, le peuple québécois est victime de déchéance symbolique et constitutionnelle : il n'est plus qu'une communauté parmi d'autres dans une société plurielle, où nous serions « tous des immigrants ». Si les Québécois s'entêtent à rappeler qu'ils sont une nation et à vouloir définir leurs propres règles collectives en matière d'intégration des immigrants, on les accuse presque automatiquement de suprémacisme ethnique. D'ailleurs, ce qu'on appelle le *Quebec bashing* est de nouveau à la mode au Canada anglais.

Il ne faut pas sous-estimer les conséquences pour la psychologie collective de l'échec de l'indépendance, qui semble se confirmer aujourd'hui avec la régression apparemment inarrêtable du mouvement souve-



Frontière entre le Canada et les États-Unis, 22 février 2017.

rainiste. La défaite défait, et un peuple qui échoue à conquérir sa souveraineté bascule dans une spirale régressive qui peut briser ses ressorts les plus intimes. On assiste aujourd'hui à une canadianisation de la conscience collective, alors que depuis longtemps, les francophones se définissaient d'abord et avant tout comme des Québécois. Les fédéralistes eux-mêmes entretenaient un rapport essentiellement instrumental avec le Canada : ils présentaient le fédéralisme comme un cadre rentable sans y investir une trop grande charge émotionnelle. Désormais, ils semblent céder à l'utopie canadienne, comme si le fait d'y participer grandissait le Québec. Il faut dire qu'un grand nombre d'immigrés s'identifient spontanément au Canada à la Trudeau et dédaignent le nationalisme québécois, comme s'il s'agissait seulement du réflexe défensif d'une population native arriérée et effrayée par la modernité.

L'écrivain québécois Jean Bouthillette a déjà parlé de la tentation de la mort hantant la conscience collective de son peuple. Par là, il décrivait la tentation d'en finir avec soi-même, comme si l'identité québécoise était un fardeau trop lourd à porter en Amérique et qu'on rêvait de s'en débarrasser, pour se fondre dans l'empire américain et enfin avoir accès au monde. Pour certains, l'identité québécoise semble aujourd'hui de trop. La cause du Québec semble aussi aller contre l'esprit de l'époque. Il peut sembler de plus en plus difficile pour les Québécois de porter leur question nationale dans un monde qui fait du Canada le paradis trouvé de l'idéal diversitaire. Seuls les Québécois savent, au fond d'eux-mêmes, qu'ils doivent accepter leur dissolution natio-

nale pour que le Canada devienne pleinement ce qu'il prétend être : le premier pays post-national au monde, se définissant comme une utopie diversitaire accomplie. Comme le disait encore Kundera, le drame des petites nations, c'est qu'elles n'intéressent qu'elles-mêmes.

Mais il existe aussi un désir de survie dans le peuple québécois. Tel est peut-être le sens de la question identitaire aujourd'hui : depuis son apparition dans le débat public avec la crise des accommodements raisonnables de 2006-2008, elle permet aux Québécois de réaffirmer qu'ils ne sont pas des étrangers chez eux et qu'ils sont en droit d'assurer leur continuité historique. C'est ce qu'on pourrait appeler « le droit des peuples à demeurer eux-mêmes ». À travers la critique de l'idéologie multiculturaliste en général et du multiculturalisme d'État canadien en particulier, les Québécois ont voulu rappeler qu'ils n'entendaient pas collaborer activement à leur propre dissolution. La laïcité est ainsi devenue un symbole identitaire. À travers elle, c'est une certaine conception du bien commun et de l'intégration nationale que les Québécois voulaient faire valoir. Elle ne saurait pourtant suffire à définir la nation. Il est possible que la nation québécoise vienne d'entrer dans une nouvelle époque de survivance. La chose est certainement moins enthousiasmante que l'indépendance, mais elle a au moins la vertu de faire de la survie du peuple québécois un enjeu politique essentiel. À moins qu'il ne s'agisse du dernier sursaut d'une nation prête au suicide tranquille. Que cette hypothèse soit à prendre au sérieux en dit beaucoup sur le caractère tragique de la cause québécoise aujourd'hui. •

À LA FIN, C'EST TOUJOURS MERKEL QUI GAGNE !

Par Luc de Barochez

En dépit de ses positions déconcertantes sur les migrants, la chancelière sortante est largement favorite pour les législatives allemandes du 24 septembre. Et l'économie n'explique pas tout.

Un conte populaire allemand des années 1960 met en scène un *Scheinriese*, un « géant en trompe-l'œil », personnage effrayant vu de loin mais dont la taille rapetisse au fur et à mesure qu'on l'approche. Angela Merkel, pour ses détracteurs dans les rangs conservateurs, est un *Scheinriese*. Elle a l'air formidable vue de loin (« *le dernier défenseur de l'Occident libéral* », a osé le *New York Times*), mais plus on la connaît, plus on découvre ses défauts. Parmi ceux-ci, un pragmatisme qui confine à l'opportunisme, un penchant pour l'économie administrée plutôt que pour le libre jeu du marché et, surtout, une capacité insolente à bouleverser le cours de sa politique du jour au lendemain. Comme lorsqu'elle décida la sortie du nucléaire après la catastrophe de Fukushima en 2011 ou qu'elle ouvrit les frontières de l'Allemagne aux réfugiés du Proche-Orient en 2015. Elle fit, à chaque fois, tanguer la politique allemande et vaciller son pouvoir en prenant à rebrousse-poil ses électeurs et en irritant les pays voisins.

Et pourtant, deux ans après la grande crise des réfugiés qui a vu plus d'un million de migrants entrer dans le pays sans guère de contrôle, neuf mois après l'attentat de Berlin où un islamiste tunisien au volant d'un poids lourd a tué 12 personnes dans un marché de Noël, c'est bien Angela Merkel qui, à l'approche des législatives du 24 septembre, a toutes les cartes en main. Sortie du purgatoire où ses mésaventures migratoires l'avaient conduite, la chancelière domine la campagne de la tête et des épaules. Depuis trois mois, les sondages d'opinion ne bougent plus. Ils donnent 38 à 40 % des intentions de vote à la CDU/CSU de Merkel et 22 à 25 % au

SPD de Martin Schulz. Si l'on en croit ces enquêtes, non seulement Angela Merkel pourrait se maintenir à la chancellerie, mais elle aurait aussi la liberté de choisir son partenaire pour constituer sa coalition gouvernementale, entre le SPD social-démocrate, comme aujourd'hui, le FDP libéral, comme ce fut le cas de 2009 à 2013, ou encore les Verts.

Défi vivant aux lois de l'usure du pouvoir – chancelière depuis douze ans, elle a déjà travaillé avec quatre présidents français, Chirac, Sarkozy, Hollande puis Macron – Angela Merkel capitalise sur la persistante vigueur de l'économie allemande. Le chômage a été éradiqué (3,8 % de la population active contre 9,6 % en France), la croissance est vigoureuse, les excédents débordent de partout, les carnets de commande sont remplis. La chancelière promet une baisse d'impôts de 15 milliards d'euros pendant la prochaine législature. L'optimisme règne dans la population. Mieux, la peur d'un déclassement, cet aliment si puissant du vote populiste, se dissipe. Selon une enquête que vient de publier l'Institut de sociologie de l'université de Leipzig, les Allemands sont deux fois moins nombreux qu'il y a dix ans à craindre une chute dans l'échelle sociale (33 %, contre 64 % en 2006).

À elle seule, la santé économique n'explique pas tout. C'est aussi le contraste entre ce havre de stabilité politique et de prospérité que constitue l'Allemagne et l'état chaotique et angoissant du monde extérieur qui incite une grande part des électeurs à favoriser le statu quo à Berlin. Les problèmes qui les préoccupent n'ont aucune solution partisane. Ce qui agite les esprits en ce moment, c'est le terrorisme djihadiste, l'arme atomique nord-coréenne, le réchauffement climatique, la pression démographique en Afrique, le cours erratique de l'Amérique de Donald Trump ou encore le Brexit, bien plus que la décrépitude des bâtiments scolaires ou le retard pris par l'Allemagne dans la transition numérique. Du coup, les controverses politiques apparaissent bien mesquines, donnant l'impression que la campagne évite les grands enjeux. Cela ne veut pas dire que les citoyens n'iront pas voter. Les experts s'attendent à une participation forte. Le nombre de partis en lice



Angela Merkel en campagne pour les législatives, Quedlinburg, 26 août 2017.

augmente aussi (42), ainsi que le nombre de candidats à départager (4 828). En Allemagne, la politique est une valeur en hausse !

Toutefois, les jeux sont loin d'être faits. À un mois du scrutin, le nombre d'indécis est bien supérieur à ce qu'il était lors des élections précédentes : 46 % des électeurs n'ont pas arrêté définitivement leur choix, selon l'Institut de démoscopie Allensbach. Les fronts peuvent bouger. Et il est à peu près certain que l'Allemagne sera plus compliquée à gouverner : le nombre de partis représentés au Bundestag devrait passer de quatre à six, avec l'entrée prévue des populistes anti-immigration de l'AfD et le retour des libéraux du FDP. La grande question, cependant, est de savoir quelle formation sortira troisième du scrutin, derrière la CDU/CSU et le SPD. Si c'est le FDP, ce parti deviendra alors un partenaire quasi incontournable pour Merkel, réorientant la politique gouvernementale vers la droite – et vers moins de solidarité européenne. Si ce sont les Verts, la chancelière n'hésitera sans doute pas à leur proposer un accord de coalition. Si c'est l'AfD, cela fera l'effet d'un coup de

tonnerre. Mais, de même que le parti de gauche radicale Die Linke, cette formation sera à coup sûr écartée de toute coalition gouvernementale.

Martin Schulz peut-il encore, pour sa part, remonter la pente ? L'ancien président du Parlement européen multiplie les propositions populaires, un brin démagogiques. Mais sa dénonciation des inégalités, son plan d'investissement grandiose, ses charges pacifistes et anti-américaines n'impriment pas. De toute façon, en Allemagne, un challenger n'est jamais élu grâce à son programme. Quand les électeurs provoquent un changement de chancelier, c'est qu'ils veulent se débarrasser du sortant. Ce fut le cas avec Helmut Kohl en 1998, puis avec Gerhard Schröder en 2005. Or, Martin Schulz n'a pas su donner aux Allemands une raison valable de censurer la chancelière. Le SPD peine à se poser en alternative crédible alors qu'il gouverne avec elle à Berlin depuis quatre ans au sein de la Grande Coalition. Angela Merkel est peut-être un « géant en trompe-l'œil », au milieu de nains, elle reste la plus forte.

MÉFIEZ-VOUS DES GRECS MÊME QUAND ILS VENDENT DES SALADES !

Par Gil Mihaely



Santorin, Grèce : blanc et bleu comme le drapeau hellène, touristes et colonels s'y retrouvent.

Dans les Cyclades, les autochtones fourmillent d'idées pour inventer des traditions aux allures authentiques qui enchantent les touristes.

Les récentes mobilisations en Espagne contre les effets pervers du tourisme de masse ne devraient pas nous faire oublier que nous sommes à la fois des touristes en quête d'un dépaysement et des résidents bouleversés par des gens comme nous venus chercher leurs ailleurs « chez nous ». Cette dichotomie est

l'une des grandes schizophrénies contemporaines, avec celle qui oppose en nous le citoyen (patriote économique) et le consommateur (qui veut des prix chinois). Or, dans les deux cas, les tensions s'exacerbent et le « deal » devient moins intéressant : le produit bon marché finit par nous coûter notre emploi et le tourisme de masse nous condamne à une double peine. Notre « chez nous » s'adapte aux touristes, avec ses logements et ses commerces, et notre « ailleurs » ressemble à un mélange de Carcassonne, des Baux-de-Provence et du Mont-Saint-Michel : des extensions d'aéroports dans un décor de cinéma. Pourtant, si dans des ruelles truffées d'ateliers d'artistes et de restaurants « typiques » le caractère fabriqué de l'environnement dans lequel on traîne ses espadrilles n'échappe à personne, certains endroits nous semblent toujours authentiques. Ce n'est jamais qu'à moitié vrai : brutalement ou subtilement, le tourisme façonne, quoique pas toujours consciemment,

tous les lieux visités de la planète. La Grèce en est un exemple parfait.

Quoi de plus grec que la salade grecque ? Quoi de plus authentique que les maisons blanc et bleu des Cyclades ? Pourtant, ces deux images, devenues des symboles de la Grèce, sont relativement récentes et leur histoire n'est que partiellement grecque. En réalité, il ne s'agit pas de traditions autochtones et millénaires, mais plutôt d'une « joint-venture » vieille de quelques décennies à peine entre les Grecs et leurs hôtes étrangers.

Dans le cas de la salade « typique » que les Grecs appellent « *paysanne* » (*choriatiki*), on rappellera l'arrivée très tardive de la tomate en Grèce et sa diffusion encore plus tardive dans les potagers. Ce « plat » n'a donc pas pu naître avant les années 1950. Même si des préparations estivales à base de crudités et de fromage ont sûrement existé auparavant, l'apparition d'un plat bien identifié avec une recette plus ou moins codifiée est intimement liée à l'arrivée du tourisme de masse dans les années 1960. C'est à partir de cette rencontre entre une offre locale, à laquelle les Grecs n'accordaient pas beaucoup d'importance, et des touristes, qui projetaient leurs attentes et leurs fantasmes sur cet objet culturel en devenir, qu'est apparue la « *salade grecque* ». Aux tomates, aux concombres, à l'oignon, à la feta et à l'huile d'olive il fallait ajouter des doses généreuses de représentations puisées dans l'imaginaire occidental de la Grèce : été, fraîcheur, simplicité, légèreté et proximité avec la nature.

Ce phénomène ne s'arrête pas à l'entrée. En visitant les Cyclades et surtout les îles très touristiques de Mykonos, Paros, Antiparos (70 % de résidences secondaires !) et bien sûr Santorin, on a l'impression que les cartes des restaurants ont toutes été élaborées par un office central du tourisme. Les plats préparés le plus souvent sur place à partir de produits frais sont excellents, mais l'uniformité interroge. Il faut parler avec les propriétaires ou découvrir un vieux panneau oublié dans un petit restaurant pour découvrir les exclus de la carte. Le meilleur exemple de cette épuration culinaire est la viande de caprin, chèvre et chevreau, de consommation assez courante jusqu'il y a une poignée de décennies. Depuis, la mondialisation (la filière n'est pas très rentable) et le tourisme (les Occidentaux n'en mangent plus depuis longtemps) l'ont fait pratiquement disparaître des menus. Si vous voulez déguster un bout de chèvre, il faut le commander quelques jours à l'avance. Logiquement, la table n'est pas le seul espace anthropologique qui ait été refaçonné en quelques décennies par une négociation tacite entre autochtones et touristes. Il en va de même pour la carte postale grecque par excellence : les maisons blanc et bleu sur fond de mer azur. Si la mer est bleue depuis un bon bout de temps, les portes et les fenêtres des Cyclades ne le sont devenues que récemment, comme les murs d'une blancheur éclatante. En fouillant dans les affiches de promotion du tourisme

et dans les cartes postales vintage, on découvre que ce code couleur date en réalité des années 1970. Ainsi, dans les années 1950-1960, l'île de Santorin affichait fièrement des murs jaunes, rouges, ocre, marron et d'autres couleurs qui surprendraient, voire décevraient les dizaines de milliers de voyageurs qui y débarquent désormais chaque année.

Ces derniers seraient encore plus surpris à connaître l'histoire de cette uniformisation faite pour leurs beaux yeux. C'est le régime des colonels (1967-1974) qui a imposé les couleurs nationales à ces lieux de villégiatures, Santorin en tête, qui étaient les vitrines de la Grèce pour des millions de touristes, donc d'excellents moyens de fabriquer l'image du pays. À l'instar de Franco, les colonels grecs avaient compris que plus le soleil brille, moins on voit clair... Aujourd'hui encore, la crise grecque semble aussi lointaine de Paros ou Mykonos que de Paris ou Londres.

On peut se demander pourquoi, en 1974, les Grecs n'ont pas célébré leur liberté retrouvée, pots de peinture en main, en se livrant à une orgie de couleurs chaudes. C'est une preuve de la puissance du regard touristique. À peu près le même phénomène a abouti à la codification des costumes bretons : entre la fin du XVIII^e siècle et les années 1830, plusieurs processus politiques et économiques ont rendu accessibles aux ruraux des articles vestimentaires auparavant réservés à une élite. Or, un regard folkloriste nouveau est alors porté sur cette province, notamment par certaines élites parisiennes. Gravures, daguerréotypes et photographies figent le phénomène et le codifient. Vers le milieu du XIX^e siècle, une mode relativement récente devient ainsi une tradition supposée remonter à la nuit du temps.

Pour revenir aux Cyclades, l'intervention esthétique des colonels est arrivée au moment où la Grèce s'apprêtait à devenir – faute de mieux ? – une nation touristique. Quelques années ont suffi pour que voyageurs et voyageurs se forgent une image de la Grèce en blanc et bleu. Renouer avec l'authenticité impliquait le risque de heurter les attentes de touristes, qui arrivaient avec leur propre idée du village grec. La nouvelle authenticité s'est donc substituée à l'ancienne, à la satisfaction générale – sauf peut-être des marchands de couleurs.

Est-ce grave ? Peut-être, mais c'est inévitable. De même qu'en physique quantique, l'observateur change le phénomène qu'il observe, le touriste change profondément les lieux qu'il visite. Cependant, cela n'empêche pas les plus grands esprits non seulement de faire de la physique quantique, mais de se réunir dans des lieux hautement touristiques. Ainsi, les organisateurs de Cosmo-17 (*The 21st Annual International Conference on Particle Physics and Cosmology*), qui a eu lieu fin août à Paris, ont-ils pris soin d'orner leur site internet des clichés les plus clichés que l'on puisse trouver de la Ville lumière. •

MA CAMPAGNE D'ITALIE

Par Daoud Boughezala

Récit de voyage dans une péninsule coincée entre migrants du Sud et touristes du Nord.

« **L**e comble du déracinement ? Sur les Champs-Élysées, j'ai entendu un accordéoniste rom jouer du Diam's ! » Il y a une dizaine d'années, en écoutant l'un des habitués de mon estaminet favori deviser ainsi, je me figurais mal l'ampleur du désastre à venir. L'époque n'était pas encore aux niqabs sur canapé. Nul n'avait prévu le ressac migratoire qui déferlerait sur l'Europe après la vague des printemps arabes, l'implosion de la Libye et de la Syrie, ou la banalisation des attentats djihadistes en Europe. Aujourd'hui, c'est presque une lapalissade : l'exil pour tous tient lieu de mal du siècle. J'en ai observé les symptômes durant mes vacances italiennes : migrants en vadrouille, touristes en surnombre et autochtones parfois excédés par un double sentiment d'invasion furent mon lot quotidien.

Merano (Trentin-Haut-Adige)

Début juillet, tout avait bien commencé au Sud-Tyrol, cette région italienne qui parle allemand et marche droit. Ses paysages alpins font se sentir comme chez lui le touriste teuton. Il faut bien reconnaître que l'italianisation forcée menée sous le régime fasciste n'y a pas fait grand-chose : de la saucisse aux strudels, l'Autriche voisine affleure partout. De rares visages basanés et quelques touristes voilées en villégiature me ramènent à la réalité du village global. Même s'il y a loin de Lampedusa à Merano, les pauvres hères subsahariens errant çà et là donnent un bref aperçu des 83 000 migrants débarqués sur les côtes italiennes entre janvier et juin. La Sicile n'en pouvant plus, les immigrés clandestins ont été répartis aux quatre coins de la botte. Pour prendre la mesure du phénomène, il faut mettre le cap en aval de l'Adige. Direction la ville des amoureux.

Vérone (Vénétie)

Au pays de Roméo et Juliette, les Montaigu s'appellent « touristes » et les Capulet « migrants ». Si elles ne sont pas en guerre ouverte, tant s'en faut, ces deux familles

n'ont pas vocation à se mélanger. Tout juste à commercer. Les nuées de beaufs des pays riches qui envahissent Vérone achètent des babioles *made in China* aux plus débrouillards des pays pauvres. Dans des rues passantes encombrées de touristes, à force d'entendre l'accent de Palavas, les indigènes en oublieraient presque l'italien, si vite appris et assimilé par les vendeurs à la sauvette africains. Comme Venise, Bruges et Marne-la-Vallée, Vérone tient moins de la ville que du Luna Park. Autant le dire tout net : n'importe quel objet, lieu-dit ou itinéraire balisé par des dizaines de milliers de touristes perd tout intérêt. Est-ce par appât du gain que les Véro-nais ne se révoltent pas ? Par une chaleur de tous les diables, leur attention se porte ailleurs. Pas un jour sans que le quotidien local *L'Arena* rapporte des faits aussi divers que leurs auteurs : une contrôleur de train se fait agresser par des immigrés africains clandestins ; une rixe oppose détenus albanais et maghrébins en prison ; des Guinéens mettent à sac les abords de la gare de Milan, etc. Et pendant ce temps, le gouvernement de coalition centriste – du Macron avant Macron – n'a trouvé meilleure idée que de réformer le code de la nationalité. Objectif : introduire le droit du sol à la française dans une contrée jusqu'ici préservée de l'immigration massive. Histoire de méditer la question, je mets les voiles.

Trieste (Frioul-Vénétie julienne)

C'est avec la jubilation du monomane que je retrouve Trieste pour la cinquième fois en deux ans. Inutile d'appeler les urgences psychiatriques, ma chère thébaïde a vidé ses asiles dans les années 1970 ! Mais l'heure est grave. Il n'y a plus lieu de rire ni de réveiller les fantômes de Svevo et Morand, endormis dans le cimetière communal. Sur cette ex-terre irrédente, deux mots devraient occuper toutes les têtes : *jus soli*. « Droit du sol ». Dans le journal de centre gauche *La Repubblica*, un universitaire soutient mordicus qu'au bout de dix ans de résidence, un immigré devrait épouser pleinement la communauté nationale et devenir italien. Rome ne comptait-elle pas d'empereurs africains ou syriens ? L'argumentaire pourrait convaincre par temps calme. Mais à l'heure des bateaux-poubelles remplis à ras d'hommes, cette révolution culturelle provoquerait un appel d'air migratoire. En signe d'opposition, deux ministres de centre droit ont d'ailleurs démissionné et la presse parle d'un éventuel abandon du projet avant même sa présentation aux deux chambres.

Insouciant, la plupart des Triestins n'en ont cure. Sur



Rassemblement de migrants place du Capitole, Rome, 7 août 2017.

les 150 000 habitants du cru majoritairement italiens et slovènes, on n'entrevoit que quelques Africains, Maghrébins ou Afghans désœuvrés. 1 200 réfugiés ont été répartis au sein de la population locale. Au mois de juin, une petite manif anti-immigration a failli mal tourner. Une escouade de demandeurs d'asile afghans avait alors répondu aux militants nationalistes par des coups aux cris de « *Ici, c'est Kaboul, pas l'Italie !* » avant de s'égailler à l'arrivée de la cavalerie. La scène reste sans commune mesure avec les tragédies européennes du dernier siècle. Si Trieste en fut l'un des points d'achoppement, elle ne conserve de son passé agité que le bel écrin habsbourgeois, comme si la fin de l'histoire européenne en avait suspendu le temps. Aux portes des Balkans, je croise moins de Roms qu'à Paris !

Géographie et histoire ont de sacrées ironies. Piazza Unità d'Italia, l'une des plus belles places d'Europe miraculeusement épargnée par le tourisme de masse, à l'endroit même où Mussolini annonça les lois antisémites, un gros Africain essaie de me refourguer l'auto-

biographie de Nelson Mandela. C'est méconnaître l'âme de Trieste : Italiens et Slovènes ne s'y sont jamais fréquentés, sinon comme maîtres et serviteurs, ainsi qu'en atteste Roberto Bazlen dans son chef-d'œuvre lapidaire (*Trieste*, Allia, 2015). La cité arc-en-ciel attendra...

Turin (Piémont)

Dernière station de mon chemin de croix ferroviaire, Turin ne laisse pas de m'amuser. Burlesque, le bouillon de culture turinois l'est par son melting-pot de carton-pâte : via Cellini, prostitué-e-s et dealers africains voisinent avec un bar fasciste. Tout ce petit monde entretient une paix froide, comme les éléments disjoints d'un tout chaotique. Est-ce l'Italie, l'Europe de demain ? À l'heure où l'Autriche exhorte le gouvernement italien à retenir les migrants en Sicile, où Rome en appelle à la solidarité européenne, seuls d'irréductibles nationalistes rejettent bruyamment l'abolition des frontières. Dommage. Car si l'Europe n'a pas d'avenir avec des multitudes déracinées, avec ses identitaires, elle n'aurait plus qu'un passé. •

ÉCOLE LA DERNIERE CHANCE ?

40

École : fin de la récré ?

Élisabeth Lévy

42

**Jean-Michel Blanquer -
Natacha Polony
École, le B.A-BA de
la refondation**

Débat animé par Daoud Boughezala
et Élisabeth Lévy

52

**Alain Finkielkraut
« Jean-Michel Blanquer n'est
pas un ami du désastre »**

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

56

**Du masochisme en milieu
enseignant**

Anne-Sophie Nogaret





60

Oublier Bourdieu

Barbara Lefebvre

64

Après Najat, le réconfort ?

Nicolas Brenner

67

Zumba publique et obligatoire

Jean-Luc Allouche

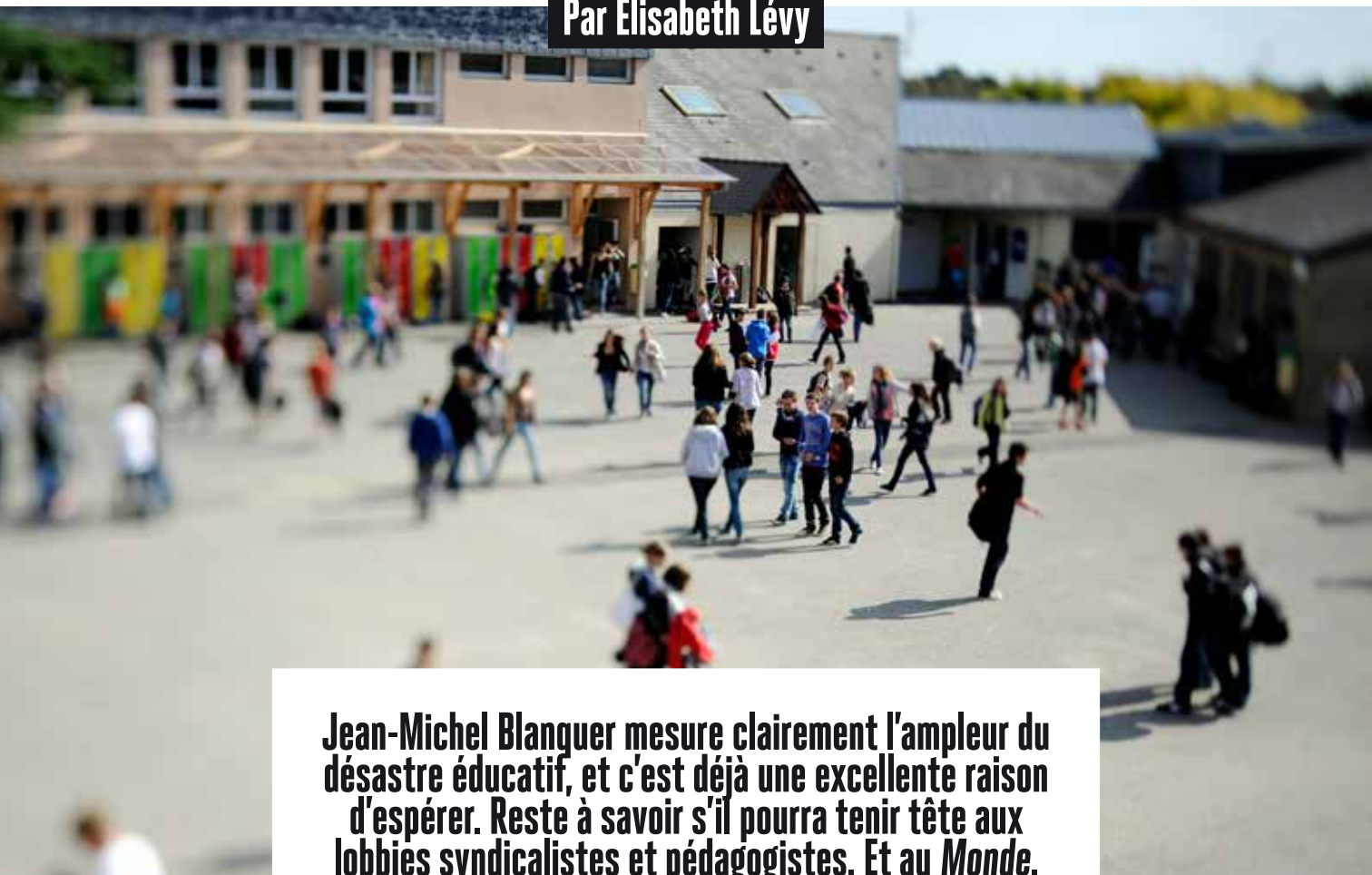
70

L'école à remonter le temps

Élisabeth Lévy

ÉCOLE : FIN DE LA RÉCRÉ ?

Par Élisabeth Lévy



Jean-Michel Blanquer mesure clairement l'ampleur du désastre éducatif, et c'est déjà une excellente raison d'espérer. Reste à savoir s'il pourra tenir tête aux lobbies syndicalistes et pédagogistes. Et au *Monde*.

Jean-Michel Blanquer a déjà réussi un exploit. En près de cinquante numéros (celui-ci est le quarante-neuvième), c'est la première fois que nous publions une « une » optimiste, ou disons positive. Très raisonnablement, certes, et non sans une pointe d'angoisse. Il y a une bonne dose de volonté dans notre optimisme. Mais une dernière chance, c'est mieux que pas de chance du tout. Et il y a quelques raisons d'y croire. C'est ce que disent les professeurs qui ont participé à ce numéro et beaucoup d'autres qui, il est vrai, partagent une certitude : en quarante ans, l'école de la République a connu un véritable naufrage. Elle se révèle bien incapable d'accomplir sa mission telle que l'a définie Natacha Polony au cours de son dialogue avec le nouveau ministre de l'Éducation nationale, le 25 août : former des hommes libres. Et aussi d'apprendre à tous les enfants de France à lire, écrire et compter, ce qui serait un bon début.

Jean-Michel Blanquer est soucieux de ne pas jeter

de l'huile sur le feu de nos querelles scolaires. On le comprend. Il doit faire ministre de tous les Français, y compris de cette fraction du monde enseignant et de la société qui était favorable aux réformes de Najat Vallaud-Belkacem parce qu'elle croit, sincèrement, que le mal de notre école se nomme élitisme. Le ministre affirme que les pays qui réussissent en matière d'éducation sont ceux qui parviennent à une forme d'union nationale. Sauf que pour se réconcilier, il faut être d'accord sur le récit. Or, sur l'école, la controverse entre « pédagoges » et « républicains » – ou entre héritiers de Bourdieu et héritiers de Péguy – est d'abord une bataille sur les faits. La force du déni ne suffit plus aujourd'hui à cacher le désastre – que presque tout le monde reconnaît à mots plus ou moins voilés, y compris la déplorable Najat Vallaud-Belkacem, qui a justifié sa réforme pour l'égalité par le fait que toutes les précédentes réformes pour l'égalité avaient accru les inégalités. Sans doute notre souriante liquidatrice se serait-elle accommodée de l'effondrement de la transmission des savoirs et du niveau global s'il avait

concerné absolument tous les élèves, mais que certains pussent encore tirer leur épingle du jeu, voilà qui n'allait pas du tout.

Quoi qu'il en soit, on peut affirmer aujourd'hui que la bataille de l'école a opposé ceux qui voyaient et ceux qui camouflaient. Jean-Michel Blanquer appartient clairement au premier camp et c'est déjà une excellente raison d'espérer. Par tempérament, sans doute, autant que par fonction, le ministre de l'Éducation décrit la situation en termes forts galants : « *la France est dans la moyenne basse (...) il faut orienter le système vers plus de réussite* ». Mais il sait. Il sait que nombre d'enfants quittent l'école primaire sans maîtriser les bases du français et du calcul – ce front-là est même son obsession, à raison, si on en croit notre chère Natacha. Il sait que la religion du non-redoublement et de la bienveillance permet à des élèves qui n'ont pas du tout le niveau de franchir toutes les étapes du secondaire et d'obtenir le bac qui, par conséquent, ne vaut plus rien ; que les lubies pédagogistes enseignées dans les IUFM et tous leurs avatars au détriment de la véritable pédagogie – et des savoirs disciplinaires – ont abouti à lancer devant leurs classes des profs mal formés dans leur domaine et mal formés pour transmettre – et tout autant pour « tenir » leurs élèves. On aimerait être aussi certain qu'il sait que la laïcité doit être défendue fermement à l'école, mais *nobody's perfect*.

Jean-Michel Blanquer sait donc que tout est à refaire. Mais nonobstant notre impatience et notre soudaine envie de table rase, il sait aussi qu'il lui faut commencer quelque part, et peut-être avancer sans tout casser. C'est peut-être pour ça qu'il est ministre et pas votre servante (outre, la concernant, une certaine phobie administrative). Reste à savoir ce qu'il voudra et pourra faire. Là encore, ses débuts sont encourageants, même s'il y a un petit côté magie du verbe dans l'annonce du rétablissement des langues anciennes et des classes bilangues sans affectation des budgets correspondants, à charge pour les chefs d'établissement de détricoter ce qui a été fait depuis deux ans. On peut discuter l'expérience des CP dédoublés dans les quartiers difficiles, ne serait-ce que parce qu'on n'aura pas les moyens de généraliser ces luxueuses conditions d'enseignement, mais elle contribue à rétablir l'égalité des chances. Cependant, le signe le plus tangible du nouveau cours est certainement l'annonce du retour à la méthode syllabique – que certains professeurs continuaient à pratiquer dans les catacombes de l'école.

Natacha Polony s'interroge sur les conséquences concrètes de l'autonomie des établissements que le nouveau ministre souhaite élargir, craignant que cela entraîne une stérile concurrence pour les ressources et la priorité donnée aux projets à la mode. Elle redoute aussi qu'il cède au fétichisme numérique fort répandu dans son administration et que, ce faisant, il laisse les mastodontes du secteur faire de l'école un marchepied pour la conquête de nouveaux consommateurs. Ces doutes, ces inquiétudes et ces réserves sont légitimes et

devront nourrir de beaux et grands débats, mais il n'est pas nécessaire de s'accorder sur la couleur des murs pour commencer à rebâtir les fondations.

La réussite du ministre dépendra au premier chef de sa capacité à désarmer les pédagoges qui occupent des postes idéologiquement stratégiques et à affronter les syndicats d'enseignants, dont une partie est acquise à l'égalitarisme qui n'a cessé de tirer tous les élèves vers le bas. Il faut espérer qu'il bénéficiera du plein soutien de l'Élysée le jour où l'une de ses réformes (celle du bac par exemple) jettera une partie de la jeunesse dans la rue. La révolte des familles des classes moyennes contre une réforme du collège destinée à couper toutes les têtes qui dépassaient montre que la majorité silencieuse a compris qu'on l'arnaquait avec une école au rabais.

Le risque, c'est que ce bon sens largement partagé pèse moins, in fine, qu'une doxa médiatique, que rien n'ébranle et surtout pas les faits. Le 27 août au matin, France Inter (que j'écoute pour connaître les dernières inventions orwelliennes que je finance) diffuse un reportage sur l'école du futur. Le sujet est traité à la manière francintérienne, en alignant les poncifs du moment sans imaginer une seconde que l'on pourrait contester la vision idyllique du journaliste ravi de la crèche moderniste. Cela commence par une petite fiction. « *Suzanne passe en CM1. Dans son sac, plus de cahiers, juste un téléphone portable et une tablette numérique. Arrivée à l'école, la petite fille a son planning pour la journée. Elle a le choix de travailler à son rythme sur sa tablette. Des tableaux numériques sont intégrés aux murs. Le professeur est là pour la guider, l'accompagner.* » Bien sûr la journaliste ne se demande pas si tous ces écrans n'ont pas définitivement tué toute capacité de concentration et d'effort chez Suzanne. On apprend que cette classe de demain existe déjà à Druye, en Indre-et-Loire. Et le festival de lieux communs de se poursuivre. Tout émerveille la journaliste, à commencer par le fait que les élèves ne sont plus assis en rang d'oignons, et même plus assis du tout puisque chacun peut travailler couché par terre si cela sied à son biorythme. La classe devient une sorte d'open space divisé en îlots, l'un d'eux étant, explique un prof, « *un espace de validation des compétences, avec un tableau d'acquis que les élèves remplissent eux-mêmes* ». « *Le numérique est omniprésent et les élèves ne se rendent pas compte qu'ils travaillent* », conclut-elle, enchantée du monde qui vient.

La nomination de Bruno Roger-Petit comme porte-parole de l'Élysée montre qu'Emmanuel Macron, après avoir fait mine de tenir tête au parti des médias, va lui céder sur toute la ligne. Dommage, c'était rafraîchissant. Espérons que Jean-Michel Blanquer tiendra bon malgré les admonestations que les journalistes ne manqueront pas de lui prodiguer. S'il veut restaurer la verticalité sans laquelle il n'est pas de transmission, le ministre devra commencer par montrer, face à eux, une indifférence toute jupitérienne. •

JEAN-MICHEL BLANQUER , NATACHA POLONY ÉCOLE, LE B.A-BA DE LA REFONDATION

Débat animé par
Daoud Boughezala et Elisabeth Lévy



Pour sa première rentrée, nous avons voulu confronter Jean-Michel Blanquer à l'une des observatrices les plus pertinentes de l'école et du monde enseignant. Apprentissage de la lecture, autonomie des établissements, restauration de l'autorité des profs, le ministre et la journaliste sont loin d'être d'accord sur tout, mais partagent un même constat : l'école est délabrée, et ce n'est pas en perpétuant les errements égalitaristes du passé qu'on la reconstruira.

Causeur. Natacha Polony, Jean-Michel Blanquer jouit d'un préjugé favorable dans les milieux que l'on disait autrefois « républicains » et que l'on qualifie aujourd'hui, pour les décrier, de « réacs ». Partagez-vous ce préjugé globalement favorable à l'égard du nouveau ministre ?

Natacha Polony. Jean-Michel Blanquer, par-delà les divergences que nous pouvons avoir, a de mon point de vue l'immense mérite d'avoir, tout au long de sa carrière, mis en avant la question des méthodes d'enseignement, qui est absolument cruciale. Monsieur le ministre, vous faites partie des rares qui comprennent l'enjeu que constituent les techniques d'apprentissage de la lecture et des mathématiques, ce qui explique que votre nomination ait ravi une bonne part des gens qui s'y intéressent depuis des années.

Il faut lever une confusion sémantique. Dans la querelle de l'école, les adversaires des républicains ont été baptisés « pédagogistes » (ou « pédagogos »), ce qui donne l'impression que les uns veulent s'occuper des savoirs et les autres des méthodes.

N. P. Une partie du problème de l'école tient précisément au fait que le mot « pédagogie » a été préempté par les tenants d'une certaine ligne pédagogique, qui ont réussi à faire croire que tous les autres se fichaient complètement de la façon de faire passer les savoirs. Or, en particulier, à l'école primaire, enseigner est un métier qui relève de savoir-faire extrêmement complexes qui sont aujourd'hui totalement détruits. Et l'un des chantiers essentiels sera la reconstruction du métier d'instituteur.

Monsieur le ministre, pour l'électorat conservateur, qui craint que le progressisme macronien soit une liquidation, vous représentez une lueur d'espoir. En êtes-vous conscient et avez-vous des assurances quant au soutien du président ?

Jean-Michel Blanquer. Si j'espère mériter le compliment que me fait Natacha Polony, je ne me situe pas dans une logique de séduction d'une famille politique particulière. Du reste, la définition des familles et des clivages est aujourd'hui piégée. Vous reconnaîtrez que le clivage entre « républicains » et « pédagogos » que vous décrivez est un peu manichéen et qu'il ne rend pas compte de toutes les discussions liées à la pédagogie, sujet fort complexe. De ce point de vue, l'élection d'Emmanuel Macron a le grand mérite de renouveler notre approche des frontières du débat public et des clivages politiques, y compris en matière éducative. Il y a aussi un trait de sa personnalité qui devrait vous séduire : c'est un intellectuel, un homme politique qui a réellement une pensée charpentée. Je me sens extrêmement à l'aise avec cette double dimension. Pour moi, l'école est consubstantielle à la République. Sa première mission est de transmettre des savoirs et des valeurs. Cela doit unir et non diviser.

Tout de même, il y a bien, sur l'école, deux points de vue parfaitement antagonistes. D'un côté, ceux que Renaud Camus appelait les « niveaumontistes » et qui, s'ils ne défendent tout de même plus l'idée que le niveau monte, s'efforcent de camoufler la maladie en truquant les thermomètres ; de l'autre ceux qui pensent (on est tenté de dire « qui voient ») que l'école républicaine est en faillite et que tout est à reconstruire. Allez-vous faire une révolution Rue de Grenelle ?

J.-M. B. Mon but n'est pas de révolutionner l'école, mais plutôt d'opérer un changement de méthode afin de la faire évoluer vers plus de réussite. Et ce n'est pas qu'une question de loi. En effet, le problème du système français, je l'ai souvent constaté, est de s'intéresser aux dispositifs, aux tuyaux, aux techniques ; et pas nécessairement aux contenus, au substantiel. C'est typiquement le cas de la formation des professeurs. On a imaginé depuis la création des IUFM (aujourd'hui les Espé) des structures qui sont tout à fait pertinentes dans leurs grands principes ; car il faut en effet former des professeurs, parce que c'est un métier nécessitant des concepts théoriques et, comme l'a souligné Natacha Polony, un savoir-faire pratique. Mais on s'est peu soucié de ce qui s'y passait vraiment, sans éclairer tout cela par la science, alors même que l'Éducation nationale est l'institution du savoir par excellence. Elle devrait rechercher l'excellence pratique, c'est-à-dire ce qui marche bien sur le terrain ! →

Avant de discuter des solutions, il faut s'accorder sur la réalité, donc s'attaquer à la difficile question du niveau. C'est une chose de sentir que « le niveau baisse », une autre de le démontrer. Alors, a-t-on raison de parler de désastre ?

N. P. On peut résumer ce constat par une vérité mise en avant par les enquêtes PISA : nous avons désormais le système le plus inégalitaire de l'OCDE, ce qui n'était pas vrai autrefois. Aujourd'hui, un enfant de pauvre n'a aucune chance de réussir à l'école. Ce constat-là, tous les politiques devraient se le répéter le matin et se demander le soir ce qu'ils ont fait pour y remédier ! Quant au niveau, pendant des années, on nous a expliqué que le niveau montait – tant et si bien qu'on n'avait pas le droit de le nier. Il y avait même des chiffres du ministère qui prétendaient le prouver ! En admettant que l'on s'accorde sur le fait d'une baisse, voire d'un effondrement, il faudrait l'expliquer. Pourquoi des élèves français, confrontés à des tests internationaux, si imparfaits soient-ils, puisqu'ils regardent avant tout des compétences et non pas des savoirs, se situent-ils dans le ventre mou et de plus en plus bas au fil des années ? Si on lit *Le Monde*, on pense que c'est à cause du système français monstrueusement élitiste. Voilà pourquoi seul un petit nombre s'en sort. En réalité, le groupe restreint des excellents élèves reste à peu près stable, les très mauvais élèves le sont de plus en plus et le groupe moyen est en train de plonger. On peut donc poser l'hypothèse qu'un petit nombre d'excellents élèves s'en sortira toujours, grâce à des facteurs extérieurs à l'école : quand celle-ci ne fait pas son travail, la famille, l'entourage, la culture personnelle compensent. En revanche, pour tous les autres, rien ne vient compenser cette incapacité de l'école à transmettre des savoirs stables, cohérents et progressifs. Du coup, tous sont tirés vers le bas, en particulier ces élèves moyens qui représentent la très grande majorité et qui sont aussi, du point de vue sociologique, les enfants de la classe moyenne.

Jean-Michel Blanquer, sur la question du niveau, partagez-vous le constat de Natacha Polony ?

J.-M. B. La France est en effet dans cette moyenne basse que vous avez évoquée. La situation est plutôt celle d'une lente, mais réelle dégradation de la maîtrise de deux matières fondamentales : le français et les mathématiques. C'est désormais un constat partagé, mais il ne faut pas non plus noircir le trait, car c'est une moyenne qui reflète une très grande diversité de situations ; le système français est devenu extrêmement hétérogène, avec des élèves qui vont bien et des élèves qui vont mal. Il y a même des établissements qui vont bien et des établissements qui vont mal. Certains établissements qui sont dans des situations comparables sur les plans géographique, social et culturel ne connaissent pas du

tout les mêmes résultats, selon les alchimies humaines à l'œuvre ; preuve que le facteur humain est décisif en matière d'éducation. La géographie de la France révèle une grande hétérogénéité, avec une France de l'Ouest qui, aujourd'hui, va bien sur le plan scolaire et ne connaît pas forcément la même dégradation que d'autres parties du pays.

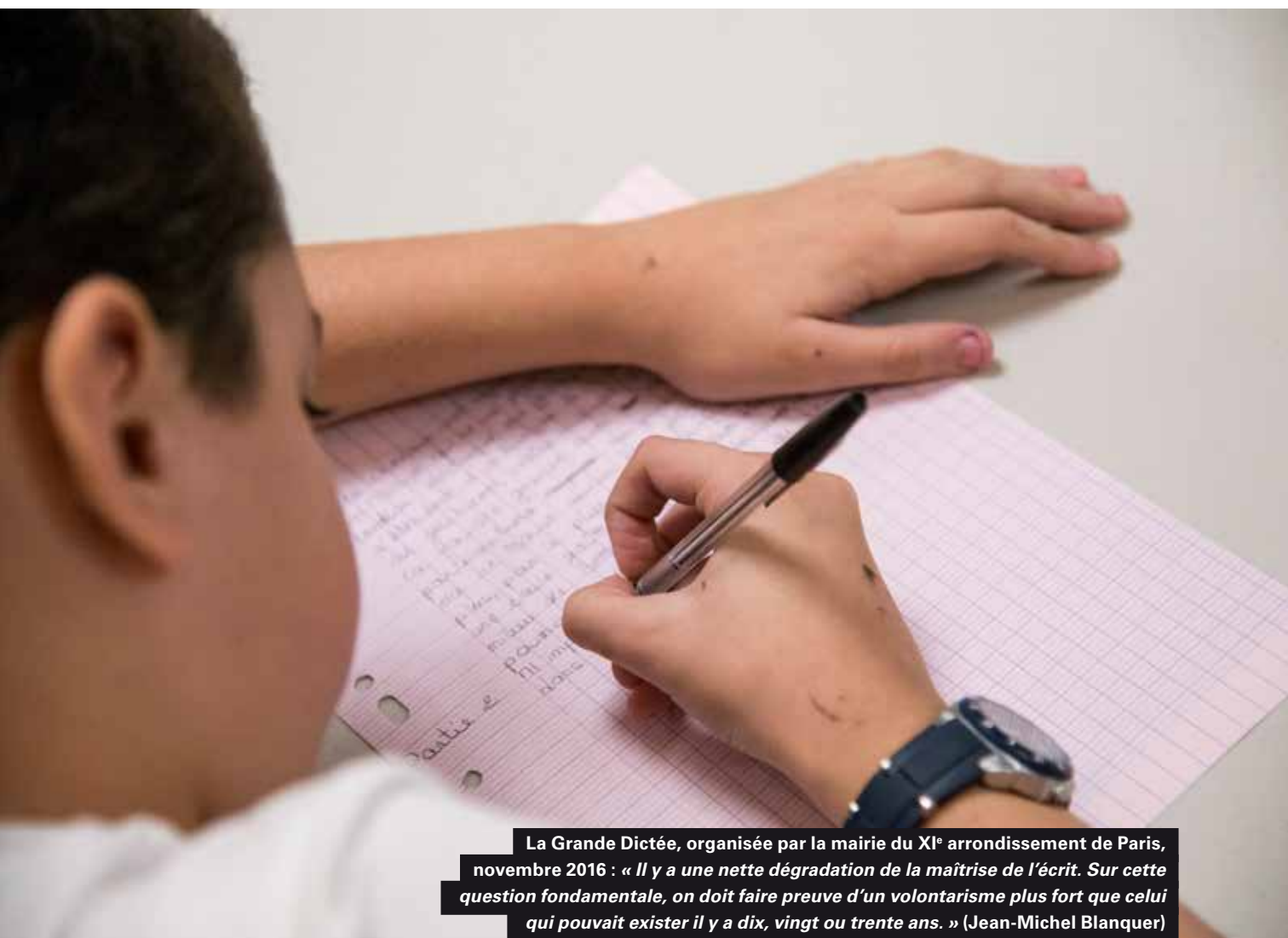
La France de l'Ouest a globalement échappé aux vagues d'immigration massive qui ont accru l'hétérogénéité des élèves. La question migratoire n'est pas sans incidences sur la question éducative.

J.-M. B. Il y a beaucoup de facteurs extrascolaires qui ont des conséquences pour l'école. Mais je pense d'abord à la relation entre la famille et l'école, car la réussite d'un élève exige qu'il existe une convergence des valeurs entre les parents et l'école. La maîtrise de l'écrit est aussi un problème. De ce point de vue, il y a une nette dégradation que l'Éducation nationale mesure à travers une dictée que l'on fait tous les dix ans. Sur cette question fondamentale de la maîtrise du langage écrit ou oral, on doit donc faire preuve d'un volontarisme plus fort que celui qui pouvait exister il y a dix, vingt ou trente ans. L'école doit rechercher des effets de compensation pour pallier les difficultés de la société et rétablir l'égalité des chances. D'où l'importance de la mesure que l'on prend en cours préparatoire (CP) en réseau d'éducation prioritaire, avec la division de l'effectif des classes par deux. Là où il y a le plus de fragilité sociale, il y a le plus de fragilité pédagogique. Cela ne pose pas seulement la question des méthodes d'enseignement, mais aussi celle du manque de stabilité et d'expérience du personnel affecté dans les lieux les plus fragiles.

Mais aucune expérience ne prépare à faire cours la peur au ventre !

N. P. La violence, les insultes sont le produit de toutes ces années où les enfants n'apprennent pas à devenir des élèves, à respecter les règles, à accepter l'autorité et où le retard accumulé les prive de toute possibilité de comprendre ce qu'ils font là. On paye au collège ce qui n'a pas été fait en maternelle et au primaire parce que l'institution, la société et certains professeurs ont fini par accepter l'inaacceptable. Même dans les établissements réputés faciles, professeur est un métier difficile. Il faudrait s'intéresser à la façon dont l'État les traite. Et surtout qu'il commence par les rémunérer correctement et par les valoriser.

J.-M. B. Je me définis volontiers comme un ministre des professeurs. Plus largement, depuis que je suis arrivé au ministère, j'utilise l'expression « école de la confiance ». Votre façon de poser les questions peut être clivante ; or, sur les questions d'éducation, cliver est contre-productif. Les pays dont le système éducatif se



La Grande Dictée, organisée par la mairie du XI^e arrondissement de Paris, novembre 2016 : « Il y a une nette dégradation de la maîtrise de l'écrit. Sur cette question fondamentale, on doit faire preuve d'un volontarisme plus fort que celui qui pouvait exister il y a dix, vingt ou trente ans. » (Jean-Michel Blanquer)

porte bien sont ceux qui réussissent à créer une forme d'unité nationale autour de leur école. C'était encore le cas en France il y a quelques décennies.

Il y a beaucoup de décennies, alors ! Parmi les nombreuses forces qui ont conspiré à camoufler le désastre en cours sous des taux de réussite au bac faméable, obtenus grâce à une notation volontairement laxiste, ce ministère est depuis longtemps en première ligne !

J.-M. B. Je refuse qu'on mette les problèmes sous les tapis. Mais je refuse aussi d'entretenir les querelles, aussi pertinentes soient-elles intellectuellement ! En réalité, si l'on mène le travail d'explication nécessaire, 90 % des Français sont capables d'adhérer à un socle de grands principes de fonctionnement de l'école.

N. P. Que, dans votre position, il soit essentiel de ne pas cliver, on peut l'entendre. Quand cette recherche du consensus devient un empêchement à l'action, cela

commence à poser un problème. Prenons l'exemple de l'apprentissage du français au CP : aujourd'hui encore, de jeunes professeurs comprennent progressivement que les méthodes qu'ils utilisent ne fonctionnent pas. Ils font donc des recherches et découvrent – ô surprise ! – que des enseignants utilisent une méthode strictement syllabique et non pas des méthodes mixtes ou semi-globales, comme 95 % des méthodes aujourd'hui. Ces jeunes professeurs expérimentent, comparent, s'aperçoivent que la méthode syllabique marche mieux et, le jour où ils sont inspectés, ils se font saquer et on les oblige à revenir à d'autres méthodes ! J'ai encore eu des témoignages en ce sens cette année. Alors, s'il faut cliver pour avancer, tant pis ! Étant donnée la force d'inertie considérable de toute une partie de l'Éducation nationale, l'important, c'est de savoir ce que l'on veut faire et de s'y tenir.

J.-M. B. Comme vous le savez, j'ai décidé de prendre le taureau par les cornes sur ces questions, en particulier sur l'apprentissage de la lecture. Je ferai tout ce qui permet le progrès des enfants. →



Jean-Michel Blanquer.

N. P. : En ce cas, il vous faudra accepter de fâcher pas mal de gens...

J.-M. B. Si j'avais tellement peur de fâcher des gens, cela se verrait !

N. P. Vous avez été choisi par Emmanuel Macron qui explique qu'on ne peut pas changer la France avec les mêmes personnes. Mais vous gardez à des postes de responsabilité des gens qui étaient en place sous Najat Vallaud-Belkacem, en particulier les membres du Conseil supérieur des programmes et son président qui ont inventé ou validé les pires aberrations. Le « prédicat » (notion dont l'introduction à l'école primaire a pour seul objet de reculer encore l'apprentissage de l'analyse grammaticale précise) est toujours d'actualité – et le prédicat n'est qu'un symbole. Le nerf de la guerre pédagogique, ce sont les contenus, les savoirs, qu'il s'agit de transmettre.

Précisons que Florence Robine, la directrice générale de l'enseignement scolaire de Najat Vallaud-Belkacem, a déjà été appelée à d'autres fonctions. Pour conclure la question

de Natacha Polony, avez-vous l'intention, monsieur le ministre, de limoger le président du Conseil supérieur des programmes ? Qui est-ce, d'ailleurs ?

N. P. Le célèbre Michel Lussault, notamment connu pour avoir présidé à la confection de programmes aux intitulés délicieusement orwelliens, « *Aller de soi et de l'ici vers l'autre et l'ailleurs* », « *Rechercher le gain d'un duel médié par une balle ou un volant* », et avoir conclu que « *la grammaire n'est pas un dieu* ».

J.-M. B. Je ne vais évidemment pas me prononcer sur la personne, mais il importe de ne pas se faire une image fantasmatique de ce ministère. C'est une communauté humaine qui a la caractéristique d'être très vaste – un million de personnes, si l'on parle du personnel, dont 850 000 professeurs. Cela pose des problèmes de taille, mais il ne faut jamais la fantasmer comme le fameux « mammoth » que Claude Allègre avait fustigé.

Donc, la cogestion du ministère par les syndicats et un certain nombre de milieux, pour le coup « pédagogistes », est un fantasme ?

Vous auriez le champ plus libre que nombre de vos prédécesseurs qui disent s'être heurtés à la résistance syndicale ?

J.-M. B. Non, mais c'est la même chose que pour les clivages. En forçant le trait, on devient contre-productif et on s'interdit d'apporter des réponses aux problèmes, bien réels, que par ailleurs on signale. Autrement dit, cette maison, et c'est un message d'optimisme, est tout à fait capable de se transformer. Les esprits sont mûrs pour cela. Là où l'équation se complique, c'est que, d'un côté, les gens en ont assez des réformes annoncées à grands coups de trompettes, des nouvelles lois, des changements de programme, etc., et tout le monde réclame que l'on en finisse avec ces grands coups de barre. Mais, d'un autre côté, tout le monde pense, comme vous, que ça ne va pas et qu'il faut que ça change. Si l'on admet que ces deux propositions sont parfaitement valables, la question se pose : comment fait-on pour transformer sans casser ? Et l'une des réponses, qui anticipe peut-être sur la suite de notre discussion, est qu'il faut donner de la liberté aux acteurs, donc de la confiance. Et je pense en premier lieu aux professeurs, aux instituteurs que vous évoquiez. Ce sont eux qui sont sur le terrain, en prise avec le réel, et qui peuvent donner des réponses adaptées aux situations qu'ils rencontrent, avec bien sûr le soutien et la clarté pédagogique de l'institution. Dans cette perspective de prise en compte du réel, je regrette que la France s'enferme dans une approche franco-française de ces questions. Je crois au contraire qu'il est bon de faire des comparaisons internationales. Plutôt que de se jeter des invectives au visage, regardons ce qui marche, chez nous ou ailleurs. Il faut par exemple se demander pourquoi l'apprentissage des mathématiques en France est bien moins performant qu'à Singapour.

J.-M. B. : « Je me définis volontiers comme un ministre des professeurs. »

Peut-être parce que nous ne sommes pas singapouriens !

J.-M. B. Non, parce que je crois que les mathématiques ont un caractère assez universel. Si je vous montre le manuel de Singapour, vous vous y reconnaîtrez. C'est un exemple d'une pédagogie explicite, progressive, simple, qui produit des effets : Singapour est en tête de tous les classements dans ce domaine. Il serait regrettable de se priver de leurs connaissances.

Si on en juge au bruit médiatique, c'est au collège que se manifestent les plus grandes

difficultés. Ne faudrait-il pas revenir sur le collège unique ?

N. P. Non, ce n'est pas le plus urgent ! Le vrai maillon faible, c'est le primaire, parce que quand on a 25 % des élèves qui entrent en sixième en grande difficulté, le collège n'est qu'une conséquence. Le collège unique n'est pas la cause de nos problèmes, car la massification du primaire a précédé son instauration, en 1975. Le problème, c'est que l'effondrement des méthodes d'apprentissage au primaire, au moment même où on organisait la massification, a fait s'effondrer le niveau de tous les élèves.

J.-M. B. Évidemment, ce sont les premières années qui sont absolument décisives, y compris, d'ailleurs, les années qui précèdent l'école. On le sait grâce aux sciences cognitives, l'école maternelle, le CP et le CE1 sont très importants. Si vous n'avez pas appris vos tables de multiplication à l'école élémentaire, vous ne posséderez jamais réellement les automatismes qui vous permettraient d'avancer sur d'autres questions mathématiques.

Il y a un terme qui résume peut-être le virage pédagogique que vous appelez l'un et l'autre de vos vœux – même si vous n'en avez pas strictement la même conception –, c'est « autorité ». Or, c'est d'abord la restauration de celle-ci que demandent de nombreux parents. Curieusement vous n'avez pas prononcé ce mot.

J.-M. B. Je l'ai fait, et longuement, ce matin même, devant les recteurs ! La notion d'autorité est fondamentale. D'un point de vue pédagogique, l'autorité du professeur est liée à son savoir. Elle n'est en rien synonyme d'un bâton pour taper, mais est, au contraire, le signal d'une volonté d'élever les enfants vers l'âge adulte. L'autorité doit donc d'abord être la conséquence naturelle d'une passion du savoir, des personnes comme des institutions. Par ailleurs, il faut aussi rétablir l'autorité au regard du comportement des élèves. Cela ne se fera pas en un jour, mais des grands principes sont déjà affirmés. J'ai évoqué cette question devant des chefs d'établissement de l'académie d'Orléans-Tours en leur disant : « *Dans certains établissements, on ne fait pas de conseils de discipline parce qu'on pense qu'un faible nombre de conseils de discipline sera un indicateur de bonne santé de l'établissement. Mais nous savons très bien que c'est faux ! Il ne faut pas agir sur le thermomètre, mais sur la réalité. Vous ne serez pas jugés positivement ou négativement par le nombre de conseils de discipline. Il faut aller en conseil de discipline chaque fois qu'un fait le mérite.* » Ma philosophie est claire sur ce point : la force doit toujours être du côté du droit, le monde des adultes doit être soudé vis-à-vis des enfants et des adolescents. Il est vrai que nous avons à reprendre →

la pelote assez loin, mais cela a commencé de façon parfaitement claire.

N. P. Je souscris totalement à votre propos liminaire, à savoir que l'autorité du professeur découle de son savoir. Ce qui nécessite de porter une attention immense à la formation des professeurs, parce que c'est seulement par leur savoir qu'ils pourront en imposer aux élèves et, comme vous le dites, les tirer vers le haut. Mais à ce stade, il nous faut revenir aux missions de l'école. Qu'attendons-nous d'elle ? Et à quoi cela sert-il qu'il y ait des professeurs ?

Pendant des années, on a laissé se développer l'idée que l'école était là d'abord pour répondre à la demande des parents et de la société d'une future insertion professionnelle et, ensuite, pour permettre à des jeunes gens de s'épanouir et de développer leur être. C'est une erreur fondamentale qui vide de sa substance le rôle du professeur. Rappelons que dans l'école républicaine, le professeur est là pour transmettre des savoirs considérés comme universels et qui vont émanciper les élèves, c'est-à-dire fabriquer des hommes libres. C'est cela le projet de l'école républicaine, fabriquer des hommes libres, des citoyens capables d'exercer leur rôle sans être aliénés par leur absence de savoir.

Jean-Michel Blanquer, Natacha Polony amène cette question fondamentale : ne faut-il pas choisir entre la transmission des humanités et la formation des futurs salariés – sachant que, pour le moment, on échoue sur les deux fronts ?

J.-M. B. Je suis d'accord avec la fin du raisonnement de Natacha Polony, mais pas forcément avec toutes ses prémisses. En effet, l'école doit permettre de former des hommes et des femmes libres grâce à l'éducation. C'est presque une définition de l'être humain, parce que celui-ci évolue en tant qu'être humain grâce à l'éducation, par l'interaction avec les autres, et cette éducation, effectivement, l'amène vers la liberté. Définir l'éducation comme un chemin vers la liberté, non la liberté consumériste, mais la liberté construite, pensée, est un enjeu pédagogique essentiel. Cela dit, l'école doit aussi être attentive au fait que tous les êtres humains sont différents et que, a fortiori au XXI^e siècle, on doit se garder de toute logique d'uniformisation. Car l'uniformisation des approches ne marche pas et aggrave même les inégalités que nous constatons aujourd'hui. Voilà pourquoi, dans ce cadre républicain consistant à mener vers la liberté, je suis convaincu que nous devons personnaliser les parcours. Certains parcours vont être particulièrement longs et mener à des études générales ; d'autres, plus courts, mèneront à l'enseignement professionnel. Il serait absurde, s'agissant de l'enseignement professionnel, de considérer qu'il doit être déconnecté de la vie économique ! Au

contraire, je compte bien renforcer les liens entre ces deux mondes. D'une manière plus globale, je ne place ni muraille ni toboggan entre l'école et le monde extérieur, mais des articulations.

Ce qui nous amène à l'autonomie des établissements à laquelle, monsieur le ministre, vous êtes favorable. Natacha Polony, cet encouragement donné au terrain vous semble-t-il de nature à lutter contre les maux que nous avons évoqués ?

N. P. L'autonomie est un très beau mot quand il désigne le projet de donner aux individus et à la société la possibilité de déployer leurs potentialités. Qu'il faille retrouver une dynamique qui naît souvent de la confiance laissée aux acteurs (pour peu qu'ils soient correctement formés), pourquoi pas. Mais l'autonomie, dans l'état actuel de la formation des chefs d'établissement, principalement gestionnaires et adeptes des lubies pédagogiques flatteuses qui permettent d'organiser des belles expositions de « photos-reportages sur le développement durable », peut être ravageuse. Le bon professeur n'est pas celui qui « travaille en équipe » et qui monte des « projets ». Le but actuel de l'autonomie est essentiellement d'économiser des heures de cours en rognant sur les horaires consacrés à l'apprentissage strict des disciplines. C'était la logique de la réforme du lycée de Darcos et de Chatel, c'était la logique de la réforme du collège de Najat Vallaud-Belkacem. Droite et gauche s'entendent très bien là-dessus.

J.-M. B. Vous caricaturez un peu et pratiquez le soupçon. L'autonomie, c'est la liberté. Et la liberté, c'est la République. Nous devons avoir une unité nationale par l'école. Mais cela ne passe pas par l'uniformisation de chaque aspect de l'école. Cela passe par une ambition éducative qui tire tout le monde vers le haut. Et pour cela, il faut de la différenciation et une capacité de soutien adaptée à chaque cas. On ne doit pas avoir peur de l'autonomie. Mais c'est vrai que l'on doit la concevoir de façon à ce qu'il n'y ait ni anarchie ni creusement des inégalités. Je suis convaincu que l'on peut aller vers l'égalité par la liberté.

Concrètement, comment articuler l'école avec le marché du travail sans renoncer à la transmission des humanités ?

J.-M. B. Jusqu'à l'âge de la fin du collège, je considère justement que ce qui doit être transmis, ce sont les « humanités », entendues dans un sens large et éventuellement renouvelées, parce que ce sont à la fois les humanités au sens classique – auxquelles je tiens énormément –, mais aussi les « humanités numériques ». Savoir comment un monde de plus en plus technologique peut rester un monde humain est la question majeure de notre temps. Nous devons y répondre par



Natacha Polony.

un jeu d'équilibre entre, d'une part, les enjeux d'enracinement, de transmission des savoirs, des humanités classiques et, d'autre part, les enjeux d'adaptation, de compréhension de notre époque et de maîtrise des technologies, de façon à les utiliser dans un sens positif.

N. P. : « Pendant des années, on a laissé se développer l'idée que l'école était là d'abord pour répondre à la demande d'insertion professionnelle. C'est une erreur fondamentale qui vide de sa substance le rôle du professeur. »

N. P. L'ennui, c'est que ces humanités auxquelles vous vous dites attaché sont aujourd'hui instrumentalisées au service d'une évaluation des « compétences » des

élèves. Si l'on considère que les savoirs valent par eux-mêmes, parce qu'ils libèrent l'homme, alors on a forcément un problème avec l'importation de la notion de « compétence » dans l'éducation. Quand vous disiez tout à l'heure que notre école était trop franco-française, ce n'est pas vrai, elle est en train de s'adapter à ce modèle international profondément utilitariste !

J.-M. B. J'ai dit que les débats étaient très franco-français, pas l'école !

N. P. Justement, il y a une doxa mondiale profondément utilitariste qui instrumentalise les savoirs afin d'en faire un outil permettant à chaque individu de développer son capital de « compétences ». C'est ce qui rend d'ailleurs complètement inopérante la transmission des savoirs, lesquels ne sont plus enseignés pour eux-mêmes. La question de la technologie vient ensuite se greffer dessus : puisqu'on a des visées purement utilitaristes, on éprouve le besoin de s'adapter totalement à la supposée modernité. On fait donc entrer les technologies modernes dans →

François Hollande délivre un discours sur la transformation numérique de l'enseignement, Paris, décembre 2016.

« Il ne faut ni le "tout numérique" ni le "zéro numérique". »

(Jean-Michel Blanquer)



l'école à grands coups de subventions étatiques ou régionales – chacun voulant des tablettes pour ses collégiens –, au lieu de donner aux élèves la capacité, par les savoirs, d'ensuite utiliser ses outils. Il suffit de lire les dernières enquêtes PISA sur l'usage des technologies pour s'apercevoir que les pays qui sont les plus performants dans ce classement sont justement ceux où les élèves utilisent le moins internet et les ordinateurs, aussi bien à l'école que chez eux !

J.-M. B. Sur la question du numérique, le mot-clé est « discernement ». Il ne faut ni le « tout numérique » ni le « zéro numérique ». Je distingue les âges de la vie. Comme vous l'avez écrit, de 0 à 7 ans, les écrans peuvent être tout à fait nocifs. Cependant, faut-il ignorer les révolutions majeures qui se produisent sous nos yeux, notamment dans les domaines de la robotique et de l'intelligence artificielle ? Aujourd'hui, des robots interviennent devant des enfants autistes et jouent un rôle-clé pour le développement de leur sociabilité. Donc, on doit bien se garder, au nom d'une pensée républicaine, qui est la mienne, de basculer dans une pensée antimoderne,

qui exclurait le numérique au nom des dangers bien réels qu'il recèle.

N'y a-t-il pas, tout de même, au sein de l'Éducation nationale une fétichisation du numérique et des écrans ?

N. P. Qui coûte très cher et qui permet d'enrichir les GAFA ! D'autant que l'Éducation nationale vient de faire entrer le loup dans la bergerie en autorisant les outils proposés par Apple et Google, qui vont tuer les acteurs français du numérique scolaire et dont le but est à la fois de récolter des données et de se préparer un vivier de futurs consommateurs. Déjà, Najat Vallaud-Belkacem avait consenti un contrat de 11 millions d'euros à Microsoft...

J.-M. B. : Vous avez largement raison, mais ce n'est pas une fatalité ! Il serait absurde que cela nous amène à ne pas avoir de politique numérique à l'école. La liberté dont vous parlez se conquiert progressivement, aussi ce qui se passe à l'école primaire doit-il être différent de ce qui se passe au collège et au lycée. Le numérique

doit jouer un rôle important dans le secondaire, mais un rôle pensé, construit ; ne serait-ce que pour que nos élèves soient outillés pour la civilisation numérique dans laquelle nous entrons.

J.-M. B. : « Nous sommes dans cette situation d'inégalité, car beaucoup de choses contre-productives ont été entreprises au nom de l'égalité. »

Le chaos créé par le logiciel Admission post-bac (APB), qui a laissé des milliers de bacheliers sans affectation à l'université, a surtout été commenté sur le plan technique. Au fond, ce bug a révélé l'hypocrisie d'un système qui prétend que 90 % d'une classe d'âge peut entrer à l'université : les bonnes formations étant sélectives, ne faut-il pas enfin instaurer une sélection à l'entrée de l'université ?

N. P. : Il faut acter la mort du baccalauréat tel qu'il existait quand il sélectionnait et en faire un diplôme de fin d'études qui ne donne donc plus droit à l'entrée dans n'importe quelle filière. Cela laisserait aux universités le soin de sélectionner leurs élèves en fonction de prérequis, en définissant ce qu'il faut savoir quand on entre dans telle ou telle formation.

J.-M. B. : Sans aller jusque-là, nous allons lancer une réforme du baccalauréat qui portera pleinement ses effets en juin 2021 et dont l'état d'esprit est de remuscler ce diplôme, de lui redonner son plein sens, notamment en réduisant le nombre de matières à l'écrit, celles-ci étant plus approfondies par les élèves.

Ce qui signifie qu'on reviendra à des taux de réussite plus modestes ?

J.-M. B. En tout cas, la sincérité de la correction caractérisera les temps futurs.

Le rôle de l'école, vous l'avez dit, n'est pas seulement de transmettre des savoirs, mais de les transmettre à tous, ou en tout cas de donner à tous les moyens de les acquérir. Comment accomplir cette promesse d'égalité sans sombrer dans l'égalitarisme que vous dénoncez l'un et l'autre et qui a – vous l'avez souligné – produit encore plus d'inégalités ?

J.-M. B. Nous sommes dans cette situation d'inégalité, car beaucoup de choses contre-productives ont été entreprises au nom de l'égalité. Nous devons avoir

confiance dans la capacité de tout enfant à progresser grâce à l'éducation. Mais si nous voulons que les enfants issus des milieux défavorisés puissent développer leur excellence sans discrimination, il est indispensable d'avoir de l'ambition pour eux. Or, trop souvent, une fausse bienveillance a conduit à tirer le système vers le bas, pour ne pas les discriminer.

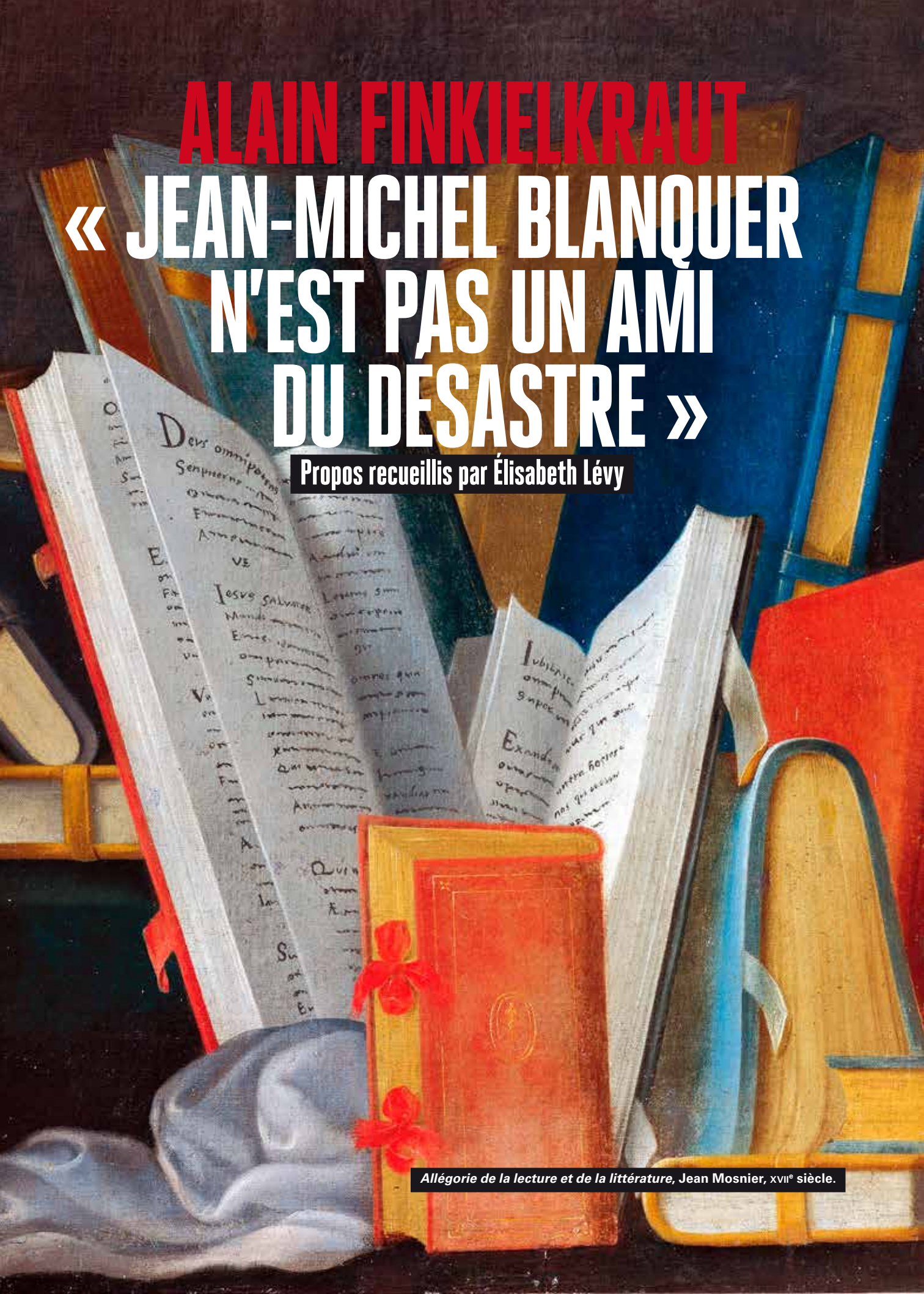
N. P. J'ai le souvenir d'une discussion avec l'ancien patron de la FSU, Gérard Aschieri. Alors que je critiquais l'uniformisation des parcours scolaires et le tabou du redoublement, il me fit cette réponse : « *Vous avez une conception individuelle de la réussite, nous, nous avons une conception collective.* » Or, il me semble que l'individu et la société doivent être pensés en même temps. On s'est imaginé qu'il ne fallait surtout pas valoriser l'excellence et la volonté individuelle de s'en sortir des enfants, c'était une grave erreur. On a fait prévaloir pendant des années le dogme de l'hétérogénéité des classes : il fallait mélanger les élèves de niveaux différents pour tirer vers le haut les élèves en difficulté. Or, ce qui est valable quand les différences de niveau sont minimes ne l'est plus quand certains élèves de collège ou de lycée sont à la limite de l'illettrisme. Ce faisant, on a fait fuir de certains établissements les classes moyennes, dont les parents pensaient que leurs enfants seraient dans de mauvaises conditions pour apprendre. Et l'on a sacrifié les meilleurs élèves de milieux défavorisés en les condamnant à rester dans des classes où il devenait impossible d'apprendre. La seule solution, ce sont des classes de niveau, ou du moins des filières d'excellence dans chaque établissement. Certains, comme l'ancienne ministre, s'imaginent que cela ne profitera qu'aux riches. Comme s'il était impensable qu'un pauvre puisse réussir dans une filière d'excellence. Ils confondent mixité sociale et mixité scolaire, et croient qu'il faut mélanger les niveaux scolaires pour mélanger les classes sociales. C'est au contraire en valorisant l'excellence, le dépassement de soi chez tous les élèves qu'on maintiendra les classes moyennes dans le public et qu'on permettra aux meilleurs des milieux défavorisés d'être tirés vers le haut.

Ne traitons pas les enfants comme des demeurés qui seraient traumatisés par la moindre mauvaise note. Au contraire, il faut leur montrer qu'il y a des difficultés et, du coup, les valoriser quand ils ont travaillé. La plupart aspirent à cette émulation, car la dignité humaine passe par la fierté d'être allé au bout de soi-même.

Donc, le désastre est réversible ?

J.-M. B. Bien sûr !

N. P. Oui, sans doute. Mais il faudra du temps. Et beaucoup de détermination. •



ALAIN FINKIELKRAUT

« JEAN-MICHEL BLANQUER N'EST PAS UN AMI DU DESASTRE »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

Allégorie de la lecture et de la littérature, Jean Mosnier, XVII^e siècle.

Même si la marge de manœuvre du ministre est extrêmement réduite, on ne peut qu'approuver sa volonté de rompre avec l'esprit de la réforme pour revenir à celui de l'égalité républicaine.

Causeur. On se rappelle le plaisir que vous a procuré la grimace de Najat Vallaud-Belkacem le jour de la passation des pouvoirs avec Jean-Michel Blanquer. Si vous êtes plutôt dubitatif sur le progressisme d'Emmanuel Macron, vous avez un préjugé favorable pour le ministre de l'Éducation nationale.

Alain Finkielkraut. C'est la première fois depuis longtemps, en effet, que la nomination d'un nouveau ministre de l'Éducation nationale me donne de l'espoir. Pour expliquer les raisons de ce relatif optimisme, il faut partir de loin. Comme le montre Tocqueville, les sociétés démocratiques mettent l'égalité au principe du vivre-ensemble : s'il y a encore, bien sûr, des maîtres et des serviteurs, des riches et des pauvres, des dirigeants et des dirigés, les frontières entre ces classes sociales ne sont plus étanches et il revient à l'école d'y veiller. Celle-ci, en démocratie, a pour ambition d'offrir le grand héritage de la culture à tous, sans distinction de naissance ou de fortune, et d'ouvrir les carrières aux talents. Mais Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, dans deux livres qui ont fait date, *Les Héritiers* et *La Reproduction*, ont montré que l'école ne faisait pas ce qu'elle disait et ne disait pas ce qu'elle faisait. Derrière le paravent de ses grands idéaux égalitaires, affirmaient ces deux éminents sociologues, l'école perpétue l'inégalité et pire encore, sadisme suprême, elle la légitime en permettant aux privilégiés de ne pas apparaître comme tels et en persuadant les mal lotis qu'ils devaient leur destin scolaire et social à leur absence de don ou de mérite. Comme le dit Jean-Pierre Le Goff dans son livre, *Mai 68, l'héritage impossible*, ces interprétations ont rencontré un écho considérable. L'école vit depuis lors sous le régime de la réforme et ce qui inspire cette réforme continue, c'est le souci de la justice sociale.

Mais la mission que vous assignez à l'école, « offrir l'héritage à tous », a aussi quelque chose à voir avec la justice sociale, non ?

Bien sûr ! Mais ce n'est pas la façon dont les réformateurs s'y sont pris. Pour combattre l'iniquité, on a proclamé, et c'est là que le bât blesse, l'égalité de tout avec tout : du rap avec la littérature, de la culture des

jeunes avec la culture scolaire et des modes d'expression les plus frustes avec les plus élaborés. À la fin du siècle dernier, Ségolène Royal a préconisé dès l'école primaire une pratique accrue de l'oral au détriment de l'écrit, jugé trop favorable aux enfants de milieux favorisés. La spontanéité de la parole représentait pour la secrétaire d'État la garantie de l'égalité et de la justice sociale. Najat Vallaud-Belkacem, avec un fanatisme souriant, est allée jusqu'au bout de cette logique. Ainsi l'égalité comme « non-discrimination » a-t-elle tué l'égalité des chances, car dans l'univers dévasté qu'est aujourd'hui l'école, seuls les héritiers – ou « des » héritiers, pas tous – peuvent encore tirer leur épingle du jeu. On lit dans un rapport de l'Institut Montaigne que la proportion d'élèves d'origine modeste dans les quatre plus grandes écoles – Polytechnique, l'ENA, HEC et Normale sup – a fortement chuté, passant de 29 % au début des années 1950 à seulement 9 % à la fin du xx^e siècle.

Si le ministre veut redonner sens au baccalauréat, il rencontrera l'opposition de toute la presse dite de gauche et il mettra les élèves dans la rue sous les applaudissements du SNES et de la FCPE.

Et vous pensez, donc, que le ministre va mettre fin à cette démocratisation par le bas ?

Blanquer, me semble-t-il, veut rompre avec l'esprit de la réforme pour revenir à celui de l'égalité républicaine. Voilà pourquoi j'ai accueilli avec faveur sa nomination, et d'ailleurs, à peine entré en fonction, il a décidé de rétablir les classes bilangues et de sauver les langues anciennes, dont la disparition était programmée par le précédent gouvernement. Mais l'autre égalité n'a pas dit son dernier mot : si le ministre veut redonner sens à l'examen totalement démonétisé qu'est devenu le baccalauréat, il rencontrera l'opposition de toute la presse dite de gauche et il mettra les élèves dans la rue sous les applaudissements du SNES et de la FCPE. J'ai de l'espoir, mais je sais aussi que sa marge de manœuvre est extrêmement réduite.

De plus, l'évolution de l'école n'a-t-elle pas répondu aux attentes d'une société toujours plus individualiste, toujours moins tournée vers l'effort ? L'école subit peut-être le règne des écrans et pratique une certaine soumission vis-à-vis de celui-ci, mais elle ne l'a pas inventé. Si les enfants arrivent en classe saturés d'images, ce n'est pas à cause de l'école. →



Alain Finkelkraut.

Il est vrai que l'environnement de l'école lui est aujourd'hui moins favorable que jamais. Nous vivons, avec les nouvelles technologies, sous le règne de l'immédiat : tout est disponible, tout est accessible. Il est devenu très difficile de demander aux élèves un effort, de requérir leur attention, de les armer de patience, de les faire passer, pour se comprendre et pour comprendre le monde, par le truchement des signes d'humanité déposés dans les œuvres de culture. Le fétichisme technologique d'une partie des nouvelles élites n'arrange pas les choses.

Vous pensez aux professeurs ?

Oui, mais pas seulement. Jean-Michel Blanquer, parmi ses premières mesures, a annoncé la confiscation, pendant les heures de classe, des téléphones

portables. À peine avait-il fait cette déclaration qu'un porte-parole d'un grand syndicat de professeurs des écoles protestait sur une chaîne d'information continue en disant que les portables étaient des outils pédagogiques d'une valeur inestimable. Ce que beaucoup d'experts confirment en assurant que tous les problèmes vont être résolus par la généralisation des ordinateurs et des tableaux-écrans. Ils comptent sur internet pour mettre fin à la pratique antédiluvienne du cours magistral. À tous ces fous du numérique, je voudrais rappeler que le directeur technique d'eBay, les cadres supérieurs de Yahoo, Google et Apple envoient leurs enfants dans des écoles déconnectées ! Seulement du papier, des stylos, des aiguilles à tricoter et parfois de la terre glaise. De bons vieux tableaux noirs, des pupitres en bois et des encyclopédies sur

des étagères, contribuent, dit-on, à l'ambiance rétro. Car la conviction est répandue parmi ces *startuppers* que la technologie n'améliore pas le niveau des élèves et, bien au contraire, qu'elle les divertit et les détourne du savoir. Celui qui va sur internet a toutes les chances de se retrouver à faire autre chose que de la recherche : regarder des vidéos sur YouTube, les résultats sportifs ou échanger sur Facebook. Les concepteurs de Google et de l'iPad sont parfaitement conscients du phénomène d'addiction qu'ils créent et ils veulent en préserver leurs enfants. Inspirons-nous de cette sagesse et sachons faire profiter tous les élèves des merveilles de la déconnexion !

Compte tenu de tout cela, le désastre à l'œuvre depuis des décennies est-il réversible ? Concrètement, peut-on faire remonter le niveau des élèves après l'avoir laissé filer ?

Je suis dubitatif, mais on n'a pas le droit de rester les bras ballants devant le champ de ruines qu'est devenue l'école. Il faut la rebâtir et l'on peut faire ce crédit à Jean-Michel Blanquer : il n'est pas un ami du désastre. Mais dans la bataille féroce qui oppose à l'école les deux idées de l'égalité, celle du grand nivellement a malheureusement pour elle d'être portée par l'idéologie antiraciste. Rétablir les humanités dans leur droit à l'âge de la diversité culturelle, c'est encourir les foudres de la nouvelle bien-pensance.

Je crois que l'idée qu'une même formation allant jusqu'au baccalauréat et à l'université pour tous les élèves n'est pas tenable.

On verra déjà si les déclarations d'intention au sujet du latin et du grec sont suivies d'effets. Mais il y a un autre aspect de la pensée du ministre que l'on peut interroger : un certain utilitarisme qui va à l'encontre de sa défense des humanités et qui se dévoile, par exemple, dans son obsession pour les classements, comme celui de Shanghai.

Le classement de Shanghai est une fumisterie. Les critères, ce sont le nombre de prix Nobel, le nombre de médailles Fields, le nombre de publications, majoritairement sinon même exclusivement, dans des revues américaines. La qualité de l'enseignement et le niveau des élèves ne sont pas pris en compte. Il faut donc absolument se libérer de cette emprise, quitte à se faire taper sur les doigts par les médias vigilants. Mais il y a une autre difficulté, et je ne suis pas sûr que Jean-Michel Blanquer ait les moyens de l'affronter. Pour que l'école mérite à nouveau son nom, il faut impérativement rendre sa dignité au concept de

sélection. « *Nous demandons un enseignement secondaire très largement ouvert*, écrivait Marc Bloch. *Son rôle est de former des élites, sans acception d'origine ou de fortune. Du moment qu'il doit cesser d'être un enseignement de classe, une sélection s'imposera.* » Ce grand discours républicain est perçu comme réactionnaire. L'anti-élitisme fait rage et reporte la sélection à la fin de la première année d'université. Une masse immense d'étudiants se retrouve alors sur le carreau. Le ministre de l'Éducation aura-t-il les coudées franches pour mettre fin à cette hypocrisie et à cette démagogie ? C'est toute la question.

En tout cas, il a annoncé son intention de remonter le niveau du bac.

Mais aura-t-il le courage de dire que, demain, on appellera « bon cru » une année où 60 % des élèves seront reçus ? Je n'en suis pas sûr.

Certains, comme Natacha Polony, reprochent à Blanquer une vision trop libérale qui le pousserait à confondre la compétition intellectuelle avec une forme de concurrence économique et à vouloir acoquiner l'école et l'entreprise de manière plus étroite. Pensez-vous que son approche soit trop utilitariste, économiste ?

Sur cette question, ma religion n'est pas faite. Je crois aussi que l'idée qu'une même formation allant jusqu'au baccalauréat et à l'université pour tous les élèves n'est pas tenable. Si donc une certaine ouverture de l'école au monde économique peut permettre une meilleure orientation, je crois qu'on ne doit pas lui opposer le principe auquel, par ailleurs, je suis moi-même attaché de la sanctuarisation de l'univers scolaire. Parce qu'après, la surpopulation des amphithéâtres de psychologie, c'est tellement triste et tellement grotesque.

À ce moment-là, devrait-il – et peut-être le fera-t-il – s'attaquer carrément au collège unique ?

Mais oui, je pense aussi que ce sera l'un des chantiers.

Vous êtes en contact avec des profs qui vous écrivent – ce qui prouve que la grande époque des salles des profs exclusivement peuplées de gauchistes est révolue. D'après vous, comment le monde des profs se partage-t-il entre les deux idées de l'égalité que vous avez définies ?

Je n'ai pas de chiffres. Je connais de jeunes agrégés qui veulent, quoi qu'il leur en coûte, être face à leurs élèves les représentants de la culture, c'est-à-dire, comme disait Péguy, « *des poètes et des savants qui ont fait l'humanité* ». Il y a aussi nombre de professeurs qui, déculturés eux-mêmes par un enseignement au rabais et galvanisés par le principe de la non-discrimination, contribuent au désastre au lieu de tout mettre en œuvre pour y remédier. •

DU MASOCHISME EN MILIEU ENSEIGNANT

Par Anne-Sophie Nogaret

On ne compte plus les profs insultés voire violentés par leurs élèves. Loin d'être soutenus par leur hiérarchie, ils n'ont le plus souvent droit qu'au mépris. Mais pourquoi au lieu de se révolter, les enseignants font-ils preuve d'une soumission toujours accrue ?

Enceinte de six mois, poussée volontairement dans l'escalier par un élève, Anne évite de peu la fausse couche : son proviseur l'enjoint de ne pas porter plainte. Alors qu'il fait cours, Cyril se fait traiter d'« *enculé* ». Son chef le somme de s'excuser auprès de son insulteur, en présence des parents de celui-ci : c'est au prof qu'il revient, l'avise-t-on, « *d'apaiser les tensions* » afin de « *normaliser la relation* » à l'élève. Aberration isolée ? Cas particulier ? Non, ces réactions correspondent exactement aux consignes données par le ministère de l'Éducation nationale. Ainsi, est-il maintenant d'usage qu'on ramène dans nos classes les élèves que nous venons d'exclure. Ainsi, les insultes, les menaces, les coups mêmes échangés dans le cadre d'un établissement sont-ils au mieux « *sanctionnés* » par un « *sursis* », assorti pour les cas les plus lourds d'un changement de classe. Face à cet abandon délibéré de la part de l'institution qui les emploie, aucune rébellion, pourtant, de la part des profs. Dociles, ils acceptent sans broncher l'humiliation que constitue l'inversion totale des valeurs et des rôles qu'on leur inflige.

Le prof, fusible de l'idéologie

Certes, le fonctionnaire a une obligation à l'égard de sa hiérarchie. Cependant, cette obligation n'a aucune légitimité si elle ne va pas de pair avec la solidarité de l'institution à l'égard de ceux qui travaillent pour elle. Or, lorsque le prof français des années 2000 est agressé, non seulement il n'est pas soutenu par ses supérieurs,

mais il se voit d'emblée considéré par eux comme un coupable en puissance. Cette aberration administrative est directement liée à l'idéologie : malgré un discours qui prétend le contraire, l'élève n'a en réalité plus aucun compte à rendre à une institution scolaire qui l'« *inclut* » désormais inconditionnellement. Ainsi chargés par le ministère d'appliquer une « *bienveillance* » à tous crins, y compris et surtout envers les cancrs et les fauteurs de troubles, les personnels de direction se voient de surcroît sommés – bien que tacitement – de mentir par omission sur les conséquences concrètes de ces mesures. En effet, le réel n'a pour l'Éducation nationale qu'une raison d'être : confirmer la pertinence et l'efficacité de ce qui se décide Rue de Grenelle. Ainsi le prof, bien placé pour connaître les effets de l'idéologie appliquée, constitue-t-il le fusible à faire sauter en priorité lorsque le réel fait irruption. Témoin gênant, il représente par ailleurs l'unique maillon sur lequel un proviseur peut agir sans risque : procéduriers, parents et élèves n'hésitent pas à brandir la menace judiciaire, dérangeant l'invisibilité statistique des « *incidents* » exigée par le rectorat.

Pour priver ce réel déplorable de toute visibilité, absentéisme, retards, travaux non faits, incivilités, insultes et agressions seront donc minorés, excusés, voire justifiés par l'institution. « *Le règlement intérieur, c'est la dictature !* » m'a un jour assené en public mon proviseur pour me faire comprendre qu'il fallait cesser de refuser les élèves en retard. « *Quoi, vous osez demander un conseil de discipline au prétexte que l'élève Machin vous a traitée de salope et exprimé son désir de vous casser la gueule ?* » me fut-il reproché une autre fois. Il n'en est pas question, me dit-on, au lycée comme au rectorat : « *Qui êtes-vous donc pour prétendre gâcher ainsi l'avenir de ce jeune ?* »

La verticalité et la notion même de règle commune sont d'emblée récusées. Est parallèlement exalté jusqu'à l'absurde un discours maternel, fondé sur la logique politiquement correcte du victimat : que deviendrait, nous accuse-t-on, l'absentéiste, le caractériel, le délinquant, hors de l'Éducation nationale ? L'excuse →



Le professeur remplaçant, illustration tirée du Livre-Cœur, roman pour enfants du XIX^e siècle.

sociologique, l'excuse culturelle et l'excuse psychologisante sont systématiquement mises en avant pour surseoir à toute velléité d'exercice de l'autorité. Ce qui place devant les profs un public de plus en plus divers – à tout point de vue –, et potentiellement poussé à la transgression par l'impunité efficacement relayée par l'administration, CPE et direction. Petits rigolos et gentils glandeurs, mais aussi caïds et psychopathes ont vite compris quels avantages tirer de la faiblesse auto-organisée de l'institution.

Sadomasochisme en milieu enseignant

C'est ainsi que l'institution saborde en toute légalité le métier de professeur. Mais comment expliquer que celui-ci, malgré un statut qui reste protecteur, se soumette à un ordre qu'il pourrait à tout le moins remettre en cause ? La solidarité de principe que revendiquent si vivement les profs relève en effet trop souvent de la posture. Dès qu'il s'agit de s'opposer à l'administration, les bruyantes déclarations de soutien tournent vite au silence gêné, voire au retournement intégral de veste. « À la suite du cinglant désaveu du proviseur qui avait décidé, contre notre avis, de faire passer des élèves en khâgne, nous lui avons collectivement écrit, raconte Éva. Ça l'a rendu fou. En quelques heures, tous mes collègues se sont dédités. Certains ont même voulu aller s'excuser, m'expliquant qu'on avait été trop loin... Je me suis retrouvée comme une gourde. Il n'était pourtant question que de prendre rendez-vous avec lui. »

Le plus sidérant dans ce monde dénué de bon sens est bien que les profs courbent l'échine – souvent avant qu'on le leur demande – alors même qu'ils ne risquent rien, ou si peu. Reprenant à leur compte le discours culpabilisateur qui leur est tenu, taisant les insultes ou l'hostilité subies, ou, si elles viennent à être connues, les minimisant, les excusant, hésitant de plus en plus à réclamer des comptes : qui sont-ils après tout pour juger ? Sachant désormais qu'ils risquent fort d'être eux-mêmes mis en position d'accusé en cas d'« incidents », selon l'euphémisme en vigueur, les profs non seulement s'écrasent, mais peuvent encore à l'occasion se transformer en commissaires du peuple bénévoles, prêtant main-forte à l'administration contre leurs collègues.

Scier la branche intellectuelle...

Lâcheté, oui, bien sûr. Volonté de complaire à la direction, sommée elle-même de tout étouffer, évidemment. Mais il y a aussi le fait que l'idéologie du corps enseignant, majoritairement formé par une université française que l'après-68 a peuplé de militants, est parfaitement raccord avec celle du ministère. Sauf exception, le prof se veut « de gauche ». Au nom de la sociologie de Bourdieu, on lui a fait comprendre dans les années 1970 que la culture était inique. Vingt ans plus tard, le désaveu pédagogique franchit un nouveau seuil, avec la loi Jospin et ses 80 % d'une classe d'âge au bac. Ainsi a-t-on préparé le terrain de la soumission du prof et ce avec sa

pleine collaboration : il admet implicitement que l'autorité intellectuelle, signe de domination bourgeoise, ne doit plus être le socle de son métier. À partir de là, le savoir n'a plus de raison d'être à l'école. À partir de là, notre métier perd son soubassement.

Ainsi, comme la loi le prévoit, toujours pour des raisons strictement idéologiques (« la réussite pour tous »), voyons-nous systématiquement nos décisions (redoublements, notes et appréciations) battues en brèche, dès lors qu'elles sont susceptibles de déplaire à l'élève et à ses parents. Nous sommes contraints de laisser passer dans la section ou la classe de leur choix des élèves ayant 5/20 de moyenne générale. Contraints de donner le bac à des élèves ayant échoué à l'oral de rattrapage sous des prétextes de plus en plus délirants : un collègue a assisté à un jury de bac où, en dépit des notes obtenues, le sésame fut pourtant délivré à un candidat au prétexte que son frère jumeau avait, lui, réussi. « Quel traumatisme ce soir pour celui qui a échoué ! On ne peut pas lui infliger ça... » justifia les larmes aux yeux une correctrice, vite suivie par le président et le reste du jury. C'est ainsi que nos évaluations, chiffrées ou pas, sont depuis des années vidées de sens et de substance. L'autocensure joue à plein : devançant l'appel, le prof gonfle ses notes, édulcore ses remarques et appréciations pour éviter les frictions.

Regarder sombrer la laïcité

Certaines réalités plus récentes suscitent toutefois chez lui un profond malaise. Pourtant, les revendications liées à l'islam politique qui se multiplient, y compris dans des lycées sans histoires (bandeaux couvrant tous les cheveux, refus de prononcer ou d'écrire certains mots, manifestations d'hostilité ouverte face à certains sujets), ne suscitent en salle des profs qu'un silence embarrassé. « Dans mon lycée, on a des dizaines de gamines en abaya, portant des gants noirs. Elles refusent de figurer sur les photos de classe. Elles se bouchent les oreilles quand on parle du dieu trompeur de Descartes... ou de contraception. C'est insupportable. En salle des profs, pourtant, personne n'en parle, ou alors entre deux portes, furtivement », raconte Benoît. Le musulman, cette victime, cet ex-colonisé, souvent arabe ou noir, ne saurait faire l'objet, en effet, d'un jugement et encore moins de l'application de la loi, tant est forte la crainte d'être accusé de racisme ou d'islamophobie.

Ne nous y trompons pas, la majorité des profs est véritablement attachée à la laïcité. S'ils se taisent, ce n'est pas par conviction mais parce que, sur ce sujet comme sur tant d'autres, ils ne peuvent pas compter sur le soutien des directions. J'ai moi-même entendu un proviseur annoncer clairement aux profs présents qu'il n'appliquerait pas la loi sur le voile : « C'est l'interdit qui crée le problème ! Et puis les barbus ont déjà bloqué le lycée une fois, pas question que ça recommence. » Comment le prof dans ces conditions pourrait-il combattre des nuées de gamines



Graine de violence, Richard Brooks, 1955.

voilées ? Du reste, un chef d'établissement droit dans ses bottes ne suffit pas : encore faut-il qu'il ait confiance en sa propre hiérarchie... « *Mon proviseur est bien d'accord sur le fait qu'il faut endiguer ce débordement islamique, mais il marche sur des œufs : il craint à juste titre que le rectorat ne le soutienne pas en cas de conflit avec des élèves musulmans* », poursuit Benoît.

Nouvel écosystème enseignant

En réalité, les personnels de direction jouent un rôle essentiel dans l'absence totale d'estime de soi des profs et dans la destruction psychique des équipes pédagogiques. Sur la dizaine de proviseurs croisés au cours des dix dernières années, huit exprimaient un mépris sans failles pour les enseignants et avaient systématiquement recours à la manipulation pour obtenir le silence exigé par les rectorats. « *Il y a une nette caporalisation des personnels de direction, constatent Michel et Anne, respectivement prof en lycée et en prépa. Ce sont maintenant de petits chefs sans aucune vision de l'école, agissant en managers et voulant simplement faire carrière. Détestant la culture, ils ont des comptes à régler avec les profs de lettres classiques, de philo ou tout simplement avec ceux qui ont une autonomie intellectuelle.* »

À partir du moment où l'institution et la loi sapent l'autorité intellectuelle et statutaire des profs se crée de façon quasi darwinienne un biotope peu favorable aux adeptes du savoir et du bon sens. Lesquels ont alors tendance à quitter le navire, s'estimant à juste titre inadaptés aux conditions actuelles d'exercice de leur métier. L'infla-

tion des démissions (multipliées par deux en quatre ans dans le secondaire) confirme l'hypothèse. Survivront en revanche dans le marigot idéologique créé par les ministres successifs les éléments les plus adaptés, qu'ils soient incapables d'autonomie intellectuelle, carriéristes ou cyniques. Dans un tel système, les profs deviennent de petits fonctionnaires sans caractère particulier. « *Les jeunes collègues ont un niveau très bas et ne sont pas à l'aise avec la transmission, confirme André. Ils préfèrent les activités aux cours. Peu armés intellectuellement, ils sont bien adaptés au métier d'enseignant tel qu'on demande aujourd'hui de le pratiquer. Sensibles à la défense du statut et des salaires, ils n'ont majoritairement pas de réflexion sur le fond de notre métier.* »

Les conditions de recrutement des profs (décrites ici : www.letudiant.fr/examen/concours-fonction-publique/dans-les-coulisses-du-capes-de-lettres-modernes.html) révèlent que l'abaissement du niveau intellectuel, des élèves comme des profs, est voulu par l'institution, car il garantit leur docilité face aux mesures les plus insensées. La haine de soi du prof, qui est en fait la haine du métier de prof en tant qu'il sait et transmet, s'engendre maintenant elle-même, en ce qu'elle devient un critère de recrutement. La boucle est désormais bouclée. •



Anne-Sophie Nogaret, *Du mammouth au Titanic*, L'Artilleur, 2017.

OUBLIER BOURDIEU

Par Barbara Lefebvre



Conférence de presse de Florence Robine et Najat Vallaud-Belkacem, juin 2016.

Ce ne sont ni les moyens budgétaires ni l'expertise de ses enseignants qui manquent à l'Éducation nationale, c'est le courage politique de transmettre à nouveau à tous les élèves le meilleur de la culture française. Le défi est lancé.

Vingt-quatre heures après la nomination de Jean-Michel Blanquer comme ministre de l'Éducation nationale, le *Café pédagogique*, site refuge des inquisiteurs de la pédagogie constructiviste, lui consacrait un long article pour l'accabler, le qualifiant d'« idéologue » et annonçant qu'il incarnait le

« retour des émigrés de la Sarkozie » : c'est dire s'il est sur la bonne voie !

Les messieurs Homais de la pédagogie craignent d'autant plus le nouveau ministre qu'il connaît la maison. Quoi qu'on pense de lui, il a une vision articulée sur l'éducation, fondée sur son expérience à la fois

politique – sous les ministères de Robien et Chatel – et pédagogique – au rectorat de Créteil puis à l'Essec. Son projet pour l'école, développé dans le cadre d'une collaboration avec l'Institut Montaigne, est exposé dans différents ouvrages et articles de presse. Quant à se demander si ce projet est « macronpatible », encore faudrait-il savoir quel était le programme pour l'éducation du candidat *En Marche !* Autrement dit, Blanquer devra-t-il renoncer à certaines de ses idées pour coller aux objectifs du président, à supposer que celui-ci en ait d'autres que « *faire des économies* » ? En tout état de cause, Emmanuel Macron a choisi de confier les destinées du ministère à un homme expérimenté, soucieux de dépassionner les débats et de cultiver l'optimisme, deux défis phénoménaux quand il s'agit de l'école. Pour le moment, on peut dire que le tandem Françoise Nyssen-Jean-Michel Blanquer a été plutôt bien accueilli Rue de Grenelle. Aura-t-il le temps, le soutien politique et les moyens indispensables – trois éléments qui manquèrent à bien des ministres – pour accomplir une œuvre pérenne ?

L'arrivée de Blanquer va par ailleurs réveiller les pédagogues qui se donneront quelques frissons militants en menant le combat contre le ministère au nom de « *l'égalité des chances* », expression-valise de la doxa – avec le « *vivre-ensemble* » et le « *devoir de mémoire* ». Reste à savoir s'ils ont encore une colonne vertébrale idéologique. Considérant d'une part l'état intellectuel et politique de la gauche, d'autre part les conséquences calamiteuses des réformes des trois ministres de Hollande qu'ils ont soutenues – en particulier celle de Najat Vallaud-Belkacem –, rien n'est moins sûr. Le temps du duo fusionnel que Najat Vallaud-Belkacem constituait avec la directrice générale de la Degesco¹, Florence Robine, a pris fin avec la nomination de Robine à la tête du rectorat de Nancy-Metz. L'état de l'école, révélé régulièrement par les enquêtes internationales (Pisa, Timms) et nationales de la Depp² ou du Cnesco³, suscite un tel désarroi chez les enseignants et les familles que tout le monde s'accorde sur le besoin impérieux d'un changement fondamental, concret et rapide. Ce ministre, plus que tous les autres, va devoir prendre le « mammouth » par les défenses.

Il est évidemment trop tôt pour juger l'action du ministre Blanquer. On peut néanmoins se faire une idée sur ses grandes orientations à la lecture de son livre *L'École de demain*⁴ et à l'examen des quelques mesures prises depuis le 18 mai.

Dans les écrits de Blanquer, on est d'abord surpris par l'importance accordée à « *la preuve scientifique* » pour étayer ses propositions. Certes, il est important de développer l'évaluation, qu'il s'agisse de celle des élèves,

des enseignants, des établissements, des recteurs, des inspecteurs, des syndicats ou des associations de parents d'élèves. Tout ce petit monde doit accepter que leurs actions soient jugées à l'aune de missions. Cependant, les statistiques sont à manier avec prudence, car chacune produit sa contre-statistique.

Ainsi, s'il est difficile de nier la baisse du niveau – en français en particulier – scientifiquement évaluée depuis plus d'une décennie par différentes officines, la validation « scientifique » des expérimentations menées pour y remédier est beaucoup plus hasardeuse. Certaines expériences ont besoin de temps, il serait dommageable de les évaluer trop tôt. Il faudrait en revanche évaluer, et très en amont, ceux qui, forts des moyens et des encouragements institutionnels, jouissent du pouvoir d'expérimenter ! En effet, les élèves ne sont pas des cobayes. Ce sont des enfants que leur famille nous confie pour qu'ils quittent la classe moins ignorants qu'ils n'y sont entrés. Jusqu'ici, les pédagogistes ont expérimenté à tout va, le plus souvent sans se soumettre à la moindre évaluation – et quand ils y consentaient, c'était une forme d'auto-évaluation ! Il faudra au passage s'affranchir de leur terminologie fumeuse, novlangue didacticienne diffusée à tous les échelons, qui ne sert qu'à masquer l'idéologie politique qui est à la source de nombre de projets.

L'importance que le nouveau ministre accorde aux disciplines fondamentales, le français et les mathématiques, paraît évidemment de bon augure.

Concernant l'autonomie des établissements, le nouveau ministre n'invente rien : tous ses prédécesseurs, depuis 1996 au moins, l'appellent de leurs vœux et promettent sa mise en œuvre. C'est au nom de « l'autonomie » que le duo Bayrou-Snes lança il y a vingt ans déjà la déréglementation des horaires, cause de tant d'inégalités entre établissements et disciplines, et dont l'enseignement du français a fait les frais, sans parler de l'appauvrissement des contenus. L'institution fixe un minimum horaire national dans chaque discipline, mais les heures restantes sont à la discrétion de chaque chef d'établissement. Bien sûr, en théorie, l'autonomie devrait permettre aux établissements de travailler au plus près des besoins locaux, pour le bénéfice des élèves dont les profils sont devenus si hétérogènes. Dans la pratique, la formation de plus en plus managériale des chefs d'établissement, eux-mêmes soumis à la pression du rectorat, transforme ce « *progrès démocratique* » en clientélisme du petit chef. L'idylle étant loin d'être la règle entre équipe enseignante et direction. Il en résulte dans certains →

Barbara Lefèvre est professeur d'histoire-géographie et enseignante spécialisée.

établissements des négociations sans fin et une concurrence accrue entre les équipes qui nuit au climat de travail entre enseignants. Ainsi les dédoublements des classes de français ont-ils bien souvent été sacrifiés afin d'affecter les heures épargnées à d'autres « projets » plus en phase avec les attentes institutionnelles du moment, par exemple aux profs de technologie qui réclament de petits effectifs pour travailler devant les PC ou aux profs d'EPS dont les propositions correspondent aux goûts supposés des élèves ! En conséquence, les horaires de français dans l'enseignement primaire n'ont cessé d'être rognés au profit d'activités secondaires ayant souvent pour objectif d'acheter la paix sociale dans les établissements ou de faire plaisir à certains enseignants jamais à court de projets, ambitieux pour eux-mêmes sinon pour leurs élèves. Le nouveau ministre a récusé à plusieurs reprises l'idée que l'autonomie des établissements transforme les chefs d'établissement en dirigeants d'entreprise et les enseignants en « *collaborateurs salariés* ». Il est assurément sincère, mais il ne devrait pas négliger les forces contraires, celle des basses mesquineries humaines que l'on efface souvent de la vision « macro » pour justifier les décisions à grande échelle.

Jean-Michel Blanquer a sans doute raison, par ailleurs, de ne pas se focaliser sur la remise en cause du collège unique hérité de la réforme Haby de 1975. Son échec est celui de la massification scolaire ou de la « *démocratisation quantitative* », pour reprendre l'expression d'Antoine Prost : on a ouvert l'enseignement secondaire à tous, mais sans permettre l'accès aux savoirs les plus exigeants. On a accepté de niveler, au nom même du progressisme. On a finalement perpétué des cursus scolaires inégaux, à défaut d'assumer la véritable démocratisation scolaire qui aurait consisté à maintenir un niveau élevé d'exigence de savoirs culturels en mettant en œuvre une différenciation pédagogique efficace et non idéologisée. Tout ce qui aujourd'hui contribuera à remettre les savoirs et la culture au cœur de l'école serait un bon signe pour les familles, les élèves, sans parler des enseignants. De ce point de vue, l'importance que le nouveau ministre accorde aux disciplines fondamentales, le français et les mathématiques, avec l'augmentation de leur dotation horaire, paraît évidemment de bon augure. Ayant enseigné l'histoire-géographie au collège pendant près de vingt ans, je sais que tout se joue entre la fin de la maternelle, le CP et le CE1. Pour beaucoup d'enfants, de milieux populaires en particulier, c'est là que les bases de la langue française, tant orale qu'écrite, s'acquièrent ou pas. Un élève qui quitte le CE1 sans être un lecteur-compreneur fluide n'a que peu de chance de sortir son épingle du jeu. De ce point de vue, la politique d'étalement des apprentissages sur plusieurs années par la création des cycles, autre « grande œuvre » du ministre Jospin, a été une aberration. L'école primaire devrait être consacrée quasi exclusivement à l'apprentissage de la langue française et aux mathématiques : « *savoir peu, mais savoir bien* »

comme le disaient déjà les programmes de 1882. Cela ne revient nullement à appauvrir l'enseignement ; c'est au contraire donner à tous les enfants les outils linguistiques nécessaires pour accéder à des savoirs complexes et être en mesure d'exprimer leur pensée. Aujourd'hui, avec la dernière réforme du cycle, un élève est supposé avoir jusqu'à la fin du CE2 pour apprendre à lire et on peut même attendre la fin de la 6^e pour qu'il ait acquis « *une lecture expressive* ». Merci à Najat Vallaud-Belkacem !

Cela conduit inévitablement à évoquer la question de l'apprentissage de la lecture. En dépit des nombreuses études expertes démontrant la nécessité d'abandonner toute forme de méthode idéologico-visuelle, le parti pédagogue ne veut pas entendre parler de l'approche phonologique, autrement connue sous le nom de syllabique. Elle permet pourtant à tous les enfants de lire en une année, y compris ceux des classes populaires dont les difficultés scolaires servent de rente idéologique aux pédagoges. Ce n'est donc pas seulement en réduisant l'effectif d'un CP à 12 élèves qu'ils apprendront mieux. Je connais nombre d'enseignants en ZEP qui parviennent à apprendre à lire à leurs 25 élèves, sans besoin de dédoublement, simplement parce qu'ils utilisent une méthode progressive et rigoureuse. La méthode syllabique, que Jean-Michel Blanquer a cherché à promouvoir quand il était Degesco – ce qui lui a valu les railleries de certains beaux-esprits des « *sciences de l'éducation* » –, est un enseignement explicite permettant à l'élève de relier phonèmes et graphèmes pour devenir un lecteur autonome, qui n'en sera pas réduit à deviner les mots en fonction de leur morphologie. Espérons que le nouveau ministre et ses équipes auront le courage d'aller jusqu'au bout et de tourner définitivement la page des méthodes ayant laissé tant de nos élèves à l'état de quasi-illettrisme.

La réduction des effectifs de CP et de CE1 en ZEP ne suffira pas, pas plus que la gabegie de moyens ou les expériences sponsorisées d'une Céline Alvarez. Il faut se méfier des nouvelles lubies qui parfois se parent des atours de la science en recyclant du Montessori à la sauce cognitiviste. Il faut se méfier de l'engouement de certains enseignants et experts en éducation pour les neurosciences appliquées au champ éducatif. En tant qu'enseignante spécialisée, je mesure combien les neurosciences nous sont utiles pour comprendre le développement de l'enfant, les fonctions cognitives et leurs troubles, qui affectent sévèrement une scolarité. Les neurosciences montrent l'extraordinaire plasticité du cerveau et prouvent la pertinence de certaines méthodes d'apprentissage. Toutefois, il ne faudrait pas qu'elles deviennent un nouveau Graal, en lieu et place des lubies des pédagoges. Pour autant, il ne s'agit pas de jeter la pédagogie avec l'eau du bain. Les méthodes d'apprentissage sont évidemment essentielles pour que les enseignants soient mieux formés, et donc plus confiants, et moins soumis à la moulinette politico-idéologique constructiviste qui continue à œuvrer dans les Espé, avatar des anciens

IUFM. On pourra réduire les effectifs des classes à l'envi ou mettre l'école au « *tout numérique* », cela n'aura aucun effet tangible tant que l'on affaiblira les contenus et les horaires des enseignements fondamentaux, tant qu'un niveau élevé d'exigence culturelle ne sera pas restauré. La restauration des classes bilingues est un bon signe. Généralisons-les et redonnons au grec et au latin toute leur place au collège.

Enfin, les pédagogistes ont largement contribué à déconsidérer le maître en dépréciant l'acte d'enseigner pour le réduire à un dialogue entre égaux, demandant à l'élève, au nom de la conquête de son « *autonomie d'apprenant* », de faire le travail du maître en « *construisant ses savoirs par lui-même* ». Et tout cela, bien entendu, au nom d'un bourdivisme mal digéré qui prétend lutter contre la domination de la classe bourgeoise élitiste incarnée par l'expertise du maître.

Ce ne sont ni les moyens budgétaires ni l'expertise de ses enseignants qui manquent à l'Éducation nationale, c'est le courage politique et philosophique de donner enfin sens à la démocratisation scolaire en cessant d'offrir toujours moins de culture française à ceux qui ont déjà moins. On a besoin de Montaigne et Flaubert, de Mozart et Saint-Saëns, en ZEP autant, sinon plus

qu'ailleurs. On respecte les élèves en leur transmettant le meilleur de la culture, pas en leur faisant croire qu'ils maîtrisent des « *connaissances et compétences* » validées par le Socle, cet instrument imposé par l'Union européenne depuis une décennie. La France confère à l'école une mission philosophique et une ambition politique trop nobles pour être réduites à des grilles d'évaluation telles que celles qui ont cours dans les entreprises. Voilà des années qu'on nous assure que les temps changent et qu'il faut « *libérer toutes les énergies* ». Avons-nous encore l'intelligence de résister à cette injonction au nom de la culture française et de l'humanisme ? Espérons que Jean-Michel Blanquer ait en tête la mise en garde que nous adressait Charles Péguy il y a plus d'un siècle : « *Pour toute humanité, enseigner, au fond, c'est s'enseigner ; une société qui ne s'enseigne pas est une société qui ne s'aime pas ; qui ne s'estime pas ; et tel est précisément le cas de la société moderne* ». » •

1. La Direction générale de l'enseignement scolaire est la structure administrative centrale qui élabore et met en œuvre la politique éducative.
2. Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.
3. Conseil national d'évaluation nationale du système scolaire, créé par la loi sur la refondation de l'école de Vincent Peillon en juillet 2013.
4. *L'École de demain : propositions pour une Éducation nationale renouvée*, Odile Jacob, 2016.
5. Charles Péguy, « Pour la rentrée » (1904), *Œuvres en prose complètes*, Tome 1, Pléiade, 1987.



François Bayrou, ministre de l'Éducation Nationale, visite une école primaire d'Épinal, mai 1993. « *C'est au nom de l'autonomie que le duo Bayrou-Snes lança il y a vingt ans déjà la déréglementation des horaires, cause de tant d'inégalités entre établissements et disciplines.* »

APRÈS NAJAT, LE RECONFORT ?

Par Nicolas Brenner*



Le nouveau ministre doit promouvoir un retour à une instruction classique. On le traitera de réac, mais c'est ce changement-là qu'attendent des profs, massivement lassés par le bla-bla progressiste.

Discours de Najat Vallaud-Belkacem sur le numérique à l'école, Paris, décembre 2016.

« **B**on alors, le conseil préconise-t-il le redoublement enfin, je veux dire le maintien en seconde ? » Il s'est bien rattrapé, mais cela fait au moins trois ou quatre fois depuis le début du conseil de classe que notre proviseur semble oublier le vocabulaire officiel et la novlangue de la bienveillance. Est-ce l'effet

Blanquer ? Sitôt en poste, notre nouveau ministre a déclaré qu'il souhaitait à nouveau autoriser le redoublement en classe de seconde, que Najat Vallaud-Belkacem avait décidé de bannir des conseils de classe au profit d'un « maintien » en classe de seconde, suggéré et non plus imposé à la famille. J'observe les subtils effets de la nouvelle rhétorique ministérielle sur le discours pédagogique en vigueur.

En attendant les nouvelles mesures qui prendront effet à la prochaine rentrée, nous nous en tenons aux

dispositions imposées par la ministre sortante. Avec une moyenne de quatre en français, deux en maths, cinq en histoire et trois en SVT, l'élève dont nous achevons d'examiner le cas sera orienté en fonction des vœux d'orientation qu'il n'a même pas pris la peine de formuler. La famille a clairement fait savoir lors du trimestre précédent qu'elle ne tiendrait aucun compte des préconisations du conseil de classe pour un « maintien » en classe de seconde au vu des résultats. Nous ne préconiserons donc rien du tout, hormis un passage en première STMG (« sciences et technologies de la gestion et du management ») puisque son niveau ne lui permettra certainement pas de suivre en filière générale.

À dire vrai, son niveau ne lui permettra pas non plus de suivre les cours en filière technologique et les profs qui y enseignent prendront une fois de plus ombrage du fait qu'on expédie en « techno » les élèves dont on ne sait pas quoi faire quand on ne peut pas leur faire redoubler la seconde... pardon, les y « maintenir ». Les élèves qui se sont orientés par choix dans cette filière, dont certains ont un projet professionnel bien établi, observeront une fois de plus avec dépit qu'on prend vraiment leur formation pour une poubelle. Comme les places sont limitées, il est possible que notre candidat à l'entrée en classe de première soit baladé quelque temps d'un lycée à l'autre avant qu'un établissement du secteur consente, de guerre lasse, à lui laisser achever sa scolarité obligatoire entre ses murs. Notre brave cancre finira bien par obtenir son baccalauréat grâce à la « bienveillance » des jurys, grandement motivée par les injonctions ministérielles, au pire après un ou deux essais, si la chance joue vraiment contre lui. Il pourra bien entendu faire une croix sur les filières BTS ou IUT qui recrutent sur dossier et se montrent suffisamment sélectives pour recalculer les élèves dont les bulletins sont garnis de remarques désobligeantes sur l'absence de travail et le mauvais comportement. Toutefois, pour éviter qu'ils ne se retrouvent sans institution susceptible de les accueillir, le système Admission post-bac¹ (APB) impose, depuis décembre 2015, aux bacheliers la formulation obligatoire d'un vœu « pastille verte », c'est-à-dire une filière non sélective dans laquelle une place leur sera – supposément – garantie. Le résultat ne s'est pas fait attendre : dès la rentrée 2016 le système universitaire s'est trouvé partiellement engorgé, incapable d'offrir des places à tous ceux qui avaient fait leur choix « pastille verte », y compris à des bacheliers brillants qui avaient eu le malheur de postuler pour une université non sélective, dont ils étaient écartés par les vertus du tirage au sort et de l'alchimie algorithmique d'APB, tandis que des étudiants médiocres étaient autorisés à aller se ramasser en première année de droit, de SES ou de psycho, où, en dépit des multiples dispositifs de lutte contre l'échec, le taux de décrochage dépasse encore largement les 50 %. Quant à l'intégration au marché du travail, elle est tout sauf garantie, mais l'essentiel est d'éviter que les élèves sortent du secondaire sans aucun diplôme ni aucune place dans le supérieur.

Après cela, qu'ils aillent pointer à Pôle emploi ne préoccupe guère les têtes pensantes de l'Éducation nationale, cela devient le problème du ministère de l'Enseignement supérieur ou de celui du Travail. En somme, les élèves passent d'une tyrannie statistique à une autre.

Voici, tracé à grands traits, le portrait du système d'éducation français en 2017. Il n'est pas exagéré. La sacralisation du diplôme, ajoutée à la dépréciation de la voie professionnelle et au dogme du nivellement par le bas a fait du collège unique et du lycée qui lui succède une véritable fabrique à chômeurs. Le système a atteint, sous le « règne » de Najat Vallaud-Belkacem, un tel degré d'absurdité qu'on se raccroche à ce qu'on peut ici-bas, sur les terres arides de l'enseignement secondaire, balayées depuis trente ans par les vents desséchants du pédagogisme. Voilà pourquoi la tâche de Jean-Michel Blanquer s'avère très difficile, mais voilà pourquoi aussi ses déclarations ont rencontré dans le corps enseignant un accueil discrètement favorable. Il faut dire que la réforme du collège, décidée par la précédente administration, a été vécue comme une véritable guerre menée contre la transmission du savoir au nom de la religion de l'égalitarisme et, surtout en raison de préoccupations budgétaires moins avouables, pour le plus grand malheur des enseignants et des élèves. Entendre le nouveau ministre déclarer qu'il rétablit le redoublement, les classes bilangues et les sections européennes au collège et proclamer que grec et latin sont « *à la base de notre langue et de notre identité* » a forcément surpris le corps enseignant qui n'était plus habitué à un tel langage ministériel depuis longtemps.

Les salles des profs ne sont plus des repaires de vieux soixante- huitards et de bisounours socialistes : la gauche est en train de perdre les profs.

Il est vrai qu'en la matière, les dix dernières années n'ont pas vraiment été fastes. Luc Chatel, de 2009 à 2012, affublé du joli surnom de « *parfumeur* », en référence à son passage chez L'Oréal dans les années 1990 et à sa parfaite maîtrise de l'enfumage, de la mesure cosmétique et de la langue de bois ; l'idéologue Peillon, qui a tenté sans succès de casser les classes prépas, au motif qu'elles étaient inégalitaires² ; Benoît Hamon, ministre des vacances d'avril à fin août 2014 ; et, pour finir, la terrible Najat, jusqu'en 2017. La nouvelle génération qui arrive dans les salles des profs est confrontée à la grave crise qui touche le métier et, en conséquence, à la pénurie d'enseignants, en particulier dans les sciences et les mathématiques. Mais qui reprochera aux étudiants de ces disciplines de se →

tourner vers l'ingénierie ou la finance plutôt que vers un métier dont l'image sociale est dégradée, qui s'apparente à de la garderie dans les terres de mission des « *quartiers sensibles* » ou à une humiliante subordination face aux enfants-rois soutenus en toute occasion par des parents à peine plus supportables que leur progéniture ? Autant aller voir rapidement ailleurs si l'herbe est plus verte. Les élèves ne sont pas les seuls à fuir l'enseignement public...

Un changement notable, cependant, est peut-être en train d'advenir chez les profs. S'il règne encore un fort consensus idéologique, les salles des profs ne sont plus des repaires de vieux soixante-huitards et de bisounours socialistes. Les premiers sont, en majorité, partis à la retraite et ceux qui restent en poste ne sont pas les derniers à déplorer la baisse du niveau, la fin de l'autorité et l'impéritie des réformateurs. Parmi les seconds, beaucoup voient s'achever le quinquennat Hollande avec soulagement. Parmi les déçus de la gauche, qui sont légion, une frange, minoritaire mais non négligeable, est discrètement passée du côté obscur et vote Front national. Les abstentionnistes et les ralliés à la France insoumise sont aussi nombreux. Cependant, dans la majorité, plutôt indécise, qui a voté Macron, le « dédagisme » qui a valu aux socialistes les raclées historiques d'avril et juin 2017 joue à plein. En clair, l'impossible arrive : la gauche est en train de perdre les profs.

Face à un monde éducatif en plein désarroi, le nouveau

ministre a une carte à jouer. À en juger par ses premières décisions, qui visent à défaire les plus contestées de celle qui l'a précédé Rue de Grenelle et à remettre au goût du jour le discours de l'autorité et la conception « classique » de l'enseignement, il semble l'avoir parfaitement compris. Les syndicats enseignants ne s'y sont pas trompés et sont tout de suite montés au créneau pour dénoncer son profil « *réac* ». Mais qui écoute encore les syndicats enseignants ? De moins en moins de monde chez les profs en tout cas, à en juger par l'effondrement du taux de syndicalisation³. On saura lors de cette rentrée quelle relation se crée entre le ministre et des profs qui hésitent entre désarroi et indifférence blasée. On saura surtout si nos gouvernants ont vraiment compris que le redressement de l'école est la première urgence du pays. Ou si l'on risque de voir encore des apprentis sorciers revenir aux manettes pour faire pire encore que leurs prédécesseurs. •

(*) Pseudonyme. Enseigne l'histoire au collège.

1. Admission post-bac est un dispositif d'orientation mis en place en 2009 attribuant de façon automatisée, grâce à un algorithme futé, une place dans l'enseignement supérieur en fonction de critères plus mystérieux qu'un rite d'initiation maçonnique et produisant des résultats plus incompréhensibles que la grille tarifaire de la SNCF. Pour les bacheliers, APB est à peu près l'équivalent d'une divinité versatile et colérique ou d'une bonne partie de roulette russe.
2. Sans équivalent en Europe, les « prépas » ne font pas payer de droits d'inscription et ont le défaut d'instaurer une sélection au mérite. Elles accueillent un tiers d'élèves boursiers dans l'ensemble de la France.
3. Toujours supérieur à la moyenne française de 7,7 % en 2015 (OECE), le taux de syndicalisation des enseignants est passé de 45 % au début des années 1990 à 18 % en 2016. Source : <http://stats.oecd.org/>



Jean-Michel Blanquer en déplacement dans une école primaire de Tourcoing, pour présenter son initiative « Un livre pour les vacances », 26 juin 2017.

ZUMBA PUBLIQUE ET OBLIGATOIRE

Par Jean-Luc Allouche

Mises en place sous le ministère Peillon, les fameuses « nouvelles activités périscolaires » sont emblématiques des années Hollande à l'école primaire. Bilan de cette catastrophe pédagogue au fin fond de la France périurbaine.

« **B**ougez, bougez ! » Quelques mots de français sont reconnaissables au milieu d'onomatopées vaguement espagnoles sous des flots de musique électro-latino. Une douzaine de bambins s'agitent, se trémoussent, brassent l'air de moulinets patauds, les mains ondoyant de manière plus ou moins gracile, se déhanchent en remuant des bassins un peu empâtés par les chips et autres biscuits Oreo.

Bienvenue au cours de zumba des classes de CE2, CM1 et CM2 de Courlon-sur-Yonne. L'une des « Nouvelles activités périscolaires » (Nap) proposée à la petite cinquantaine d'élèves dont les parents acceptent ou sont en mesure de payer la sollicitude compassionnelle de l'Éducation nationale – soit la moitié de l'effectif local, en regroupement scolaire avec la commune voisine de Serbonnes.

Un charmant gamin, plus joufflu et plus cabochard que ses camarades, rechigne à s'y mettre (« *J'ai mal à la tête !* »), avant que les voix impérieuses d'une élue municipale et d'un adulte bénévole le ramènent

à la raison. Avec une merveilleuse mauvaise grâce, il consent à entrer dans la danse, au dernier rang, en mimant d'un air dégoûté des exercices très *eighties*, dignes du Gym Tonic de Véronique et Davina, de glorieuse mémoire.

« *Si nous avons un cours de zumba, c'est parce que nous n'avons pas trouvé d'autre animateur dans le coin. Nous avons épluché l'annuaire des sports dans l'Yonne, c'était le plus proche de chez nous* », constate Martine Rouix, première adjointe au maire et chargée des Nap. Illustration éloquentes de la pagaïe absurde provoquée par la lubie pédagogique qui a inspiré le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires, en adéquation avec la loi n° 2013-595, du 8 juillet 2013, d'orientation et de programmation pour la refondation (*sic !*) de l'école de la République. Héritage laissé par Vincent Peillon, météorique apprenti sorcier de la pédagogie officielle. Si, comme tout nouveau ministre de l'Éducation nationale, le brillant politicien s'est cru obligé d'imprimer son cachet au « Mammouth », il aura marqué au fer rouge le sort – et les budgets – de nombre de communes rurales. (*Voir encadré*)

À Courlon-sur-Yonne, la mise en place des Nap, entamée en 2015, à raison de quatre séances hebdomadaires de quarante-cinq minutes, s'est immédiatement révélée « *catastrophique* », selon tous les responsables : « *Faire venir des intervenants pour trois quarts d'heure à la campagne est une gageure. Au total, ça s'est résumé à une garderie médiocre* », s'indigne encore un conseiller municipal. En 2016-2017, le temps réservé aux Nap est passé à deux séances d'une heure et demie par semaine, sauf pour les élèves de maternelle, mais pour ces derniers, l'initiation aux joies de « l'école, autrement » a été confiée aux dames de service de la cantine...

La question de l'encadrement demeure la plus épineuse : où trouver des compétences ou, à défaut, des bonnes volontés ? À Courlon, les collectivités locales mettent à disposition trois personnes, →



Cours de Zumba à l'école primaire de Courlon-sur-Yonne (Yonne).

auxquelles s'adjoignent un professeur de musique, un d'arts plastiques (de dessin, quoi...) et un animateur de zumba, eux-mêmes épaulés par deux instituteurs, trois élus et cinq bénévoles. De temps à autre, un atelier lecture est assuré par des élus, une initiation informatique par des bénévoles. Ou encore une séance de jeux de société « à l'ancienne », animée par une enseignante, ainsi que du soutien scolaire par une collègue.

En maternelle, une tête blonde brandit fièrement son dessin : « *C'est ma maman, mon frère...* » « *Mais, il est où, ton papa ?* », lui demande l'animatrice. Nombre d'enfants ne viennent pas régulièrement aux activités. Des essais de travaux manuels avec des matériaux de récupération ont été tentés ; ils n'ont jamais été achevés. En d'autres termes, ces Nap rurales reviennent à un bricolage et à des acrobaties de tous les instants. De toute façon, « *on tourne ric-rac, soupire* Martine

Roux. *De plus, tout cela est bâtarde. Dans l'esprit des enfants, ce n'est ni tout à fait l'école ni tout à fait une garderie...* »

Didier Gonzalez, qui cumule l'enseignement du CM1 et du CM2, et dont c'est la première année à Courlon, ne dirait pas autrement. L'homme affiche une haute idée de son métier : tout dans son maintien, son élocution et sa mise en témoignent, à mille lieues du débraillé en vogue chez nombre d'instituts parisiens et banlieusards : « *Le problème de ces Nap, c'est que les enfants se trouvent dans des locaux scolaires pendant ces activités, mais non sous notre autorité. Par exemple, moi, je leur enseigne "On ne court pas dans les classes..." Or, avec ces Nap, on désacralise le lieu : on y fait des choses habituellement interdites. En outre, je me pose la question de la compétence des gens engagés. Nous n'avons pas sous la main, à la campagne, 150 000 personnes compétentes, malgré*

toutes les bonnes volontés. Ainsi, on a pris des retraités, qui ont souvent lâché prise parce qu'ils étaient incapables de ne pas se faire manger tout cru par les enfants, contrairement aux animateurs formés des centres aérés. »

L'idéal de Didier Gonzalez serait de cinq matinées, chacune suivie d'un après-midi plus court. De même, devrait-on prévoir des vacances moins longues. « Mais là, l'industrie du tourisme dicte tout. Or, je vais finir l'année avec 15 élèves. Aujourd'hui, chaque famille suit son rythme de vie, son organisation individualiste. » Si 167 communes de l'Yonne souhaitent revenir à la semaine à quatre jours, lui regrette que l'on perde trois heures d'enseignement en passant de 27 heures à 24.

Didier Gonzales, instituteur :
« Quand j'ai débuté dans mon métier, il fallait réveiller les élèves de leur torpeur. Désormais, ils arrivent en classe tout excités, il faut les calmer. »

Au-delà, c'est l'attitude même des élèves qui a changé : « Quand j'ai débuté dans mon métier, il fallait réveiller les élèves de leur torpeur. Désormais, ils arrivent en classe tout excités, il faut les calmer. Parce qu'ils ont consommé de l'écran à hautes doses ; du coup, leur capacité de concentration est largement entamée. Sans compter que, ici, nombre de parents travaillent en région parisienne, ils doivent donc réveiller leurs enfants plus tôt. Hier, une séquence de travail pouvait durer une heure, une heure et quart. Aujourd'hui, il faut décrocher plus vite : ces enfants zappeurs sont agités. Nous modulons donc nos exigences, sinon la classe se transforme en Cocotte-minute... » Et pourtant, Didier Gonzalez n'était pas hostile a priori à cette réforme : « Je pensais bêtement que l'on travaillerait mieux dans un laps de temps

plus court, le vendredi ressemblait déjà à des RTT... Mais on a rendu obligatoire un aménagement du rythme scolaire sans nous y avoir préparés, ni même consultés. Surtout, on a oublié que la France est aussi composée de communes rurales dont l'expérience et les moyens diffèrent de ceux des grandes villes. »

Face à ces problèmes, c'est bien le maire du village, Jean-Jacques Percheminier, qui est en première ligne. Et même, à un double titre : il vient de prendre sa retraite d'instituteur et de directeur de l'école du village. « Ces activités ne sont pas notre projet ; on nous a forcé la main. Alors, nous avons fait au mieux. » Au passage, le maire-enseignant rappelle que c'est Xavier Darcos qui a décrété le passage de 27 heures d'enseignement à 24. « Soit, trois heures sur 36 semaines, cela fait un paquet d'heures en moins dans l'année. Dès lors, le classement Pisa¹ de la France ne m'étonne guère. »

Lui aussi constate un « tassement » du niveau, une certaine « abdication des parents » et une évolution des attentes à l'égard de l'école. « Et encore, notre village est privilégié par rapport à certaines villes, y compris dans l'Yonne. » Sur ce point, une anecdote le ravit : un professeur des écoles stagiaire dans sa classe s'étonnait de le voir tourner le dos à ses élèves pour écrire au tableau. « Jamais, je ne pourrais me le permettre », s'est-il lamenté.

Au total, le bilan de ces Nap, « en dépit des efforts », est tout sauf positif : « une garderie à bon compte, un saupoudrage culturel ». Et d'évoquer cette initiation à la flûte à bec que les élèves utilisaient pour se battre à l'épée... « Pour des Nap sérieuses, il faudrait offrir des moyens aux collectivités territoriales. » Compte tenu de la maigreur des budgets où chaque euro compte, c'est autant de frustrations prévisibles.

Encore que, soutient Jean-Jacques Percheminier, « il y a un réel intérêt à réfléchir aux rythmes scolaires », mais l'essentiel est ailleurs, dans la réflexion politique qui s'impose pour repenser le minimum d'acquis à enseigner. Et se poser la question des enseignants qui « ne sont pas tous à leur place ». « Oui, lâche-t-il dans un sourire, le débat sur l'excellence demeure d'actualité... »

Les Nap à Courlon-sur-Yonne dépenses et recettes.

Dépenses (rémunérations des intervenants) : 12 413,34 euros.
Recettes (60 euros x 48 enfants) : 2 880 euros.
Fonds de soutien de l'État : 4 983,33 euros.
Déficit (à la charge de la mairie) : 4 550,01 euros.

En tout cas, Courlon-sur-Yonne a tranché : 90 % des parents souhaitent abolir ces Nap improbables. L'école reviendra donc aux quatre jours, comme la majorité des communes du nord de l'Yonne, à l'exception de trois sur 18 qui souhaitent les conserver. •

1. Voir le site de l'OCDE : www.oecd.org/pisa-fr/

L'ÉCOLE À REMONTER LE TEMPS

Par Elisabeth Lévy

Peut-on donner aux élèves issus de milieux défavorisés la chance de réussir que l'école publique a échoué à leur offrir ? C'est le pari fou du réseau Espérance Banlieues dont les établissements hors contrat réhabilitent le goût de l'effort, le vousoiement et même la Marseillaise. Reportage.

Au début, on a du mal. Vousoyer des mioches de 6 ou 7 ans, cela donne l'impression de renoncer à son statut d'adulte, même si eux vous donnent du « Madame » et s'adressent à « Maître Lore » ou à « Maître Guillaume ». Et puis on se dit que non seulement ce formalisme d'un autre âge instaure la distance que l'Éducation nationale s'ingénie à détruire, mais qu'il est peut-être une façon de rappeler aux enfants et aux adultes qu'ils sont là, les uns pour découvrir, les autres pour servir un monde plus grand qu'eux. Alban Reboul Salze, quadra élané et urbain qui dirige le cours Charles-Péguy à Sartrouville, dernier-né du réseau Espérance Banlieues créé par le maire de Montfermeil Xavier Lemoine, avance une explication assez proche : « *La spécificité de cette école, c'est qu'on dit aux enfants qu'on croit en eux. Le vousoiement leur montre qu'on respecte les adultes qu'ils vont devenir. Maintenant, cela me choque presque quand on tutoie mes adolescents dans la rue. Et croyez-moi, cela n'a rien à voir avec l'égalité.* » De fait, quand on observe cette petite collectivité en action, le doute n'est guère permis : il y a bien des adultes qui enseignent, fixent les limites et sanctionnent s'il le faut, et des enfants qui sont là pour apprendre et pour progresser.

Hors contrat mais laïques, les écoles Espérance Banlieues sont largement nées de la volonté de cathos d'œuvrer pour la collectivité. Certains, comme Bruno



Chaque matin au cours Charles-Péguy, à Sartrouville, les élèves assistent à la levée des couleurs.

Duthoit, qui se démène pour trouver des financements, y consacrent leur retraite. Pour Alban Reboul Salze, cela ressemble à une mission. Avant de se lancer dans cette aventure, il était cadre dans l'industrie pétrolière et menait la vie confortable des expatriés : « *La semaine, on travaille comme des dingues et le week-end, on se repose au bord de la piscine en râlant sur la France qui ne marche pas. Alors j'ai eu envie de faire quelque chose pour mon pays et pour ma ville.* »

Planté dans une rue sans charme et sans désagrément, entre les deux zones sensibles de la ville, le Plateau et le Vieux pays (un gag d'urbaniste, sans doute), le cours Charles-Péguy va tripler ses effectifs en cette rentrée 2017, puisque l'école qui accueillait 14 enfants à la fin de sa première année scolaire en attend 39, répartis entre le CP et la sixième, certaines classes étant regroupées pour les cours. Cette année, le directeur a accepté de décaler la rentrée de deux jours par rapport au public : « *Nombre de mes élèves passent leurs vacances dans leur pays d'origine. En rentrant deux jours après la rentrée scolaire, les parents font des économies substantielles sur leurs billets d'avion.* »

Pour les créateurs d'Espérance Banlieues, la diversité des origines est une donnée – à Sartrouville, il y a même des petits blonds comme ceux que réclamaient,

dans les classes de leurs enfants, des mères de cités de l'Hérault. Mais, et c'est l'un des secrets de la réussite de l'entreprise, la diversité culturelle n'implique nullement un régime multiculturaliste des pratiques et des enseignements. Quoique hors contrat – les familles payent 75 euros par mois, un effort qui, selon le directeur, est un élément du succès – et largement inspiré, s'agissant des règles de la vie collective, par Baden-Powell, Charles-Péguy est un établissement laïque : « *Avant d'accepter un élève, on parle très longuement avec chaque famille pour s'assurer que leur engagement ira dans le même sens que celui de l'école*, résume Bruno Duthoit. *Expliquer pourquoi les enfants doivent venir à l'école le jour de l'Aïd en fait partie.* » « *Nous sommes un établissement a-confessionnel, la transcendance n'est pas notre domaine* », renchérit Alban Reboul Salze. Et pourtant, il flotte dans l'air un petit quelque chose de presque religieux. En réalité, il y a bien une religion officielle, à Péguy, c'est l'amour de la France et de sa culture. Bruno Duthoit se souvient d'un père qui lui a dit : « *On oublie ça dans la famille et l'école, heureusement, est là pour nous le rappeler.* »

Comme chaque matin, avant le début des classes, les élèves et le personnel se tiennent debout, dans la cour, pour l'assemblée : le directeur évoque le spectacle du lendemain, les nouveaux robinets (qui doivent durer) et félicite le cycle 2 pour l'accueil de Lina. Le cérémonial s'achève par la levée des couleurs (drapeau français et européen...), puis les élèves entonnent un couplet de la Marseillaise : « *Parfois, c'est le premier, même s'il est un peu trop sanglant, parce que c'est celui que tout le monde connaît et qu'ils sont fiers de le chanter le 11 novembre avec des anciens combattants* », explique le directeur. Le jour de notre visite, ils chantent le dernier, celui qui commence par « *Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus* ». Tout un programme. N'empêche, entendre des petits Alioune et Sanaa brailler l'hymne national avec tant de cœur, ça rend optimiste.

S'ils sont de religions et d'origines diverses, presque tous les élèves de Charles-Péguy ont en commun d'avoir été condamnés par l'école publique. Une solide Africaine raconte, avec un large sourire : « *Ma fille était en CP et ne savait ni lire ni écrire. On l'a fait passer en CE1 et le maître m'a dit qu'elle était handicapée.* » Elle a découvert Espérance Banlieues par un prospectus ramassé par sa belle-mère. Elle les a contactés sans espoir excessif. « *Et maintenant tout roule, elle a même arrêté l'orthophoniste.* » Cette histoire est, avec différentes variantes,

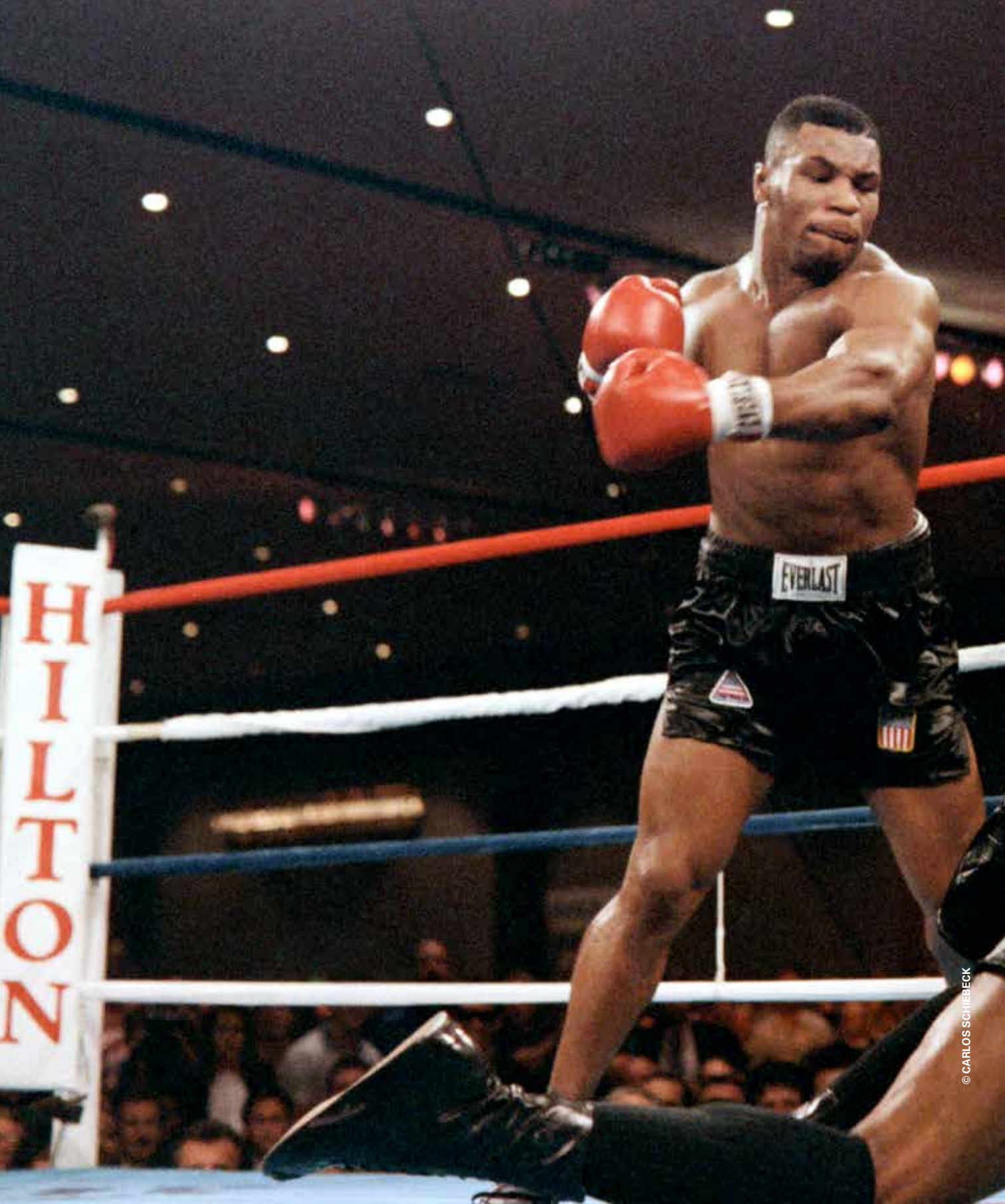
celle de presque tous les élèves de Charles-Péguy : des enfants que l'Éducation nationale a échoué à prendre en charge, quand elle n'a pas contribué à les laminer. Une autre mère confie que, à l'école, on lui avait dit que son fils était autiste...

Les méthodes d'enseignement n'ont rien de révolutionnaire – à moins de considérer comme révolutionnaire le fait que les enfants lèvent le doigt avant de parler et se placent en rang avant d'entrer dans la classe. Mais visiblement, ce respect de la discipline n'est pas considéré comme une horrible contrainte par les élèves, ni par leur famille. Issus de milieux modestes, les écoliers de Charles-Péguy partagent néanmoins un immense privilège : leurs parents n'ont pas baissé les bras et savent que l'éducation est le bien le plus précieux qu'ils peuvent offrir à leurs enfants. Ils font confiance à ceux à qui ils confient leurs enfants et font leurs règles qu'ils définissent. C'est peut-être la première raison pour laquelle le système Espérance Banlieue n'est sans doute pas généralisable : l'Éducation nationale ne saurait abandonner à leur sort tous ceux dont les familles ont jeté l'éponge. Sans doute serait-il difficile, par ailleurs, de recruter sur grande échelle des enseignants animés par la foi de missionnaire de « Maîtresse Lore » et « Maître Guillaume ». Enfin, on ne sait pas si le système fonctionnerait avec un taux d'encadrement bien plus faible. Il serait donc abusif de prétendre que la méthode aujourd'hui appliquée dans huit écoles de France constitue la réponse-miracle au défi de la massification. Reste que tous les experts qui se gargarisent d'expériences étrangères dans lesquelles « l'enfant est son propre professeur » devraient s'intéresser à celle qui, à deux pas de chez eux, réussit ce miracle : donner aux enfants l'amour de leur culture et la passion d'apprendre. •



Alban Reboul Salze, directeur du cours Charles-Péguy à Sartrouville, et Bruno Duthoit, chef de projet.

CULTURE & HUMEURS



74

Rendez-nous notre pain quotidien !

Emmanuel Tresmontant

80

Mike Tyson, génie du mal ?

Roland Jaccard

82

Vampire contre-attaque

Lucien Rabouille

84

Amsterdam, adieu les dames !

Sami Biasoni

86

PMA pour toutes, Œdipe connais pas !

Daniel Pendanx

88

Nathan, l'Américain qu'on attendait

Jérôme Leroy

90

L'espion qui venait du Mékong

Paulina Dalmayer

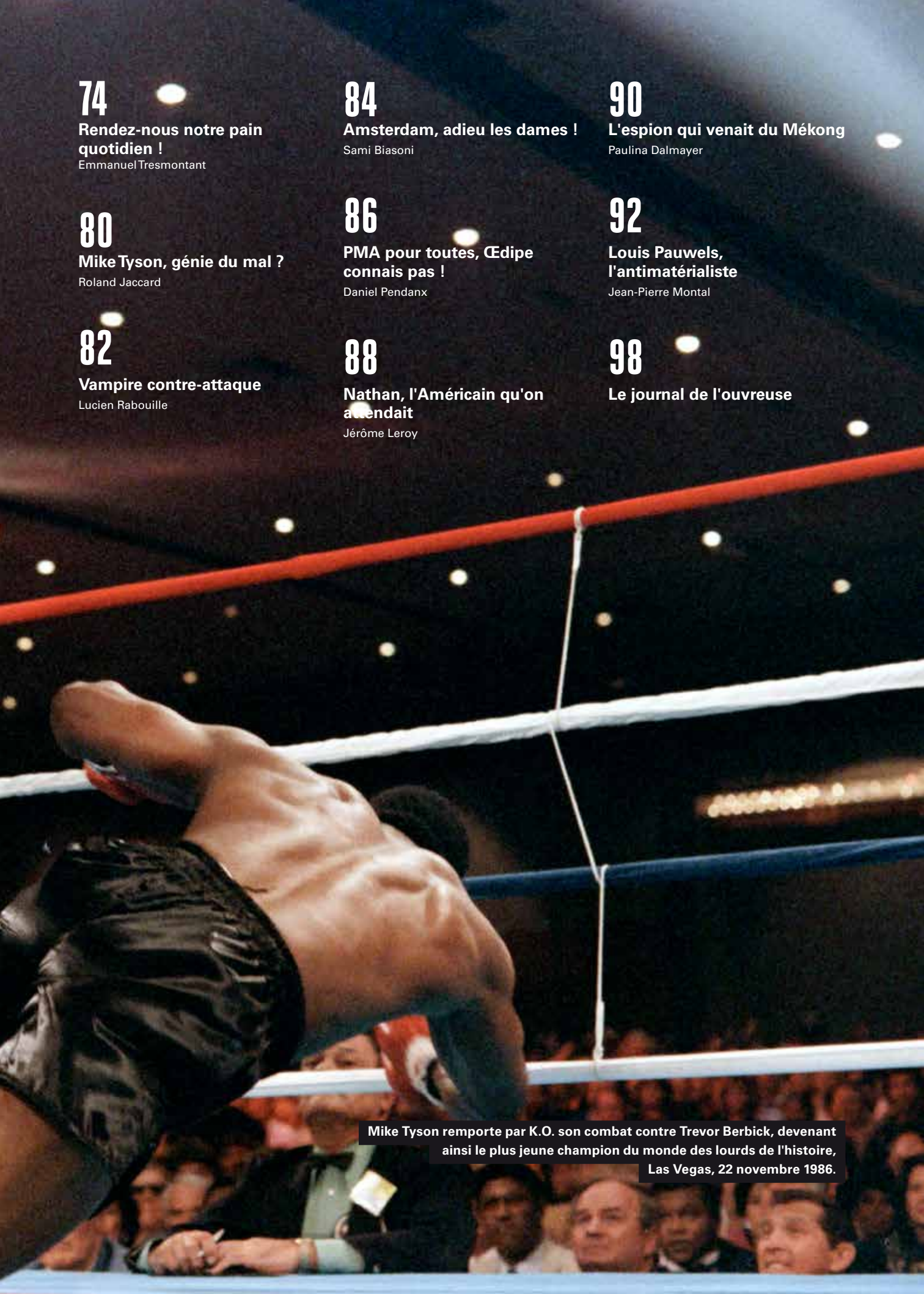
92

Louis Pauwels, l'antimatérialiste

Jean-Pierre Montal

98

Le journal de l'ouvreuse

A black and white photograph of Mike Tyson in a boxing ring, captured in a dynamic pose as if he has just thrown a punch or is celebrating. He is shirtless, wearing dark boxing trunks, and his muscular physique is prominent. The ring ropes are visible, and the background shows a blurred crowd of spectators.

Mike Tyson remporte par K.O. son combat contre Trevor Berbick, devenant ainsi le plus jeune champion du monde des lourds de l'histoire, Las Vegas, 22 novembre 1986.

RENDEZ-NOUS NOTRE PAIN QUOTIDIEN !

Par Emmanuel Tresmontant

Joyau de notre patrimoine culinaire, le pain se meurt sous les coups conjugués des industriels de la minoterie et des boulangers paresseux. Heureusement, la résistance s'organise, tant au four qu'au moulin.

« **L**e pain, le vrai pain est mort. Vous savez comment on dégerme, énerve, décervelle le brave blé (après quoi il reste, il est vrai, l'amidon). Comment on sophistique toutes choses, à force de bromures, de carbonates de magnésie, de persulfates d'ammonium, etc. Vous consommez le lait conservé à l'aldéhyde formique, les épinards verdis au sulfate de cuivre, le jambon au bora, le vin fuschiné... C'est l'alimentation chimique. » Joseph Delteil, *La Cuisine paléolithique*, Arléa, 2004.

Rongé par la goutte après avoir bâfré toute sa vie, perclus de rhumatismes, à moitié gâteaux, le vieux gastronome, au seuil du tombeau, sait bien, au fond de lui-même, que les mets les plus simples sont les meilleurs. Ainsi, tel saint François d'Assise réfugié dans une cabane, au cœur de son Ombrie verdoyante et sauvage, se régale-t-il d'un bon morceau de pain frais trempé dans de l'huile d'olive, avec un verre de vin rouge... Le pain, le vin et l'huile : les trois piliers de notre civilisation judéo-chrétienne réunis en une seule bouchée.

C'est là que les difficultés commencent. Car où trouver du bon pain ? →

Boule auvergnate au seigle, petit épeautre, pain au levain... Tous les pains du boulanger Frédéric Pichard sont vivants ! Avant de les déguster, il faut les presser et les humer pour sentir leur parfum, admirer leur mie fraîche et bien alvéolée.





Au sous-sol de la maison Pichard, 200 kg de pâte fermentent lentement dans des cuves en inox, sans levures exogènes ni acide ascorbique. C'est le secret du « pain blanc français » convoité naguère par la royauté mais oublié aujourd'hui par le peuple !

Il y a quelques années, des parfumeurs de chez Guerlain (on les appelle les « nez ») recensèrent pas moins de 200 arômes volatils dans une miche de pain bien cuite façonnée par un grand boulanger : plus que dans un vénérable bourgogne de la Romanée-Conti aux senteurs de roses fanées, de bois de santal, de cèdre, d'humus et de fruits à l'eau-de-vie de griotte, le vin le plus complexe de la planète ! On l'a oublié, mais le pain vivant est un trésor, tant pour le corps que pour l'imagination.

L'histoire du pain est liée à celle de la culture des céréales commencée 10 000 ans avant notre ère, quelque part au Moyen-Orient, à Sumer peut-être, où les premiers agriculteurs vouaient un culte aux céréales, don divin transmis aux humains, selon eux, par la déesse Ninhursag. Les premiers pains furent des galettes faites à partir de pâte non fermentée, dont les descendants actuels sont le *lavash* persan, la tortilla mexicaine et le *chapati* indien. Selon les archéologues, les premiers mangeurs de pain au levain furent les Égyptiens qui découvrirent fortuitement, 4 000 ou 5 000 ans avant notre ère, après avoir oublié une pâte composée d'eau et de farine d'orge, que celle-ci, devenue aigre, acide et effervescente, offrait, une fois cuite, un goût, une légèreté et une digestibilité extra-

ordinaires, preuve que la fermentation, qui passait jusque-là pour être une putréfaction dangereuse, était au contraire un processus naturel aussi fabuleux que mystérieux !

De fait, pain, vin, bière et fromage résultent tous les quatre d'un obscur processus de fermentation dont on n'a pas encore scientifiquement dégagé toute la complexité, mais une chose est sûre : notre civilisation et notre art de vivre sont nés de sa maîtrise. Or, c'est précisément cette maîtrise qui, aujourd'hui, est en train de disparaître, raison pour laquelle la plupart des pains proposés par le commerce sont dépourvus de noblesse.

« *La masturbation rend sourd, paraît-il. On dirait que la boulangerie fait de même*, écrivait en 1992 le regretté Jean-Pierre Coffe. *Depuis des lustres, la majorité des boulangers ont décidé de ne plus entendre les plaintes, les lamentations et la colère de leurs clients.* » Vingt-cinq ans plus tard, le pain est toujours aussi ennuyeux (et que dire des croissants ? tous plus misérables et insipides les uns que les autres !).

Un véritable changement a pourtant eu lieu : la génération de ceux qui ne pouvaient concevoir un repas sans pain a passé. L'historien américain Steven Kaplan

pouvait encore écrire il y a vingt ans : « *Attachés au pain par les cordes de l'imagination, les Français ont du mal à concevoir un repas sans pain.* » (Le Retour du bon pain, Éditions Perrin, 2002). Désormais, souvent, on n'en demande même plus au restaurant. D'un kilo et demi par personne en 1789, la consommation journalière est tombée à moins de 150 grammes en 1990. Et il se pourrait qu'on en soit aujourd'hui à moins de 50 grammes ! L'absence de goût – du consommateur comme du produit – explique en partie cet effondrement : « *Une baguette pas trop cuite, s'il vous plaît !* » entend-on rituellement chez le boulanger. Or, seule une bonne cuisson permet au pain de développer tout son potentiel aromatique et lui confère de surcroît cette texture croustillante et caramélisée de la croûte qui souligne la fraîcheur tendre et humide de la mie : c'est dans ce contraste croûte-mie que réside tout le plaisir de manger du pain ! Au sortir du four, le pain se repose puis sue et libère ses eaux, « *sa croûte bouge, se fendille et se met à chanter* », nous dit le grand boulanger de Lille Alex Croquet. « *Dans un pain bien cuit, ajoute-t-il, chaque couleur est un goût, une texture, un parfum.* » Plus le pain offre de couleurs, de crêtes, de crevasses blanches, ocre et brunes, plus il est riche en goûts, contrairement aux baguettes jaune pisseux...

« *Ce goût du mou est révélateur d'une nouvelle psychologie collective française* » estime l'historien de l'alimentation Alain Drouard, directeur de recherche au CNRS. Autrefois, on aimait ce qui était cuit et ce qui avait de la mâche, ce qui se mordait, ce qui réclamait un acte de la mâchoire, un rapport viril à la chose mangée, aujourd'hui on aime ce qui est mou, les émulsions, les dents ne sont plus vraiment nécessaires et le goût ne doit pas être trop marqué.

Les amoureux du pain et de la France tombent des nues quand ils la parcourent. Au XVIII^e siècle, les grands voyageurs qui visitaient notre pays (Casanova, Goethe, Laurence Sterne, Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, Edmond Burke) admiraient la qualité et la variété des pains fabriqués dans nos villes et dans nos campagnes, chaque région possédant ses blés autochtones, chaque boulanger fabriquant un pain qui avait un goût particulier, en fonction de la farine utilisée, de l'eau de source, du four à bois, de la température ambiante de son fournil, de la saison, du moment où avait été moulu le blé... La France était LE pays du pain par excellence et le roi lui-même n'était respecté que dans la mesure où il était capable de garantir au peuple son pain quotidien. Tout l'art de la boulangerie (oublié de nos jours) date de cette époque. Alors que les cuisiniers et les pâtisseries sont des stars, la majorité des boulangers se contentent d'accompagner le mouvement, sans exprimer de fierté particulière. Cette routine produit du pain et des viennoiseries sans âme. Le croissant, qui était notre emblème, au même titre que la baguette et la tour Eiffel, n'est quasiment plus fabriqué par les boulangers, mais

commandé (préfabriqué et congelé) aux trois principaux meuniers qui gouvernent le marché : Axiane, Grands Moulins de Paris et Baguépi. Si votre croissant du matin est dégueulasse, alors que Marcel Proust, qui avait le palais très fin, s'en régalaient chaque jour, n'allez pas chercher plus loin.

On ne compte plus les villes et départements dépourvus de vrais artisans-boulangers. Dans le Var, par exemple, entre Saint-Tropez et Tourtour, où les villages sont tous plus jolis les uns que les autres, on rêve de tomber sur le boulanger de Pagnol et sur sa Pomponnette, hélas, il n'y a que des « points-pains ». Idem pour la Côte d'Azur et la Savoie (autour du domaine skiable des Trois-Vallées), où pourtant l'afflux de touristes devrait constituer un marché attractif. À Grenoble (où l'auteur de ces lignes a vécu de nombreuses années), pas un seul boulanger digne de ce nom, alors que la farine bio du Trièves, dans le Vercors (un territoire sublime et préservé qui fut pendant des siècles le grenier à blé historique du Dauphiné) est d'une qualité exceptionnelle. Quand on trouve un très bon boulanger, c'est un miracle et on est prêt à parcourir 100 kilomètres pour aller s'approvisionner chez lui, comme à La Boulange à Carnac, chez Alex Croquet à Lille (un authentique génie du pain), chez Bastien Malugani à Lyon ou chez Benoît Fradette à Aix-en-Provence : une poignée d'artisans passionnés sur les 32 000 boulangeries que compte notre pays. C'est peu !

Curieuse époque, en vérité, où, pour être « dans le coup », il faut savoir jongler avec toutes les applications de son iPhone, mais où plus personne n'est capable de dire comment on fait du bon pain. Les pains régionaux, qui étaient légion et qui faisaient partie de notre patrimoine culturel, ont quant à eux à peu près disparu au profit de la seule baguette ou des pseudo pains « tradition » et « fantaisie », aux graines de pavot et de tournesol, à l'encre de seiche, au bleu d'Auvergne et aux Smarties... Ainsi Mouette Barboff, ethnologue et anthropologue enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, s'est-elle attachée à recenser dans son livre *Pains d'hier et d'aujourd'hui* (Hoëbeke, 2006) tous ces pains en voie d'extinction : faluche du Nord, pain brié du Calvados, pain plié de Morlaix, jouée de Touraine et d'Anjou, métier du Béarn, portemanteau de Toulouse, paillasse de Lodève, sübrot d'Alsace, pain cordon de Bourgogne, tabatière du Jura, couronne bordelaise, etc.

Depuis quelques années, cependant, quelques « boulangers-paysans » sortis de nulle part ont fait la une des médias. Cultivateurs de blés anciens, meuniers et boulangers au feu de bois, quasi mystiques vendant leurs pains comme s'il s'agissait d'une hostie sacrée, Nicolas Supiot en Bretagne, Roland Feuillas dans les Corbières, Arnaud Clouté dans le Béarn, Jean-François Berthelot dans le Lot-et-Garonne, prouvent que le pain est devenu, en ce début de XXI^e siècle, un →

repère, un Graal dressé au milieu du désert de nos croyances collectives perdues. Les écoles de boulangeries accueillent désormais quantité d'adultes en reconversion, désireux de renouer avec « la vérité du pain ». Certains ont même réussi à faire leur beurre et, à force de marketing, sont devenus des boulangers célèbres (comme Christophe Vasseur, ancien vendeur de slips à Hong Kong, dont la boutique située à deux pas du canal Saint-Martin, Du pain et des idées, est l'une des boulangeries les plus visitées de la capitale : on y trouvera toutes les créations de celui qui l'a formé, et dont personne ne parle, Jean-Paul Mathon, de La Gambette à pain, dans le 20^e arrondissement).

Pour comprendre comment le pain a cessé d'inspirer de l'émotion, rendons-nous chez un boulanger extraordinaire qui réfléchit à son métier : Frédéric Pichard, rue Cambronne, dans le 15^e arrondissement de Paris. Né il y a un demi-siècle à Chartres, Pichard est élevé à coups de pieds au cul par son père boulanger. Il passe son enfance dans la dernière ferme de la Beauce qui pratique la polyculture : « *Je pouvais passer toutes mes journées dehors au milieu des vaches et des cochons sans que mes grands-parents s'en inquiètent, car la campagne était perçue comme un lieu sûr, contrairement à nos villes actuelles. C'est mon grand-père qui m'a éveillé à l'amour et à la connaissance de la nature.* » Précoce, à 12 ans, il sait faire les croissants tout seul. À 19 ans, il s'installe à son compte, avec sa femme Magali, à Patay : « *Plus personne ne sait que Jeanne d'Arc y remporta une victoire éclatante contre les Anglais* » nous dit-il en souriant de sa voix de baryton à la Jean-Pierre Marielle.

Très vite, le jeune Pichard constate que les gens s'en vont acheter leur pain dans les grandes surfaces. Il ne rêve plus alors que d'une chose : s'installer à Paris, dernier bastion contre la grande distribution, et capitale de la boulangerie française. Chose faite en 1991, rue Cambronne. « *Je voulais créer une boulangerie de quartier pour une clientèle de quartier.* » Vingt-six ans après, la maison Pichard est une institution parisienne. On traverse la capitale pour y chercher sa baguette cuite au feu de bois, une baguette sublime, croustillante, belle, élégante, à la mie délicate et un peu lactée, aux bonnes senteurs de blé fraîchement coupé, le tout pour un euro seulement !

Pourquoi son pain est-il donc si bon ? Pourquoi a-t-on le sentiment, en le mangeant, de redécouvrir le pain ? « *Il faut dix ans pour devenir boulanger, répond-il. Et il n'y a pas de secret. Ceux qui vous disent le contraire sont des menteurs. Dès qu'on parle de "secret", ça veut dire qu'il y a une imposture, un truc pas clair. Moi, je ne cache rien, je montre tout. Pourquoi ? Parce que je pense être le seul en France, ou l'un des très rares, à faire du pain français.* »

Nous y voilà ! Le « pain français », qu'est-ce à dire ? Chez Pichard, le mot est un leitmotiv. « *J'appelle "pain*

français" tout simplement un pain qui a été fabriqué à partir d'une farine blanche (type T55) 100 % pur blé sans adjuvants ni additifs et fabriquée à partir de l'amande du blé, qui contient tous les éléments vitaux du blé, ses protéines, ses vitamines, ses sels minéraux. Aujourd'hui, plus aucune école de boulangerie n'apprend aux futurs boulangers la fabrication d'un tel pain, alors que c'est le pain le plus intéressant à faire, le plus vivant, le moins standardisé. Quand on sait faire le pain français, on sait faire tous les autres pains ! C'est une école de l'excellence ! »

En réalité, ce pain que le monde appelle français était le pain des rois. Jusqu'au XVIII^e siècle, le peuple mange son pain noir, un pain grossier, dont la farine n'avait pas été raffinée (par souci d'économie) : l'amande du blé était encore dans son enveloppe. C'est le pain blanc, délicat, fin et élégant, autrefois réservé à la noblesse, que notre Pichard national s'est employé à ressusciter, seul contre les nutritionnistes incompetents qui prétendent qu'il faut manger de la fibre (farine contenant de l'enveloppe) comme si nous étions des ruminants... Il est vrai aussi que ce pain dit « blanc » a fini par devenir synonyme, dans les années 1970, de pain au goût de carton comme celui qu'on servait chez Tricatel dans *L'Aile ou la Cuisse*. Farines trafiquées, levure industrielle à gogo, absence de fermentation, acide ascorbique, additifs, pétrissage intensif, cuissons insuffisantes, la décadence du pain a été rythmée par les scandales. En réaction, on a assisté, avec Lionel Poilâne, à l'émergence d'un engouement pour le pain « paysan » (la grosse miche grise). Puis, au début des années 1990, est apparu le « pain tradition ».

Frédéric Pichard : « Le boulanger reçoit son sac de farine avec une recette qu'il lui suffit d'appliquer. C'est pourquoi les pains ont toujours le même goût. »

Pichard n'en démord pas. « *C'était une mode. La vérité est que les boulangers ont été infantilisés par les meuniers qui leur vendent des farines bourrées d'additifs et d'adjuvants afin de leur faciliter le travail. Le boulanger reçoit son sac de farine avec une recette qu'il lui suffit d'appliquer. C'est pourquoi les pains ont toujours le même goût. Dans le métier, on appelle ça du "pain réglé". Dans le "pain tradition", il n'y a pas d'additifs, mais des adjuvants (malt, soja, fèves, gluten...) destinés à compenser l'absence de goût de la farine de blé utilisée et à la rendre plus élastique, plus facile à travailler. On ajoute aussi un maximum de sel, qui est aussi un exhausteur de goût. Les meuniers blindent leur farine de gluten, qui apporte de l'élasticité à la pâte, d'où les*

allergies actuelles. Le boulanger n'a plus aucune utilité. Ce qu'il fait, une machine pourrait le faire. Il ne surveille plus la fermentation de ses levains maintenus dans des chambres froides (alors que la fermentation doit se faire à température ambiante) et comme il cherche la sécurité avant toute chose, car il a peur du vivant, de l'imprévu, il ajoute un maximum de levure boulangère pour assurer et encadrer la fermentation de sa pâte qui, ainsi, aura toujours le même goût. Moi, je n'utilise pas de levure exogène, mes levains fermentent avec leurs propres levures indigènes, celles de la farine et celles qui sont dans l'air du fournil. »

Pichard, c'est Astérix, Jeanne d'Arc et de Gaulle réunis dans le même homme. Son discours est très technique, parole d'un artisan qui connaît son métier et qui est allé consulter les archives du syndicat de la boulangerie parisienne, tombant ainsi sur un document fascinant, publié en 1863, avec l'aval de Napoléon III, selon lequel « il n'y a de pain véritable et digne que celui fabriqué avec de la farine blanche, débarrassée de l'enveloppe du blé ». C'est toujours l'essentiel pour Pichard.

Ayant renoncé aux farines des meuniers, il fait cultiver des variétés anciennes dans le Vexin, à une heure de Paris, où les blés sont récoltés à la mi-juillet. Chaque année, la farine possède un goût différent. Il y a la marque du terroir et du millésime. Mieux : le blé est vivant, il évolue au fil de l'année et un blé moulu en novembre n'a pas le même goût qu'un blé moulu en avril. Au sous-sol de sa boulangerie, des levains géants de 200 kilos fermentent doucement à température ambiante dans de grandes cuves en inox. « C'est la seule chose qui me distingue des boulangers français du XVIII^e siècle qui, eux, utilisaient des pétrins en bois, où pullulaient les bactéries et les levures mortes, et qu'il fallait donc rafraîchir à l'eau. La modernité, ici, c'est l'hygiène. Mais pour le reste, c'est le même travail. »

La fermentation peut durer trente-huit heures. Comme les boulangers du XVIII^e siècle, Pichard pratique les « fermentations en masse » pour obtenir un maximum de goût : beaucoup de farine et beaucoup d'eau « car c'est ainsi que l'activité enzy-



Autre génie du pain, Alex Croquet, à Lille, a créé une « rivière » dans son labo pour dynamiser l'eau et lui donner l'énergie des torrents. En bouche, ses pains sont d'une grande complexité.

matique, cruciale pour le goût et pour la santé, car les enzymes dégradent la partie non comestible du gluten (la gliadine), est la plus efficace ». Au sujet de la nouvelle folie du sans gluten, rappelons seulement que le gluten est LA protéine du blé : faire du pain sans gluten est donc aussi absurde que de faire du vin sans raisin ! « Si les gens ne supportent plus le gluten, explique-t-il, c'est parce que, faute de fermentations suffisamment longues, le gluten n'a pas le temps de se dégrader. Par ailleurs, comme je vous l'ai dit, les farines standards ont été enrichies en gluten. » Situation délirante et comique où ceux qui empoisonnent les consommateurs font leur beurre en inventant des produits sans gluten. Alors qu'il serait si simple de revenir aux sources de la boulangerie... •

Maison Pichard : 88, rue Cambronne, 75015 Paris, Tél. : 01 43 06 97 37.

Alex Croquet : 66, rue Esquermoise, 59000 Lille, Tél. : 03 20 95 01 29.

MIKE TYSON GÉNIE DU MAL ?

Par Roland Jaccard

Adulé puis haï par le monde entier, riche puis ruiné, le plus grand boxeur du siècle dernier raconte une vie marquée par la souffrance. Et pas seulement pour ses adversaires...

Mike Tyson, tout le monde connaît : ancien champion du monde des poids lourds – 50 victoires sur 58 combats, dont 44 par KO –, cocaïnomane et alcoolique, brute accusée et condamnée pour viol, et aussi soutien inconditionnel de Donald Trump. Mais on ne sait pas comment il en est arrivé là.

D'abord que lui reprochait-on ? De frapper sa femme, l'actrice Robin Givens, certes. Tristement banal dans le milieu de la boxe. D'en harceler d'autres ? Encore plus banal. Les 300 millions de dollars acquis à coups de poing ? Pas vraiment. Non, ce qu'on ne lui pardonnait pas, c'était son cynisme : on ne se moque pas impunément des vieux boxeurs noirs qui consacrent leur dernière force à lutter contre la délinquance juvénile ou l'apartheid. Il incarnait une forme de génie du mal, promenant ostensiblement son dégoût de tout, aussi bien de la boxe que des autres et de lui-même.

Ce qu'on lui pardonnait encore moins, c'est d'avoir violé une jeune Noire – ce qu'il a toujours nié –, candidate à un concours de beauté dont il présidait le jury, viol qui lui a valu six ans dans un pénitencier. Sans oublier ce combat mythique au cours duquel il a arraché avec ses dents l'oreille de son adversaire Evander Holyfield.

On s'est étonné que ce bad boy, « Kid Dynamite » comme le surnommait son mentor et père adoptif Cus d'Amato, converti à l'islam en prison, ait pris le parti de Donald Trump contre M^{me} Clinton. C'est oublier que Trump a

toujours défendu et soutenu financièrement Mike Tyson, y compris lors de son procès pour viol, sans doute truqué. Car comment imaginer qu'une donzelle n'ignorant rien de la brutalité de Tyson – six plaintes avaient déjà été déposées contre lui pour harcèlement sexuel – l'ait suivi en toute naïveté dans la chambre 606 de l'hôtel Canterbury à Indianapolis. Ce qu'il a expié pendant des années dans le pénitencier d'Indianapolis, c'est moins un viol douteux que l'image terrifiante qu'on projetait sur lui.

Or voilà que maintenant, après avoir passé le cap de la cinquantaine, Mike Tyson reconnaît que sa vie a





Mike Tyson, 1986.

été un énorme gâchis ! Il veut tourner la page de son passé, y compris celle de la boxe : « *Les gens respectent le combattant, ce que j'ai accompli sur le ring. Mais moi j'aimerais que ce gars-là soit mort, qu'il n'ait jamais existé.* » Paradoxalement, il estime avoir été victime de sa sensibilité. Il a raconté sa vie dans deux livres : *La Vérité et rien d'autre* (2014) et *Iron Ambition: My Life with Cus d'Amato* (mai 2017). Il évoque ainsi, plus de trente ans après sa mort, la figure tutélaire de Cus d'Amato, celui qui l'a découvert et élevé quand il n'avait que 13 ans. Mais Cus est mort d'une pneumonie quelques mois après les débuts fulgurants de « Kid

Dynamite ». Il parle également de sa passion pour la colombophilie. « *Avant Cus, ce sont les pigeons qui m'ont sauvé la vie.* » Un type, raconte-t-il, a volé un de mes oiseaux, et quand je lui ai demandé de me le rendre, il l'a sorti de son manteau, lui a tordu le cou et a frotté son sang sur moi, laissant une tache indélébile dans l'âme de l'enfant. Cette blessure ne sera pas la seule, mais aucune ne laissera une trace aussi profonde, même pas ses tentatives de suicide ni un viol subi dans son enfance. Une colombe peut-elle décider du destin d'un homme ? Mike Tyson se pose encore la question – insoluble bien sûr. •

VAMPIRE CONTRE-ATTAQUE

Par Lucien Rabouille

Diabolisés par l'Église, fantasmés par le romantisme, cuisinés à toutes les sauces par les séries américaines, les vampires sont trop rarement abordés avec le sérieux que ce mythe fondateur de l'humanité mérite. Jacques Sirgent s'est mis en tête de corriger ces horreurs.

Tout romantique « porte le deuil de l'histoire », confessait Musset. Jacques Sirgent, qui nous accueille au musée des Vampires et Monstres de l'imaginaire, habillé en noir comme chaque jour depuis qu'il a 20 ans, me fait penser à cette citation. Pour peu qu'on le cherche, son cabinet de curiosités n'est jamais fermé. Sur rendez-vous, il accueille visiteurs, étudiants et curieux pour une conférence de deux heures. L'homme est un universitaire et spécialiste reconnu dans le vaste monde. Pourtant, c'est au cœur de la Seine-Saint-Denis, aux Lilas, qu'il a élu domicile, dans la maison qui abrite également son musée depuis 2005. Une activité qui, semble-t-il, en inquiète certains. Sirgent assure qu'un grand quotidien l'a mis à l'index en appelant à brûler le musée avec son démon de propriétaire à l'intérieur. Que peut-on bien montrer dans un musée consacré à des créatures qui n'existent pas ? Une foule de choses : des boîtes anti-vampires du XIX^e, des masques, des bibelots, des trousseaux de clefs et une bibliothèque unique au monde, élaborée depuis quarante ans. Au mur, des portraits, des tableaux et des symboles fixent le visiteur. Le propriétaire brise maladroitement un cadre en nous montrant l'œuvre qu'elle protégeait : « Son auteur, une jeune fille, ne me parle plus depuis que je lui ai dit que son tableau était magnifique. »

La moindre expérience anodine le transporte. Jacques Sirgent peut se lever un matin avec la certitude de trouver un grimoire aux Puces et finir effectivement par le trouver. Récemment il a reçu un coup de fil d'un ami lui murmurant : « Si tu vas en enfer, je viendrai te cher-

cher. » Son public parfois le surprend. Peu d'étudiants, quelques élèves, des mordus du sang et parfois des enfants. « Ils ne mentent pas : une quinzaine d'entre eux m'ont indiqué d'intuition le lieu précis où mon grand-père s'est donné la mort, juste ici, au pied de cet arbre », raconte-t-il. Des classes lui envoient des enfants pour les protéger des cauchemars. Ils évoquent leurs craintes nocturnes ; l'hôte les rassure par ses légendes. Parfois, il suffit qu'un visiteur se penche sur un objet pour que le conférencier le lui offre.

L'historien a aussi enrichi sa passion du légendaire en explorant les luxuriances urbaines de Paris. Depuis peu, il organise des visites guidées du Père-Lachaise, d'autres autour d'anciens coupe-gorges et lieux de crimes. Ses visites guidées de Paris affichent complet jusqu'en novembre. Elles révèlent une ville insalubre, sombre et dangereuse où l'on crevait par les poux ou de la consommation des eaux impropres de la Seine. « Dans de telles conditions de vie, se faire assassiner était presque libérateur », ironise Sirgent. L'érudit raconte l'histoire de la prostitution à Paris. Il en connaît le faste, la diversité d'appellation, le luxe d'anecdotes. Les filles, qui avaient été chassées de Paris par la police, ont, dit-il, « repris le trottoir depuis que les flics sont occupés par les attentats ». De mauvais esprits y verraient une conséquence positive du terrorisme.

Lire l'histoire par les légendes

Quand il ne parle pas froufrous, le directeur du musée lit l'histoire sur des fresques. Quoique bruyamment cartésienne, la France est en effet un grand pays superstitieux comptant plus de légendes que l'Irlande. Sirgent s'en félicite, en mémoire d'un temps où « les gens vivaient dans le symbole. On ne différenciait pas alors le mythe du vécu réel », explique-t-il. D'ailleurs, notre guide est moins passionné par les vampires stricto sensu que par « ce besoin que les hommes ont eu de créer des mythes pour se protéger ». Les vampires seraient aussi vieux que les légendes et l'humanité. Mircea Eliade explique que l'on en aurait trouvé la trace en Chine il y a 450 000 ans, comme l'atteste la découverte d'une trentaine de squelettes peints en rouge entassés au fond d'une caverne. C'est pour se protéger de leurs peurs, comme la phobie de la nuit ou l'angoisse de la mort, que les premiers hommes ont inventé monstres, légendes et rites conjuratoires. Le mythe permet en effet d'appivoiser son



Jacques Sirgent, fondateur du musée des Vampires et Monstres de l'imaginaire, aux Lilas.

environnement en interposant un imaginaire rituel entre sa crainte et le monde.

Les vampires sont issus de légendes amoureuses. Sirgent nous tend un vieil exemplaire de *L'imitation de Jésus-Christ*. On pouvait lire dans ce best-seller du XVIII^e siècle que « la morsure précède le baiser ». À Rome, Ovide assurait que deux amoureux s'étreignent d'abord par les dents avant même que l'un pose ses lèvres sur le cou de l'autre.

Que s'est-il donc passé pour que ces créatures fantastiques soient affublées d'une sinistre réputation ? La réponse se trouve dans *Dracula*, maître ouvrage de l'Irlandais Bram Stoker, que Jacques Sirgent a traduit pour Flammarion. Stoker a fait du comte Dracula une métaphore de l'Angleterre, prince odieux comme la perfide Albion, piégeant les sots et distribuant des miettes aux valets. Dracula lance la légende noire du vampire aux dents longues qui hante des manoirs pour terroriser l'univers. Un immortel au petit pied, qu'un pieu planté au cœur suffit à neutraliser. Comme à l'époque de Cro-Magnon, notre société a besoin d'un exutoire facile : le vampire est ainsi devenu synonyme de banquier vorace ou de politicien arriviste.

Sous peine de décevoir son public, le vampire doit donc faire peur. On le réduit désormais aux productions

industrielles de frisson pour spectateurs en mal de sensations fortes. Films de genre, romans de gare et jeux vidéo ont déraciné le vampire, quitte à en faire une figure passe-partout assaisonnée à toutes les sauces : les lesbiennes apprécieront *Lesbian Vampire Killer*, les geeks *Resident Evil*, l'adolescente *Twilight*. Bref, le contenu disparaît au profit du contenant.

Notre hôte n'est guère optimiste à force de voir le milieu du vampirisme se réduire au petit cercle des fans de musique gothique. Il observe avec tristesse l'indigence des jeux de rôles inspirés par les vampires, des légendes virtuelles infiniment moins riches que nos légendes foisonnantes. « On ne raconte plus rien aux enfants pour les rassurer. Notre société fabrique des gens haineux qui ne savent même plus communiquer entre eux », regrette-t-il. Cet homme charmant est une figure de l'ancien monde. Un de ces rêveurs passionnés que l'époque a rendu étranger sinon étrange. S'il concède ne pas croire en l'existence de ses créatures, Jacques Sirgent reste convaincu que leur souvenir peut sauver certaines âmes. Rangez gousses d'ail et crucifix, le vampire est votre ami ! •



Le musée des Vampires et Monstres de l'imaginaire. 14, rue Jules David, 93260 Les Lilas. Sur réservation, Tél. : 06 20 12 28 32.

AMSTERDAM, ADIEU LES DAMÈS !

Par Sami Biasoni

Peu après la Mairie de Londres, les autorités d'Amsterdam ont décidé de bannir du vocabulaire officiel les mots « Monsieur » et « Madame » et d'adopter l'écriture « inclusive » chère à l'idéologie queer.



C'est par un sobre « *Hello everybody !* » que s'ouvrent désormais les annonces du métro londonien. Exit le traditionnel « *Ladies and Gentlemen* » – jugé trop peu inclusif, voire carrément discriminatoire, on lui préférera à l'avenir une formulation neutre et désincarnée. Dans l'indifférence presque générale, la Mairie d'Amsterdam a, quant à elle, publié cet été un guide linguistique à destination de ses fonctionnaires, destiné à leur communiquer de bonnes pratiques langagières, afin de garantir une « *inclusivité administrative* » aux Amstellodamoises, aux Amstellodamois et surtout à ceux qui ne se reconnaissent dans aucune de ses appellations. Victime expiatoire désignée, le « *madame, monsieur* » se verra remplacé par un « *chers concitoyens, chers habitants, chères personnes présentes* » ; les actes d'état civil et autres documents d'identité verront pour leur part la mention « *à la naissance* » apposée auprès du sexe inscrit.

C'est une nouvelle victoire des partisans de la théorie du genre pour lesquels l'identité sexuelle ne serait – nonobstant le réel, la culture et la tradition – autre qu'un construit social que tout individu doit pouvoir aisément modifier, mixer voire rejeter. L'entreprise de déconstruction du langage à l'œuvre n'est pas sans implications sociétales. Comme le rappelle Roland Barthes, l'écriture s'insère dans l'histoire. La langue aussi : elle en émane autant qu'elle la façonne. Elle est ce lien qui nous unit et qui porte, via sa sémantique, notre culture. L'acceptation complaisante de sa lente déliquescence ne saurait nous conduire ailleurs que vers un appauvrissement pur et simple de la pensée. Cette

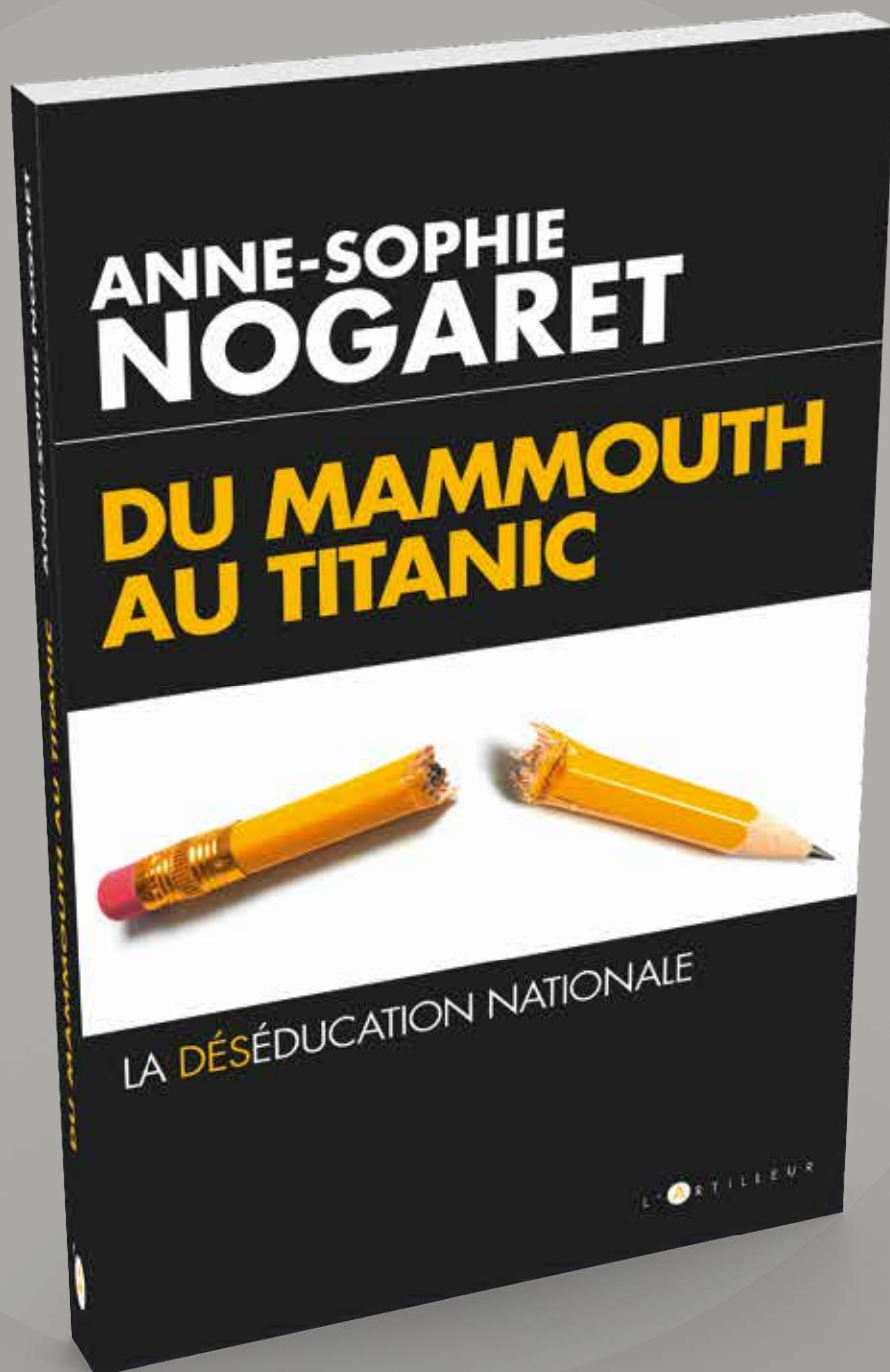
novlangue n'a que trop prouvé sa capacité à conquérir un espace d'expression toujours plus étendu. En s'institutionnalisant, elle acquiert une légitimité autrement plus pernicieuse.

Dès lors qu'il s'inscrit dans une logique d'oppression, le progressisme minoritaire se renforce par ses succès, mais aussi s'autolégitimise par ses échecs à conquérir de nouveaux droits. Il phagocyte le social en exigeant sans cesse des régimes d'exception contraignants. C'est ainsi que la mairie d'Utrecht a aménagé des sanitaires « neutres/inclusives » au sein de son hôtel de ville, démarche que s'apprête à suivre la capitale néerlandaise. Portée par quelques lobbies inquisiteurs influents, pour l'essentiel perfusés de subventions publiques, l'idéologie de conquête des militants du « *gender* » contribue à bâtir une société où la normalité devient au mieux suspecte, au pire oppressive. Reprenant la rhétorique et les méthodes des organisations racistes, les pires partisans de la théorie du genre font de réalités biologiques des récits (*narratives*) de domination.

Au cimetière de l'universalisme langagier, « *ladies and gentlemen* » rejoint désormais les « *têtes-de-nègre* » racistes devenues « *boules-de-neige* », les célébrations de Noël islamophobes rebaptisées « *festivités de l'hiver* » et les fêtes des pères et des mères homophobes consacrées « *fêtes de ceux que l'on aime* ». Sur ces quelques considérations nécrologiques tragi-comiques : Madame, Monsieur, bonsoir. •

Sami Biasoni est banquier d'investissement, professeur chargé de cours à l'Essec et doctorant en philosophie à l'ENS.

QUAND UNE PROF OSE DIRE **LA VÉRITÉ**



EN LIBRAIRIES **LE 6 SEPT**

L'ARTILLEUR

www.editionsdutoucan.fr

PMA POUR TOUTES ŒDIPE, CONNAIS PAS ?

Par Daniel Pendanx



Préparation du sperme en vue d'une fécondation in vitro, au Service d'assistance médicale à la procréation (AMP) de l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart.

Pour le psychanalyste Daniel Pendanx, lecteur de Pierre Legendre, la déconstruction du droit civil sur les questions familiales fait sauter le verrou juridique majeur de l'Interdit, et ouvre les vannes d'une régression généralisée.

Il n'y aurait pas à se préoccuper plus avant de cette affaire de « la PMA pour toutes » nous dit Jérôme Leroy dans son récent texte « La PMA, pourquoi pas ? »¹, concluant son propos de cette aimable formule de « *deux femmes qui s'aiment et veulent faire un enfant* » – expression aussi lénifiante quant à « l'amour » supposé qu'absurde dans son « *faire un enfant* ». Ah, elles « *s'aiment* », et « *veulent faire un enfant* », et sûrement ainsi, pourquoi pas, « *manger le diable* » (Baudelaire) !

Je pensais Jérôme Leroy, dont j'apprécie si souvent les articles, moins tenu au nouvel empire (égalitariste) du Bien. Serait-il donc aussi peu averti de l'économie subjective de cette affaire – de la « course à l'innocence » qui s'y engage – que les tenants les plus radicaux de la déconstruction illimitée ?

Effacer l'œdipe ?

Il est vrai qu'il n'est pas le seul, il existe même des psychanalystes pour prétendre effacer l'œdipe. Et ce n'est pas d'aujourd'hui qu'au prétexte de ladite « *mort du père* » ou de la « *fin du patriarcat* », certains laissent « *entendre que la psychanalyse, d'une certaine façon, nous libère de la loi. Grand espoir ! Je sais bien en effet que c'est sous ce registre que quelque chose d'un épingle libertaire se rattacherait à la psychanalyse. Je pense à vrai dire – et c'est tout le sens de ce que j'appelle l'envers de la psychanalyse – qu'il n'en est rien.* » Un « *envers* » dont Lacan dira en 1969 dans ce même propos qu'il a « *à voir, et au plus haut point, avec la façon dont le droit structure le réel* », soit au bout du compte avec la façon dont le droit vaut comme verrou de l'institution de l'animal parlant.

Mais comment aborder en rigueur, sans morale, à distance des conformismes de tous bords, cette affaire de la PMA, simple suite du mariage pour tous, cerise sur le gâteau ? Je ne vois pas qu'on le puisse sans saisir en quoi, en regard du jeu du désir (dimension inconsciente comprise), la mise à mal des digues du droit civil sur le nom et le mariage a fait sauter un verrou juridique majeur de l'Interdit, ouvrant les vannes d'une régression généralisée, avec son lot de sacrifices et la production d'immatures en série.

Droit civil et désir, un lien méconnu

Il est bien difficile de faire entendre combien « le mariage pour tous » ou « la PMA pour toutes » sont une faute contre l'esprit, contre la logique et la transgression, une faute contre la liberté elle-même du sujet et, plus encore, contre la justice généalogique. Tenter de faire résonner en quoi – a contrario des idées spontanées communes du progressisme et du libéralisme – la légitimation du familialisme gay participe d'une perversion culturelle généralisée de la représentation fondatrice mère/père (lourde de conséquences fâcheuses) demeure une gageure.

Dans notre tradition, l'institution du mariage, avec son fameux « carré noir » des interdictions à mariage, était bien la clef de voûte de cette représentation des fondements, véritable support symbolique de l'élaboration

de la différence des sexes et des générations. Voilà ce dont la plupart n'ont rien voulu savoir à l'occasion du mariage pour tous : le fait qu'en regard de l'économie « meurtrière » du fantasme qui gouverne le fond de l'être – cette « autre scène » d'un désir inconscient qui ne connaît pas la contradiction, pour lequel tout est possible –, le droit civil n'a pas vocation à réguler les comportements ou à imposer je ne sais quel modèle de vie familiale, mais bien vocation (symbolique) à garantir pour tous une fiction fondatrice crédible, celle d'un couple mère/père conforme à la Nécessité, à la Raison. La critique de la déraison politique impliquée dans la déconstruction juridique en cours, telle qu'ici je la soutiens, se trouve dégagée de toute visée normalisatrice « réactionnaire ». Défendre le noyau structural normatif dont le droit est comptable n'est pas en soi vouloir imposer au sujet un « ordre sexuel » ou telle ou telle orthodoxie subjective sexuelle, familialiste. Vieux praticien de la protection administrative et judiciaire de l'enfance, j'ai été bien placé pour relever combien la confusion familiale et institutionnelle des figures parentales accentue la casse subjective et pousse à des pratiques d'assistance éducative sans rigueur. Pour brouiller les conditions culturelles générales de l'identification sexuée, le mouvement en cours fait et fera que d'aucuns dans les familles, et à coup sûr dans les milieux les plus fragilisés, devront payer le prix pour que d'autres continuent à vivre en toute « innocence » narcissique ! Dans la « vie quotidienne », il n'y a pas que de l'injustice sociale, il y a aussi beaucoup, et peut-être de plus en plus, d'injustice généalogique, avec à la clef tous les laissés-pour-compte de la Raison.

Une autre chose me paraît certaine : ce n'est pas avec cette désintégration-là des montages et repères fondamentaux de la subjectivation que l'on intégrera ceux venus d'autres cultures, et particulièrement de la culture musulmane. Comprendrons-nous alors notre responsabilité dans le fait que ceux-là se tournent de plus en plus vers un mode (fondamentaliste) inversé vers leur propre tradition, avec les risques associés d'affrontements duels ?

Nombre d'intellectuels progressistes et libéraux, comme le Comité national d'éthique, sont en panne face à cette déconstruction sans limites, car ils ont depuis trop longtemps méconnu, ainsi que l'a rabâché dans le désert Pierre Legendre – dont l'apport reste circonscrit –, la fonction symbolique du droit civil. Soit le fait que les montages princeps sur le mariage et la filiation avaient, pour tous – non mariés y compris bien sûr –, vocation à soutenir une triangulation qui est, comme toute clinique digne de ce nom l'éclaire, la condition même de la dialectique (du fantasme et de l'Interdit) qui préside, à l'intérieur de chacun, au procès subjectif, infini, de la différenciation de soi et de l'autre. •

Daniel Pendants, auteur de nombreux articles, dont « L'impératif généalogique et la question du sexe, aujourd'hui », *Conférence*, n° 29, 2009 ; « De la fausse réparation », 2015, *Cultures et Sociétés*, n° 39, juillet 2016 ; « Revenir sur ledit "intérêt de l'enfant" », *Envie d'école*, n° 90, mars-avril 2017.

1. Voir « La PMA, pourquoi pas ? », de Jérôme Leroy, sur causeur.fr.

NATHAN, L'AMÉRICAIN QU'ON ATTENDAIT

Par Jérôme Leroy

Les romans américains de la rentrée sont souvent des produits calibrés lancés comme des nouvelles lessives. *Les Fantômes du vieux pays*, de Nathan Hill, pour une fois, échappe à la règle.

Le grand roman américain de cette saison, en France, sera donc *Les Fantômes du vieux pays*, de Nathan Hill. Il en faut un, en général, par rentrée littéraire. Si possible écrit par un primo-romancier dont les droits ont déjà été achetés une fortune sur manuscrit et qu'une habile politique commerciale réussit à faire passer pour le nouveau Norman Mailer, le successeur de Don DeLillo, l'héritier de John Irving, le fils spirituel de William Styron. Il arrive que ça marche, comme en 2002, lorsque le public français découvrit *Les Corrections*, de Jonathan Franzen. Mais ce type d'opération peut aussi échouer lamentablement comme cela fut le cas en 2016 pour *City on Fire*, de Garth Risk Hallberg, qu'une presse moutonnaire avait présenté comme le livre « incontournable¹ » et qui s'est révélé un pavé indigeste.

Avec les 700 pages serrées des *Fantômes du vieux pays*, on a plutôt affaire à une excellente cuvée. Sans doute parce que Nathan Hill a compris une chose simple : un grand roman ne surgit pas de nulle part. Un écrivain, aussi doué soit-il, ce qui est visiblement son cas, ne se révèle pas tant par l'innovation formelle ou l'expérimentation hasardeuse que par sa compréhension de ce qui hante ses contemporains – compétition permanente, angoisse du déclassement, fuite en avant dans le virtuel, oubli de l'histoire qui revient pourtant à l'occasion avec la brutalité d'une gifle.

La force de Nathan Hill est la force paradoxale des grands écrivains réalistes : il ne se contente pas de rendre compte du réel, il sait changer son angle de vue et, à la manière d'un sniper, bouger sans cesse de poste de tir pour atteindre sa cible. Au point que ce que

l'on croyait connaître de notre société devient soudain étrange, voire menaçant. Tous ses personnages donnent ainsi l'impression qu'il leur suffirait de presque rien pour devenir des tueurs de masse psychotiques derrière leur existence banale et policée. Il sait, de surcroît, orchestrer tout cela dans une narration qui joue sur tous les registres, de la satire au drame, de la violence à l'éclat de rire désespéré, du roman d'apprentissage à la tragédie amoureuse.

Quand Nathan Hill nous promène, de 1968 à 2011, dans une chronologie savamment bouleversée, ce n'est pas pour le plaisir artificiel d'égarer le lecteur, mais plutôt pour le mettre à l'unisson de son personnage central, Samuel Anderson, la quarantaine désabusée, universitaire de troisième ordre dans la banlieue de Chicago, qui découvre la vérité de son existence par des allers-retours forcés entre un présent où il se sent exilé et un passé plein de failles, de chausse-trapes et de refoulements sexuels plus ou moins névrotiques. Pur produit de la classe moyenne, Samuel a été abandonné par sa mère à 11 ans, à la fin de l'été 1988. Il ne s'en est jamais vraiment remis, surtout que cette mère, Faye, est partie sans prévenir. Et elle n'a pas disparu pour un autre homme, même si le père de Samuel, cadre supérieur dans les surgelés, n'avait rien d'une personnalité exaltante.

Au début des *Fantômes du vieux pays*, Samuel Anderson est seul dans son bureau de la fac, il songe encore, des



Nathan Hill.

années après, à son impossible amour d'adolescence pour une ancienne voisine devenue une violoniste virtuose. Il attend d'être bien certain que plus personne ne rôde dans les couloirs pour se brancher sur un jeu vidéo en ligne, *Elfscape*, où il se transforme en chasseur de dragons. Certains se droguent, lui passe ses nuits dans un monde virtuel sous le pseudonyme de Dodger et finit par mieux connaître ses partenaires invisibles que ses collègues. C'est à cause de cette addiction qu'il n'apprend qu'avec deux jours de retard, autant dire une éternité à l'époque du flot d'infos en continu, qu'une femme d'une soixantaine d'années a agressé un candidat à la primaire républicaine, gouverneur ultra-conservateur du Texas, en lui lançant une poignée de graviers à la figure.

Il se trouve que cette femme est la mère dont il n'a plus la moindre nouvelle depuis un quart de siècle. L'information le surprend, mais le laisse d'abord dans une relative indifférence. Il a assez souffert l'été de ses 11 ans pour ne plus rien se sentir de commun avec cette femme. De plus, il a d'autres problèmes, plus urgents. Une étudiante, petite créature parfaitement abjecte, qu'il accuse d'avoir triché à un devoir sur *Hamlet*, a décidé de le faire virer pour se venger.

Le lecteur aura ainsi le droit à une peinture de la vie universitaire américaine qui rappellera les meilleures pages du Philip Roth des débuts, à cette différence

qu'une fac américaine de 2011 ressemble désormais au monde de Kafka, avec des étudiants mutants dont la vie intérieure se résume aux « cinquante sentiments » proposés par les réseaux sociaux. Comme un malheur n'arrive jamais seul, Samuel se retrouve au même moment dans une situation financière critique. À l'âge de 25 ans, après la publication d'une seule nouvelle, il a été considéré comme l'un des principaux espoirs de la littérature américaine, raison pour laquelle un agent lui a versé un à-valoir considérable pour un roman. Celui-ci n'ayant jamais vu le jour, il doit rendre l'argent. Logique, comme le lui explique son agent : « *Le livre, c'est juste l'emballage, le contenant. (...) Ce qu'on crée, en réalité, c'est de la valeur. Le livre, c'est juste une des formes sous lesquelles se présente cette valeur, une échelle, un emprunt.* »

La seule solution que Samuel trouve, pour éviter la ruine, est donc de proposer un livre d'enquête sur sa mère, cette femme mysté-

rieuse et inhumaine, qui lui racontait des légendes de sa Norvège d'origine, lisait les poètes de la beat generation et avait participé aux mouvements contestataires de l'année 1968. Il est même prêt, comme le souhaite l'agent, à transformer cette enquête en récit à charge. Avec *Les Fantômes du vieux pays*, Nathan Hill se révèle un admirable peintre de l'enfance malheureuse, des traumatismes fondateurs qui font que certains finissent par se faire tuer dans un char pendant la guerre du Golfe tandis que d'autres grossissent à vue d'œil derrière des consoles de jeux, et montre sans grandiloquence comment une barbarie douce, policée, se répand dans une société américaine qui peine à se voir telle qu'elle est, et encore plus à se raconter. Se raconter et raconter son temps, c'est pourtant le défi que s'est donné ici Nathan Hill, défi qu'il relève avec une force émouvante et impressionnante à la fois, en jouant ironiquement sur les quatre situations de base des jeux vidéo auxquels Samuel est accro et qui résument soudain, de façon dérisoire et irréfutable, la condition humaine : « *Ennemi, obstacle, énigme, piège.* » •



Les Fantômes du vieux pays, Nathan Hill (traduit par Mathilde Bach), Gallimard, 2017.

1. À quand une proposition de loi pour mettre à l'amende le critique qui emploie « incontournable » ?

L'ESPION QUI VENAIT DU MEKONG

Par Paulina Dalmayer

Le Sympathisant de Viet Thanh Nguyen mérite amplement son prix Pulitzer du meilleur roman. Jamais on n'avait déconstruit avec autant de brio les idées simples hollywoodiennes sur le Viêt Nam compliqué...

S'il n'avait pas gagné le prix Pulitzer avec son premier roman, *Le Sympathisant*, Viet Thanh Nguyen aurait pu faire une carrière cinématographique. On l'imagine facilement dans une suite d'*In the Mood for Love* ou autre avatar de *L'Amant* de Jean-Jacques Annaud. On l'aura compris, cet Américain de 46 ans, originaire du Viêt Nam que sa famille a fui après la chute de Saigon en 1975 pour s'installer définitivement en Californie, ne séduit pas uniquement grâce à son talent et son humour. « *Je suis un espion, une taupe, un agent secret, un homme au visage double. Sans surprise, peut-être, je suis aussi un homme à l'esprit double* », dit son héros dont on ignore le nom. Nguyen paraît moins énigmatique. Sa réussite reflète celle de beaucoup de réfugiés asiatiques, l'érigeant presque en symbole de l'intégration sans fautes et contribuant, par ailleurs, à véhiculer l'idée du rêve américain que l'on croyait dépassée. Reste que le succès de la famille Nguyen – les parents de l'auteur sont devenus des commerçants prospères tandis que son frère aîné a étudié la médecine à Harvard – ne suffit pas à justifier leur exil. Dans son roman, Viet Thanh Nguyen examine la principale cause de celui-ci : la guerre.

« *La guerre n'a pas besoin de nom* », affirme-t-il lors de notre entretien. Encore que. Si aux yeux des Vietnamiens « *la guerre* » est, à l'évidence, celle de 1963-1975, le terme désigne pour les Américains la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, ce sont bien des Américains qui, depuis quatre décennies, nous racontent la guerre du Viêt Nam, qui non seulement n'est pour eux qu'une guerre parmi d'autres, mais de surcroît, une guerre perdue. Enfin, si on en croit les manuels d'histoire. Car, non sans raison, Nguyen insiste sur le fait que leur industrie culturelle, Hollywood en tête, a permis aux Américains de gagner la guerre de la mémoire : « (...) *cette guerre est la première dont l'histoire a été racontée par les vaincus et non par les vainqueurs* ». Certes. Si on a du mal à citer un seul film dans lequel les Vietnamiens auraient joué un autre rôle que celui de cibles muettes, c'est qu'un tel film n'existe

pas. Le grand accomplissement de Nguyen consiste donc à donner une voix aux siens, qu'ils soient pro-américains ou communistes, vaillants ou lâches.

Le Sympathisant commence au moment de la prise de Saigon par les troupes de Hồ Chi Minh et met en scène un espion communiste au service d'un général sud-vietnamien, dont on suivra l'odyssée à travers son exil californien. Il s'y fera embaucher comme consultant par un réalisateur hollywoodien pour le tournage d'un film sur la guerre du Viêt Nam, avant d'être amené à retourner dans son pays au nom du fantasme d'une poignée de ses compatriotes, aidés par une autre poignée d'influents sénateurs américains qui n'ont pas digéré la défaite. Il va de soi que l'expédition finale, qui vise à reprendre le Viêt Nam aux communistes, vire rapidement au fiasco. Mais l'audace, et peut-être le génie de Nguyen, c'est de révéler la complexité des enjeux internes auxquels sont soumis les Vietnamiens. Cela sans une once d'amertume ou de victimisation. Tout au long des près de 500 pages du *Sympathisant*, on assiste à une série d'assassinats politiques commandités par le général à l'encontre de ses anciens soldats qu'il soupçonne de trahison, à la dégringolade morale des réfugiés vietnamiens, à leur difficile adaptation aux standards de la démocratie libérale, au sujet de laquelle le général a un avis bien tranché : « *Deux possibilités, et regardez déjà tout le cinéma à chaque élection présidentielle. Même deux options, c'est peut-être une de trop. Une option, c'est suffisant, et aucune option, c'est sans doute encore mieux.* » C'est peu dire que Nguyen n'est pas tendre avec sa communauté. Seulement, comme les Américains l'ont compris très vite, il vaut mieux « *être un méchant, un perdant, un antihéros, plutôt qu'un figurant vertueux – du moment qu'on occupe le devant de la scène* ». Nguyen ne fait qu'appliquer le principe, adoptant ainsi la sentence du Satan de Milton, selon laquelle il est préférable de régner en enfer que servir au paradis. En conséquence, il n'accorde que quelques répliques assez compromettantes au grand réalisateur hollywoodien, à travers lequel on reconnaît aisément Francis Ford Coppola. Pas davantage au prénommé



Viet Thanh Nguyen.

Claude, l'agent de la CIA responsable de l'apprentissage aux jeunes recrues vietnamiennes des techniques de torture que l'empire du Bien pratique sur ses ennemis.

Ce n'est toutefois pas la raison pour laquelle le roman a été refusé par plusieurs maisons d'édition. Bien que le propos puisse paraître quasi incompréhensible dans notre République, Viet Thanh Nguyen souligne avec force qu'il a écrit un roman destiné à un lectorat non blanc : « *L'industrie littéraire et le système culturel américain travaillent à convaincre les auteurs de couleur d'écrire pour le public blanc. Il est certain que si j'avais écrit un tel livre, j'aurais gagné beaucoup plus d'argent et les maisons d'édition intéressées à le publier auraient été plus nombreuses aussi.* » Mais à quoi ressemblerait concrètement *Le Sympathisant* dans une version pour Blancs ? Nguyen ne cherche pas ses mots avant de répondre. Tout d'abord certains faits historiques, comme la division du pays en 1954, seraient plus soigneusement exposés afin de permettre aux Américains de s'y repérer facilement. Il en irait de même en ce qui concerne les coutumes, les traditions ou les personnages historiques vietnamiens que Nguyen a introduits de façon aussi naturelle que s'il ne s'adressait qu'à ses compatriotes d'origine. *Last but not least*, il serait infiniment moins critique vis-à-vis des États-Unis, où on aime pourtant se flatter de l'inscription du premier amendement dans la Constitution. La fin du livre différerait également. Au lieu de se contenter de décrire la grande désillusion du communisme, Nguyen aurait été contraint, pour satisfaire l'Amérique

blanche, de célébrer le capitalisme.

En somme, la réception du *Sympathisant* aux États-Unis nous apprend davantage sur la sociologie, la culture, les tensions raciales en Amérique qu'une année à Yale. Il faut ajouter que le roman, explicitement destiné au public vietnamien, n'a pas spontanément réussi à le conquérir. « *Le choix d'un espion communiste comme protagoniste principal a dissuadé bon nombre d'Américains d'origine vietnamienne d'ouvrir mon livre. Au Viêt Nam, c'est la critique du communisme qui a posé un problème. Bien sûr, le Pulitzer a changé la donne. Que ce soit aux États-Unis ou au Viêt Nam, des Vietnamiens m'ont félicité sincèrement, bien que la majeure partie d'entre eux ne m'ait pas lu.* » Réjouissons-nous donc de pouvoir plonger dans ce savoureux enfer – la scène de masturbation avec un calamar est d'ores et déjà passée dans l'histoire de la littérature mondiale – avec une certaine distance tant affective que géographique. Ce qui n'empêche nullement *Le Sympathisant* d'atteindre l'universel dans ce qu'il nous dévoile de la condition de l'immigré, des relations entre l'Orient et l'Occident, de l'appartenance à une communauté, de la fraternité humaine, de l'Histoire enfin, dont Viet Thanh Nguyen montre avec brio une face jusque-là cachée. •



Le Sympathisant, Viet Thanh Nguyen, éditions Belfond, 2017.

PACTE MAFIEUX À VARSOVIE ?

Par Paulina Dalmayer



Antoni Macierewicz, l'actuel ministre de la défense polonais.

Scandale à grand spectacle en Pologne : le ministre de la Défense est accusé d'avoir été à la solde du KGB soviétique... puis de la mafia russe et du complexe militaro-industriel américain.

S'il était traduit en français, le livre du Polonais Tomasz Piatek, journaliste d'investigation attaché au légendaire quotidien *Gazeta Wyborcza*, aurait de quoi rendre fou plus d'un chez nous, à commencer par François Fillon, dont la carrière a été gâchée à cause d'un cadeau empoisonné de chez Arnys. Il semble qu'en Pologne il faille se donner beaucoup plus du mal pour être évincé du sommet du pouvoir. Le cas de l'actuel ministre de la Défense, Antoni Macierewicz, qui d'après l'enquête de Piatek est englué dans un marais de fréquentations louches et de relations compromettantes, du moins pour

quelqu'un qui devrait veiller sur la sécurité d'un pays de 38 millions d'habitants et membre de l'Union européenne, est de ce point de vue emblématique.

Face au réquisitoire de 200 pages intitulé *Macierewicz et ses secrets*, le ministre et son ministère se sont pourtant contentés jusqu'à présent de crier à la calomnie, voire au complot mondial auquel participeraient, outre quelques titres de la presse polonaise, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Die Welt* et le portail d'information américain *Daily Beast*. Soupçonné d'entretenir des liens avec les services spéciaux russes, mais aussi avec Alfonse D'Amato, l'ex-sénateur républicain et actuel

lobbyiste pour Lockheed Martin, la première entreprise américaine de défense et de sécurité, le ministre Macierewicz a porté l'affaire devant le parquet militaire, dénonçant le journaliste pour « *recours à la violence ou aux menaces à l'encontre d'un fonctionnaire public* ».

Il est toutefois peu probable que la justice, soumise au parti au pouvoir Droit et Justice dont est issu le ministre, fasse rapidement lumière sur une affaire un brin embarrassante. En effet, bien que Tomasz Piatek n'accuse pas explicitement Macierewicz d'être un espion russe, il montre – faits et témoignages à l'appui – à quel point ses agissements sont nuisibles à l'armée polonaise, et donc à l'OTAN. Du reste, la France aussi en a pâti, si l'on songe à la rupture inopinée du contrat entre l'armée polonaise et Airbus en vue de l'achat de 50 hélicoptères Caracal, à la suite d'une décision inexplicable du ministère de la Défense. On peut évidemment se demander comment l'achat par les Polonais de 21 hélicoptères américains Black Hawk au lieu des engins français aurait profité à la Russie ? Tomasz Piatek avance deux réponses. Selon la plus simple, tout ce qui affaiblit l'unité européenne sert la Russie de Poutine. Quant à la seconde, plus complexe, elle nécessite un détour par les connexions américaines de Macierewicz, sur lesquelles plane l'ombre de la mafia russe aux États-Unis.

Le mystérieux Monsieur M.

Le destin d'Antoni Macierewicz offre matière à réfléchir à quiconque s'intéresse à l'histoire de la psychologie humaine autant qu'au destin des anciennes oppositions démocratiques en Europe de l'Est. Ce fils d'une famille de l'intelligentsia catholique dont le père a été persécuté par les services de sécurité communistes est longtemps passé pour un incorruptible. Ami proche d'Adam Michnik, grand défenseur des ouvriers du chantier naval de Gdansk, il a réussi à s'évader de son lieu d'internement au début de l'état de siège et à survivre dans la clandestinité jusqu'en 1984. Après la chute du mur, Macierewicz s'est rapproché de groupuscules ultra-catholiques et nationalistes, qui contestaient ouvertement la sortie pacifique de l'ancien régime. Lech Walesa lui a pourtant confié le poste du ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement libre formé depuis la Seconde Guerre mondiale. Il a participé à son effondrement en publiant la liste des supposés collaborateurs de la police secrète du régime communiste sur laquelle figuraient, entre autres, le nom de Walesa lui-même ainsi que celui de Wiesław Chrzanowski, mentor de la droite polonaise catholique. Autant dire qu'il a été à l'origine de la plus grave crise politique qu'ait connue la Pologne postcommuniste.

Comme le révèle le livre de Piatek, ce héros de la résistance, si intègre qu'il voulait éliminer Walesa pour sa prétendue « trahison », n'a jamais coupé les liens avec un homme aujourd'hui très riche, Robert Luśnia, dont on sait pourtant avec certitude qu'il coopérait avec la police secrète. Tout cela, c'est du passé, dira-

t-on. Oui et non, car Luśnia a été recruté par l'officier Nadworski qui entretenait des relations très étroites avec le service de renseignement militaire soviétique, la fameuse GRU, réputée plus discrète, mais plus brutale, que le KGB. De fil en aiguille, Piatek parvient à démonter les rapports d'affaires qui lient Nadworski à Mogilewicz. Il faut retenir ce dernier nom, qui est celui d'un ami proche de Vladimir Poutine, connu par ailleurs pour diriger le plus puissant réseau mafieux russe au monde. *Foreign Policy* le classe parmi les dix personnes les plus recherchées au monde par le FBI, avec pas moins de 45 chefs d'accusation, parmi lesquels figurent le commerce illégal d'armes, le blanchiment d'argent, le trafic d'êtres humains, sans oublier sa grande spécialité, les meurtres sur commande. Il est vrai que Piatek n'a aucune preuve qui permette de relier directement Macierewicz à Mogilewicz. Tout au plus dévoile-t-il une série de coïncidences. Sauf que, comme disait Freud, « *l'accumulation met fin à l'impression de hasard* ». Or, Siemion Mogilewicz alias « Brainy Don » est très proche du mentionné plus haut Alfonse D'Amato, à qui Macierewicz, en tant que ministre de la Défense, avait confié l'organisation du sommet de l'Otan à Varsovie. Et c'est après avoir rencontré D'Amato aux États-Unis que Macierewicz a rompu les négociations avec les Français au profit des Américains auxquels il a acheté les Black Hawk, en ajoutant à la commande trois avions gouvernementaux Boeing pour près de 500 millions d'euros, sans lancer d'appel d'offres. Les choses se pimentent encore quand on apprend que l'un des gros actionnaires de Lockheed Martin, dont D'Amato assure les relations publiques, est Bank of New York, où Mogilewicz a blanchi près de dix milliards de dollars dans les années 1990. Et devinez quoi ? Bank of New York a généreusement sponsorisé la campagne sénatoriale de D'Amato à la même époque.

Vous pensez que le brave ministre polonais a des soucis à se faire. Vous avez tort. Après tout, ce chatoyant Mogilewicz apparaît également dans l'entourage de Donald Trump, ce qui n'a pas empêché celui-ci de devenir le président des États-Unis. Trump a même engagé comme proche conseiller un certain Felix Sater, homme d'affaires d'origine russe au passé criminel, dont le père, sans doute un hasard, appartient à la garde rapprochée de Mogilewicz. Si de nombreux experts américains, cités par Piatek, s'inquiètent de ce que Lockheed Martin achète les moteurs de ses fusées à des Russes, Donald Trump se félicite quant à lui de l'afflux d'argent russe aux États-Unis. Il reste alors à espérer que le journaliste polonais ne tombera pas sous un camion russe en plein centre de Varsovie. Par hasard, bien entendu. •



Macierewicz i jego tajemnice, Tomasz Piatek, Arbitror, 2017 (polonais, non traduit).

LOUIS PAUWELS

L'ANTIMATÉRIALISTE

Par Jean-Pierre Montal

Du bouddhisme au Fig Mag en passant par le *Matin des magiciens* : vingt ans après sa mort, retour sur le parcours surprenant d'un aventurier de l'esprit.

La vie de Louis Pauwels commence comme du Dickens, se poursuit chez Tolkien et finit dans un confort trouble à la Sagan. On peut y lire l'aventure d'un Rastignac surdoué ou celle d'un pèlerin en quête de sagesse. Né en 1920, le futur patron du *Figaro Magazine* est le fils naturel d'un grand bourgeois belge (qu'il refusera de rencontrer). Il est élevé dans un milieu ouvrier par sa mère et son beau-père, Gustave Bouju, apiéceur pour un tailleur des beaux quartiers. Le jeune Pauwels voue une admiration sans bornes à ce syndicaliste, nourri aux œuvres de Hugo et Jaurès. Avec lui, il comprend l'importance de l'instruction, du travail, mais touche aussi du doigt la frontière séparant l'inné de l'acquis. « *Entre cet homme qui m'était tout et moi, j'éprouvais l'existence d'une herse. Il y a une niche génétique : ce sont les parents de chair. Je n'étais pas dans la niche génétique.* » Sans faire de psychologie de vide-grenier, cette distance, découverte si tôt, jouera un rôle déterminant dans l'œuvre de Pauwels où les passions les plus débridées seront toujours décrites avec une glaçante lucidité.

Après une adolescence envoûtée par les grands textes de l'hindouisme, il devient instituteur et signe son premier roman, *Saint quelqu'un* (1946), l'histoire atroce d'un enfant mort, d'une mère suicidée et d'un père qui baigne en pleine béatitude bouddhique. Comparée à ces pages insoutenables, la *Chanson douce* de Leïla Slimani fait effectivement figure de berceuse. La critique s'emballe, le *New York Times* annonce la naissance du futur grand auteur français. Pauwels, lui, ne rêve ni de Paris ni d'Amérique ; plutôt d'Avon, Seine-et-Marne, où il rejoint le gourou Georges Gurdjieff. Il en reviendra quinze mois plus tard, défait par l'ascèse, pesant moins de 50 kilos mais avec un projet de livre, *Monsieur Gurdjieff* (1954), mélange d'enquête et de réflexions personnelles. Une réussite totale, inclassable. La même année, il publie un



roman boursofflé, *L'Amour monstre* (oui, celui cité dans *Initials BB* de Gainsbourg), manque le Goncourt de peu, dirige *Marie-Claire*. Cette fois, la voie vers la respectabilité et le succès semble tracée. Mais Pauwels emprunte une déviation invisible, poussé vers l'inconnu par une nouvelle rencontre.

Un nouveau matin plutôt qu'un grand soir

Ancien déporté du camp de Mauthausen, espion, chimiste et alchimiste parlant plus de 14 langues, Jacques Bergier résume à lui seul l'horreur et les mystères du XX^e siècle. L'association entre les deux hommes repose sur une amitié sincère (*Blumroch l'admirable*, merveille de 1976 signée Pauwels en témoigne) et un accord tacite : Bergier connaît les histoires, Pauwels sait les écrire. En 1960, ils publient *Le Matin des magiciens*, pavé qui brasse ésotérisme, sciences et mythe de l'Atlantide. Best-seller mondial. Pauwels lance, un an plus tard, la revue *Planète*. Le succès est foudroyant. Dès le deuxième numéro, le tirage atteint 100 000 exemplaires. Dans une France encore sous le choc de la guerre, prise entre l'absurde de gauche (l'existentialisme) et le cynisme de droite (les hussards), Pauwels et son équipe (le spécialiste des ovnis Aimé Michel, Henri Laborit, François de Closets, Roland Topor...) ouvrent une ligne de fuite antimatérialiste. Plusieurs éditions étrangères voient le jour et *Planète* organise même des séjours culturels en Grèce ou en Sicile avec le Club Méditerranée. Après dix ans de triomphe éditorial, Louis Pauwels quitte la revue. Lassitude, mais aussi clairvoyance. Il ne veut pas du compagnonnage

imposé, au début des années 1970, avec les hippies et les gauchistes : « *se coiffer du bonnet de Rousseau et se coller la barbe de Marx, c'est se faire une tête, pas avoir un visage. Ne pas confondre le Mystère et le Carnaval.* » On ironise sur son embourgeoisement, son couple avec la très raffinée Élina Labourdette et son optimisme technologique. Il s'en moque. Il refait surface, avec un plan.

Paganisme et « sida mental »

Créé en 1978 par Pauwels, *Le Figaro Magazine* va vivre plusieurs années au rythme des évolutions de son fondateur. Il se fait tout d'abord l'écho des thèses de la Nouvelle Droite, mouvance européenne et régionaliste (donc fort peu nationaliste), antilibérale, païenne et opposée à l'égalitarisme hérité de la chrétienté. Avec ces jeunes hommes (Alain de Benoist, Michel Marmin, Jean-Claude Valla...) Pauwels comprend que la droite française se remet soudain à penser, que la lignée reliant Joseph de Maistre, le cercle Proudhon à certains anticonformistes des années 1930 pourrait bien trouver une descendance. *Comment devient-on ce que l'on est ?*, superbe confession écrite dans une langue proche d'un Emmanuel Berl païen, est le manifeste du Pauwels de cette époque. Ce livre lave les idées à l'eau glacée, les réveille et les raffermi, que l'on soit d'accord ou pas. L'auteur résume sa vision idéologique : « *La société bourgeoise est bien l'autre*

face de la société marxiste. Elle partage avec celle-ci la certitude que les structures économiques déterminent toutes les valeurs. »

Quelle tête devait faire le lecteur du *Fig' Mag'* face à ces lignes ? Il n'aura pas à s'inquiéter très longtemps car Pauwels tourne le dos à la Nouvelle Droite dès 1980, se convertit à l'économie de marché puis au catholicisme (après une chute près d'une piscine d'Acapulco !). Adieu paganisme et antilibéralisme, bonjour résidences secondaires et pulls sur les épaules... En 1986, dans un éditо concernant les manifestations d'étudiants contre la Loi Devaquet, il parle « *d'une jeunesse atteinte d'un sida mental* ». Formule écoeurante. Une violente polémique éclate. Elle constitue, encore aujourd'hui, un marqueur idéologique révélateur : la gauche roublarde saute sur l'occasion, pour se faire le porte-parole d'une jeunesse qu'elle ne représente plus ; la droite couarde déserte le terrain social pour ne plus parler que d'entreprise et de marché. Chacun dans son emploi, comme au théâtre. La pièce se jouera plus de trente ans. Le « *sida mental* » fera surtout une victime : Pauwels lui-même, réduit désormais à cette seule expression. Peut-on résumer la vie d'un homme en deux mots ? Sans doute pas et encore moins la sienne. Vingt ans après sa mort, il serait temps de lui accorder un œil neuf. •

C'ÉTAIT ÉCRIT ŒUFS ET NOUS

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

Et maintenant les œufs... Après un certain nombre de scandales alimentaires, les œufs contaminés au Fipronil ont occupé une bonne partie de l'actualité estivale. Ainsi le pauvre consommateur de Jacques Prévert, déjà triste, se trouvait-il en plus en danger de mort ?

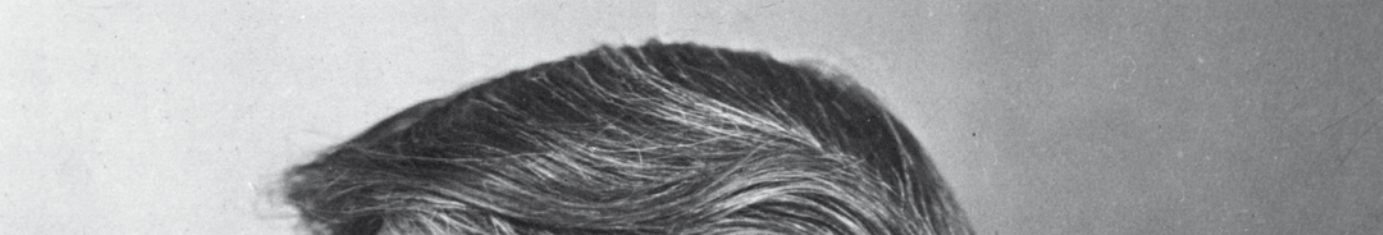
Il est terrible - le petit bruit de l'œuf dur cassé sur un comptoir d'étaim - il est terrible ce bruit - quand il remue dans la mémoire de l'homme qui a faim...

Pourtant, sans vouloir minimiser la chose, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) avait signalé dès la mi-août : « *Compte tenu des concentrations de Fipronil observées (...), le risque de survenue d'effets sanitaires apparaît très faible.* » L'œuf, et son éventuelle corruption,

serait-il alors investi d'une charge symbolique particulière ? C'est ce que pensait René Daumal en écrivant : « *Le poème qui n'est pas écouté devient un œuf pourri.* » On comprendra ainsi peut-être mieux l'émoi médiatique, et sa part d'inconscient, autour de l'œuf, métaphore de la création et du cosmos comme dans ce sonnet de Ronsard, lui-même inspiré d'Ovide, qui avait le premier chanté cette analogie :

*Je vous donne des œufs. L'œuf en sa forme ronde
Semble au Ciel, qui peut tout en ses bras enfermer,
Le feu, l'air et la terre, et l'humeur de la mer...*

Ne plus avoir confiance dans les œufs, c'est d'une certaine manière ne plus avoir confiance dans l'univers. Une femme de Nantes l'a appris à ses dépens, tuée par son compagnon le 20 août à cause d'une dispute sur « *la cuisson d'œufs au plat* ». On aurait dû signaler au couple, pour éviter ce pénible dénouement, le *Grand Dictionnaire de cuisine* d'Alexandre Dumas, qui nous indique la meilleure recette pour se faire cuire un œuf tout en nous donnant un moyen infaillible pour savoir s'il n'est pas contaminé par le Fipronil. « *Au reste, il y a une façon très-simple de savoir si l'œuf est encore bon : posez-le dans une tasse pleine d'eau, s'il se soulève d'un des côtés et tend à se tenir debout, c'est que l'œuf est au tiers vide et par conséquent n'est pas mangeable ; s'il pose d'aplomb sur son milieu, c'est qu'il est frais. Quand l'œuf est frais, nous dirons que la meilleure manière de le manger est à la coque.* » •



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

LETTRES D'ADIEU



1. HOMMAGE À JOHN DONNE

Elle avait 17 ans et nous avait laissé ce mot sublime de perversité et de désespoir : « *Je pars pour un long voyage. Si j'échoue qu'on s'assemble pour célébrer ma résurrection avec une bouteille de Clicquot. Si je réussis, je demande à n'être enterrée que lorsque je serai tout à fait morte, car il est très désagréable de se réveiller dans un cercueil sous la terre. Ce n'est pas chic !* »

Unanimes dit-ques'il était si facile de se suicider, on ne se bousculerait pas sur terre. Je serai moins péremptoire. « *Je crois*, écrivait David Hume, *que personne jamais ne s'est défait de la vie tant qu'elle valait la peine d'être vécue.* » Je lui donne volontiers raison. Il est surprenant toutefois que cette liberté fondamentale soit si peu prise en compte, comme si porter atteinte à sa propre vie était perçu comme un

sacrilège. Le premier évêque à avoir défendu le droit au suicide fut John Donne dans *Biathanatos* (1647), qui devint par la suite une bible pour les libres-penseurs. Partant de l'idée qu'il n'y a pas de condamnation du suicide dans les Écritures, John Donne combattit la doctrine chrétienne selon laquelle le suicide est un péché mortel qui vous envoie tout droit en enfer et défendit le droit de se tuer soi-même, la crucifixion du Christ pouvant elle-même être considérée comme un acte quasi suicidaire.

Plus récemment, Cioran proclamait dans son *Précis de décomposition* que celui qui n'a jamais conçu sa propre annulation, qui n'a jamais pressenti le recours à la corde, à la balle, au poison ou à la mer, est un forçat avili ou un ver rampant sur la charogne cosmique. « *Hors du suicide, point de salut !* » Mais Cioran, en cynique roublard, tempérait ses propos en précisant dans *Les Syllogismes de l'amertume* :





« Ne se suicident que les optimistes. Les autres n'ayant aucune raison de vivre, pourquoi en auraient-ils de mourir ? »

2. VIRGINIA WOOLF, LES NERFS À VIF

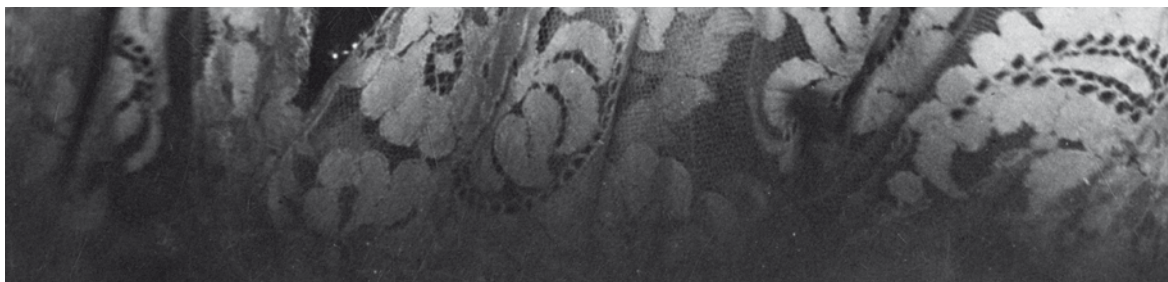
Que nous disent dans leurs lettres d'adieu celles et ceux qui n'ont pas tergiversé ? Simon Critchley, un essayiste anglais, s'est passionné pour les *Lettres de suicide* (Max Milo, 2017). Il considère même que ceux qui ont franchi le pas – ou s'en sont approchés – bénéficient d'une forme de supériorité sur le reste des mortels. Peut-être est-ce même ce qui les caractérise comme êtres humains. Mais il ajoute, au risque de décevoir ses lecteurs, qu'il n'a lui-même aucun projet de suicide.

L'une des plus émouvantes lettres d'adieu est celle de Virginia Woolf à son mari ; comme Ophélie, elle se noya dans une rivière les poches remplies de pierres en 1941. « *Je n'ai plus la force de lutter*, écrivait-elle. *Tu le vois, je ne peux même pas écrire correctement. Lire m'est impossible. Ce que je veux dire, c'est que je te dois tout le bonheur de ma vie.* »

3. REVENIR À SÉNÈQUE

Évidemment, on peut aussi adopter un style moins lyrique du genre « *Vivez vite, vivez bien, mourez en beauté !* » ou considérer que notre suicide doit être d'une beauté scandaleuse. Chacun y aspire, mais rares sont ceux qui y parviennent. Dorothy Parker a écrit de belles pages sur ce sujet. Le mieux est encore de revenir à Sénèque : « *Le sage vit aussi longtemps qu'il le doit et non aussi longtemps qu'il le peut.* » Ou alors plus abruptement : « *La vie n'est pas juste : tue-toi ou prends le dessus !* »

Avant de mourir, le DJ Fabiano Antoniani, 39 ans, paraplégique et aveugle à la suite d'un accident de voiture, symbole en Italie de la lutte pour la mort volontaire (il fut euthanasié en Suisse) avait laissé ces quelques mots : « *Laisse la musique t'emporter... jusqu'à ce que tu tombes entouré des plus beaux rêves... peut-être... sans que tu ne puisses te réveiller... c'est la mort dont j'ai toujours rêvé...* » Il voulait danser jusqu'à ce qu'il n'ait plus de force et dire merde à la malchance, merde aux problèmes, merde à l'ennui, merde aux connards qui le maintenaient en vie. Il a supplié en vain les autorités italiennes de le sortir de la cage où il était enfermé. Seule la musique l'a emporté. •



LES CHEFS NE MARCHENT PAS À LA BAGUETTE

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Où était-ce ? Dans *Le Point* je crois. S'il avait pu, notre Premier ministre aurait fait chef d'orchestre. Art et pouvoir dans un seul bras, le rêve. Le pauvre, s'il savait ! À Bayreuth, à Aix, partout cet été il a fallu les remplacer. Malade, boudeur, usé, hélas ! Monsieur Philippe, le maestro n'est plus le Jupiter qu'il fut.

Et quand il n'annule pas, c'est pire. Le 16 juillet, à Londres, Daniel Barenboim dirigeait pendant les Proms un concert assorti d'un prêche sur le drame de « *so many isolation tendencies* » (understandez « le Brexit ») parce que les gens pensent mal, et ils pensent mal parce que « le main problem de today c'est que there is not assez d'éducation ». Le public du Royal Albert Hall qui en a assez, de l'éducation, applaudissait en attendant la musique. Mais comment la presse et le web vous l'ont fessé le lendemain ! Agresser pontifiant, poseur lénifiant, radoteur incompetent, qui dit mieux ? Probable que Daniel Barenboim s'en fout, il a l'habitude. Ce serait même un peu son hobby. Mais bon, maestro vénéré, c'est plus ce que c'était.

De l'autre côté de l'océan, Gustavo Dudamel, patron du Los Angeles Philharmonic et artiste vénézuélien le plus aimé dans le vaste monde, prend une deuxième fois la plume le 19 juillet, ce coup-ci pour « *dénoncer la décision illégale du gouvernement (vénézuélien) de faire élire une assemblée constituante qui n'aurait pas seulement le pouvoir de réécrire la Constitution, mais aussi de dissoudre les institutions nationales.* » Là c'est l'Amérique qui applaudit le guérillero (l'Europe s'en fout, demandez pas pourquoi), mais comment le président Maduro te l'a pas étrillé ! « *Nous, nous travaillons au Venezuela, nous ne vivons pas à l'étranger.* » Sous-entendu : de quoi je me mêle, sale traître. Et le despote de menacer directement le Sistema d'où

vient maestro Dudamel, invention vénézuélienne qui consiste à éduquer les enfants des *barrios* par la pratique de l'orchestre – on parle de 800 000 gosses, sans compter ceux des nations de plus en plus nombreuses qui prennent le Sistema pour modèle. Le chef longtemps muet ne peut plus se taire. Maintenant qu'il parle, il met en danger l'art de son pays. Dur métier.

À Paris, Valery Gergiev, baguette intime de Vladimir Poutine, qu'il soutient dans ses rêves de gloire (à Moscou comme à Palmyre), de conquête (sur les anciens satellites de l'URSS) et de répression (sexuelle par exemple, les tyrans c'est leur truc), donc le boyard Gergiev est invité par Radio France à diriger le concert du 14 Juillet sous la tour Eiffel. Sûrement un concept genre Octobre 1917, fils de Juillet 1789. Ou l'inverse du contraire. L'histoire, les symboles, tout ça, c'est si flou. Au même moment, le maestrissimo Riccardo Muti dirige un Verdi chaste et pur salle Vahdat à Téhéran. J'arrête là, mais on continuerait jusqu'à la quatrième de couverture.

Les voilà tous qui croient changer le monde comme à l'époque de Toscanini. Pas que ça nous attriste, mais on s'inquiète pour eux. Foi de Poutine et de Maduro, leur manège ne va pas durer. Car l'avenir a la solution. Ce 12 septembre, à Pise, le ténor Andrea Bocelli (« *Con te partirò* » mais toujours là) sera accompagné par le philharmonique de Lucques, lui-même sous la direction de YuMi. YuMi est le « robot collaboratif » de la firme suisse ABB. Selon un confrère (humain), YuMi a « *un très haut niveau de fluidité dans ses gestes, une incroyable douceur et peut exprimer des nuances* ». En plus, merveille, le robot ne fait que ce qu'on lui demande. Pour le moment. •

► Réservez vite vos prochains mardis

Les Mardis de VALEURS

SAISON 2017-2018

Théâtre des Variétés
7 Boulevard Montmartre,
Paris 11^e

Accueil à 17 heures

Conférence de
17 h 30 à 19 heures

Les dates sont susceptibles d'évoluer.

Dans le cadre historique du Théâtre des Variétés, en plein cœur de Paris, dans le 11^e arrondissement, réservez vos quelques mardis pour les grandes soirées-débats de "Valeurs actuelles". Venez échanger avec nos prestigieux maîtres de conférences autour de la vie politique et économique, de l'histoire et des racines de notre pays... et interpellez-les sur les sujets brûlants de l'actualité !

Contact : evenements@agence-interactions.fr - Tél. : 01 77 75 18 52

Les Mardis
de VALEURS

► RÉSERVATION DÈS MAINTENANT

À compléter et à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :
AGENCE INTERACTIONS/LES MARDIS DE VALEURS, 141 avenue de Wagram, 75017 PARIS

MARDICAU



©IFRAP

Agnès Verdier-Molinié

Comment faire en sorte que la France n'aille pas dans le mur ?

26 septembre 2017

STANDARD PREMIUM
☐ CONF11 ☐ CONF11P



©RENAUD/ABACA

Jean-Christophe Buisson

Cette année 1917 qui a transformé l'Europe.

10 octobre 2017

STANDARD PREMIUM
☐ CONF12 ☐ CONF12P



©BALTTEL/SIPA

Catherine Nay

La droite peut-elle se reconstruire ?

14 novembre 2017

STANDARD PREMIUM
☐ CONF13 ☐ CONF13P



©Patrick IAFRATE

Denis Tillinac

Les racines chrétiennes de la France.

19 décembre 2017

STANDARD PREMIUM
☐ CONF14 ☐ CONF14P



©BALTTEL/SIPA

Alexandre Adler

Lignes de fractures ou d'espoir pour la planète.

16 janvier 2018

STANDARD PREMIUM
☐ CONF15 ☐ CONF15P



©Patrick IAFRATE

François d'Orcival

Les médias en France face à la bien-pensance.

13 février 2018

STANDARD PREMIUM
☐ CONF16 ☐ CONF16P



©Patrick IAFRATE

André Bercoff

Tout comprendre sur la décomposition politique.

13 mars 2018

STANDARD PREMIUM
☐ CONF17 ☐ CONF17P



©BALTTEL/SIPA

Philippe Dessertine

L'économie mondiale dix ans après la crise des subprimes.

10 avril 2018

STANDARD PREMIUM
☐ CONF18 ☐ CONF18P



©NIVIERE/SIPA

Philippe Delorme

Les grandes énigmes de l'Histoire de France.

15 mai 2018

STANDARD PREMIUM
☐ CONF19 ☐ CONF19P



©BALTTEL/SIPA

Élisabeth Lévy

Liberté et responsabilité dans la France de Macron.

19 juin 2018

STANDARD PREMIUM
☐ CONF20 ☐ CONF20P

☐ Je m'abonne aux « Mardis de Valeurs » pour les 10 prochaines conférences :

- ☐ place STANDARD, soit 295 € **CONF11A20**
☐ place PREMIUM, soit 345 € **CONF11A20P**

☐ Je préfère seulement réserver des conférences à l'unité :
(cochez la (les) conférence(s) souhaitée(s) ci-dessus)

- ☐ place(s) STANDARD (35€ l'unité) **TOTAL :**
☐ place(s) PREMIUM (40€ l'unité) **TOTAL :**

Je recevrai la confirmation de mon inscription et les informations pratiques de votre part, dès réception de mon règlement.

E-mail (obligatoire) :@.....

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville Tél. :

Je joins mon règlement par chèque, à l'ordre de **Valmonde et Cie**

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers afin de vous faire parvenir des sollicitations de la part de nos partenaires commerciaux, d'associations ou de groupements à caractère politique, sauf si vous cochez la case ci-contre ☐.

Réservation sur la boutique de VALEURS ACTUELLES : abo.valeursactuelles.com rubrique BOUTIQUE

RCS PARIS B 622 057 586



Vous êtes libre
à quelle heure ?



Ma journée
est à vous.

TCHATTEZ AVEC UN CANDIDAT ET TESTEZ-LE AVANT DE L'ENGAGER

onvabosser.fr est la nouvelle plateforme digitale dédiée à l'emploi qui permet de tester opérationnellement votre futur(e) employé(e). Plus de CV et de lettre de motivation à trier, plus d'annonce d'emploi à rédiger et surtout, plus d'entretien d'embauche à organiser !



ON S'INSCRIT

Indiquez votre adresse mail et répondez à quelques questions pour définir votre besoin.



ON TCHATTE

onvabosser.fr vous propose de tchatter directement avec des candidats qualifiés. Ce tchat va vous permettre de mieux connaître le candidat en lui posant des questions sur son expérience et ses compétences. Si son profil vous convient, vous pourrez définir avec lui les modalités du test opérationnel qui remplace l'entretien d'embauche : date de début, durée, horaires, rémunération, etc.



ON SE TESTE

À la suite du tchat, onvabosser.fr sécurise la réalisation de ce test opérationnel à travers la signature d'un contrat de travail temporaire. Vous n'avez qu'à vous acquitter de la facture correspondante, nous prenons en charge les tâches administratives et nous rémunérons le candidat à l'issue du test.



Disponible sur ordinateur, tablette et smartphone



onvabosser.fr
UNE RENCONTRE, UN EMPLOI.